

# Comment penser et mettre en pratique la prévention des futurs grands risques collectifs sur la santé ?

---

**Cahier de réflexions et de pistes d'actions**

(Version Cahier complet )

**Juin 2022**



*Ce n'est pas parce que les scientifiques avaient prévus, que nous étions prêts ”*

Gilles PIALLOUX



*La pandémie met à l'épreuve notre degré de civisme.  
Défiance citoyenne croissante, polarisation du débat public, complotisme. La  
crise sanitaire et les bouleversements qu'elle induit rendraient-ils obsolètes les  
idéaux de progrès, de raison et d'universalisme ? ”*

Jürgen HABERMAS



*Croire que les vaccins nous donneront les moyens d'en finir définitivement avec  
cette pandémie serait une tragique illusion. Il y a bien plus à faire pour tirer  
toutes les leçons de cette crise majeure et écarter les suivantes ”*

Jacques ATTALI

▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris	2.
▶ La pandémie vécue et perçue par :	
↳ Les citoyens, les 12 constats	7.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats	76.
▶ Les pistes d'actions proposées concernant :	95.
↳ Les citoyens	98.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche	115.
▶ Contacts	124.

- ▶ Une pandémie mondiale touchant tous les terriens en quelques semaines relevait de l'impensable. Et pourtant ...
- ▶ Un constat fait l'objet d'un consensus : nous n'étions pas prêts à affronter une pandémie de cette ampleur. Malgré les alertes lancées par de très nombreux scientifiques.  
Comme dans d'autres tragédies ( génocides, guerres, chocs climatiques, etc.), il ne semble pas y avoir un déficit d'analyses et d'anticipations mais un déficit de médiatisation de celles-ci, et de prise en compte ainsi que de traduction de ces analyses en décisions politiques. Un vrai déficit de gouvernance préventive.
- ▶ Cela oblige à un questionnement : « comment prévenir les futurs grands risques collectifs sur nos santés notamment ceux liés aux changements climatiques ? ». Comment éviter ce décalage entre le monde de la recherche et celui de la gestion des sociétés.

Pour alimenter ce débat, la Mutualité Solidaris a pris l'initiative de mener un large travail d'investigation et de recherche qui débouche sur ce Cahier Prévention.

► Ce travail de recherche s'est articulé en deux volets qui fonctionnent en miroir :

- **Un volet « les citoyens / l'opinion publique »**, une approche quantitative : la mesure et la compréhension de l'état de l'opinion publique par rapport au vécu et à la perception de la pandémie. Cette phase est fondée sur une vaste enquête quantitative auprès d'un échantillon représentatif de la population en Fédération Wallonie-Bruxelles réalisée en automne-hiver 2021.  
Méthodologiquement, choix d'un angle : la vie sociale n'est pas simplement faite des structures objectives mais aussi de ce que les individus ressentent. Reconstituer la subjectivité des acteurs et appréhender les représentations sociales est essentiel pour tenter de comprendre. La perception de la réalité est aussi constitutive de cette réalité que son objectivité elle-même. Ce sont bien les émotions, les représentations de soi, des autres, du temps et du monde qui déterminent les comportements et notamment les choix politiques. Les individus ne sont pas déterminés uniquement par des intérêts mais aussi par des émotions et des passions. Cette phase a été menée par l'Institut Survey & Action ( Benoît Scheuer, sociologue ) et l'Institut Solidaris ( Delphine Ancel, coordinatrice de l'Institut ).
- **Un volet « institutions »**, une approche qualitative : ce volet de la recherche a pour objectif de porter un regard rétrospectif et actuel sur le processus de décision et de gestion de la crise Covid, en se focalisant sur les apprentissages qu'il nous enseigne afin de mieux envisager la gestion d'autres crises. Le questionnement central s'attache à comprendre comment les instruments et les processus de gestion de crise ont été mis en œuvre. Et comment peut-on les améliorer dans la perspective de futures autres crises ? Cette recherche qualitative repose d'une part, sur une synthèse d'analyses extraites d'articles de presse, d'une commission parlementaire fédérale et de différentes publications scientifiques. D'autre part, l'originalité de cette recherche consiste à compléter ces analyses par des entretiens semi-directifs individuels et collectifs avec ceux et celles qui ont été au cœur du processus de décision et de gestion de crise. Différentes personnes ayant pris part à la gestion de crise Covid-19 ont été interrogées : membres de cabinets politiques, responsables administratifs, représentant·e-s de structures sanitaires et d'organismes associatifs, expert·e-s, scientifiques et consultant·e-s.  
Cette phase a été menée par l'ULB (l'Université Libre de Bruxelles), et plus spécifiquement Le Group for research on Ethnic Relations, Migration & Equality, le CEVIPOL et le Policy Lab ( Camille Fortunier et Fanny Sbaraglia avec Andrea Rea et Jean-Benoît Pilet ).

Ces deux phases ont fait l'objet de deux rapports distincts accessibles sur le site de l'Institut Solidaris : <https://www.institut-solidaris.be/>

- ▶ Le projet qui sous-tend cette démarche de Solidaris est la conviction que la prévention permet à une société d'acquérir **une capacité d'agir sur elle-même** versus la propagation du ressenti dangereux d'une population qui a le sentiment de subir en permanence et qui se vit comme victimes. Cela conduit à divers ressentiments qui accentuent le délitement de l'intégration sociétale et renforcent l'« archipelisation » de la société.

Pour Solidaris, en examinant les déterminants et les conditions de la prévention des futurs grands risques sanitaires, l'enjeu est de contribuer à une réflexion et un combat qui dépassent le champ strictement sanitaire.

Dès à présent, il paraît indispensable de dégager des leçons. De décrire et de dresser un diagnostic compréhensif de la gestion de la crise du Covid.

Sans jouer exagérément les Cassandre on peut formuler l'hypothèse que d'autres crises majeures surviendront (liées à la destruction de la biodiversité, aux pollutions diverses, aux dérèglements du climat, à de nouveaux agents infectieux produisant de nouvelles zoonoses, etc.). Dégager des enseignements paraît indispensable afin de créer les conditions d'une prévention des futurs grands risques collectifs sur la santé.

- ▶ Deux écueils sont à éviter :
  - **le risque d'amnésie.** Emportés par l'euphorie du retour « des jours heureux », la tendance à tourner rapidement la page, à se féliciter du redémarrage de la consommation et de la croissance existera à tous les niveaux. On sera soulagé du « retour à la normale ». On fera une loi puis, avec le sentiment d'avoir désormais tout prévu, on passera à autre chose et l'inertie reviendra. La tyrannie du court terme s'imposera.
  - **le réflexe technocratique.** On rationalisera, on digitalisera en oubliant que les outils ne construisent pas à eux seuls la culture de la compréhension, de la coopération et de l'adhésion des acteurs à tous les échelons à l'égard de l'analyse fine d'une situation et des mesures de prévention et d'actions lorsqu'une crise survient.

- ▶ Précisons encore notre approche.

L'angle de notre démarche se distingue radicalement de celui d'une commission d'enquête (parlementaire, ministérielle, etc.).

Ces commissions cherchent des responsabilités / des fautes, éventuellement individuelles (voire des coupables), des dysfonctionnements de l'une ou l'autre organisation/ administration. Elles visent à délivrer des sanctions, à remplacer des personnes, à modifier des chaînes de responsabilités et de commandements, à rationaliser, à définir de nouvelles normes, à suggérer de nouvelles structures ( par exemple Sophie Wilmès devant la Commission d'enquête parlementaire « *Nous devons développer et financer un centre de recherche belge* »).

**Nous avons un objectif de production de quelques connaissances, quelques leçons apprises de ce choc pandémique sur notre société, à mettre dans le débat nécessaire pour l'avenir de notre société.**

**Jean-Pascal LABILLE**

Secrétaire général Solidaris

## AGENDA

---

- ▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris ..... 2.
  
- ▶ La pandémie vécue et perçue par :
  - ↳ Les citoyens, les 12 constats ..... 7.
  - ↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats ..... 76.
  
- ▶ Les pistes d'actions proposées concernant : ..... 95.
  - ↳ Les citoyens ..... 98.
  - ↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche ..... 115.
  
- ▶ Contacts ..... 124.





*Pendant que les gens font des concours de pureté pour savoir qui a le moins pris l'avion, on se désintéresse de la question politique, systémique. Ce sont les industriels qui devraient être responsables jusqu'au bout de la matière qu'ils mettent en circulation ”*

Cyril DION



*La pandémie confirme l'entrée dans une ère nouvelle, l'anthropocène dans laquelle les crises sanitaires et les dérèglements climatiques constitueront le quotidien de l'humanité”*

Benjamin CORIAT

# 1. La pandémie, le retour du tragique, une déflagration dans nos vies individuelles.

Nous mettrons du temps pour prendre la mesure du séisme provoqué par la pandémie sur nos vies individuelles et collectives.

Le choc va probablement produire des sédiments davantage dans les esprits et les représentations sociales que dans les corps. Ils vont agir à bas bruits, longtemps, sous les apparences, un jour, du retour à la "vie normale". Préfigurent-ils le meilleur ou le pire ? En tout cas, **la déflagration est brutale.**

Au plus profond de l'intime, cette pandémie nous a (re)confronté brutalement à la mort.

Selon le sociologue Michel Wieviorka, *« nos pays sont en dehors de l'Histoire depuis très longtemps. Or la capacité de se projeter vers l'avenir avec une certaine confiance passe par une expérience historique forte. Ce qui s'est passé avec le covid a réveillé un peu le sens du tragique, le sens de l'Histoire »*<sup>1</sup>.

Clairement, face à l'arrivée de ce virus, notre société n'était absolument pas prête. Consensus pour constater l'absence de culture de la prévention malgré que des scientifiques alertaient sur les risques. Cette impréparation face à un événement de cette ampleur qui a touché tous les terriens au même moment accentue un climat de flottement anxieux quant au futur.

La pandémie a conduit un très grand nombre d'individus à s'interroger et à réfléchir :

- au sens de leur propre vie (travail, relations sociales). Une majorité dit même que ce qu'elle a vécu personnellement et ressenti au cours de la pandémie l'a vraiment transformée.
- à leur rapport au travail et à la quotidienneté. Parmi ceux/ celles qui ont un emploi une majorité affirme vouloir désormais refuser de revivre une vie et des conditions de travail stressantes comme avant la pandémie. Ils/ elles veulent que leur vie quotidienne change vraiment,
- à la société dans laquelle ils/ elles ont vraiment envie de vivre.

Mais nous savons aussi que ce n'est pas parce qu'une majorité se dit transformée par ce "moment pandémie" que la société va automatiquement se transformer. Comme le souligne Michel Wieviorka *« on ne passe pas directement, des individus, de leurs expériences personnelles, de leurs subjectivités, à la politique »*.

<sup>1</sup> Michel Wieviorka, interview in Le Soir, 13 mai 2020

# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (1)

► Voici différents sentiments et émotions que des gens ont pu ressentir durant la pandémie.

Merci de me dire chaque fois si cela correspond ou non à la façon dont vous avez personnellement ressenti ou non ces sentiments,

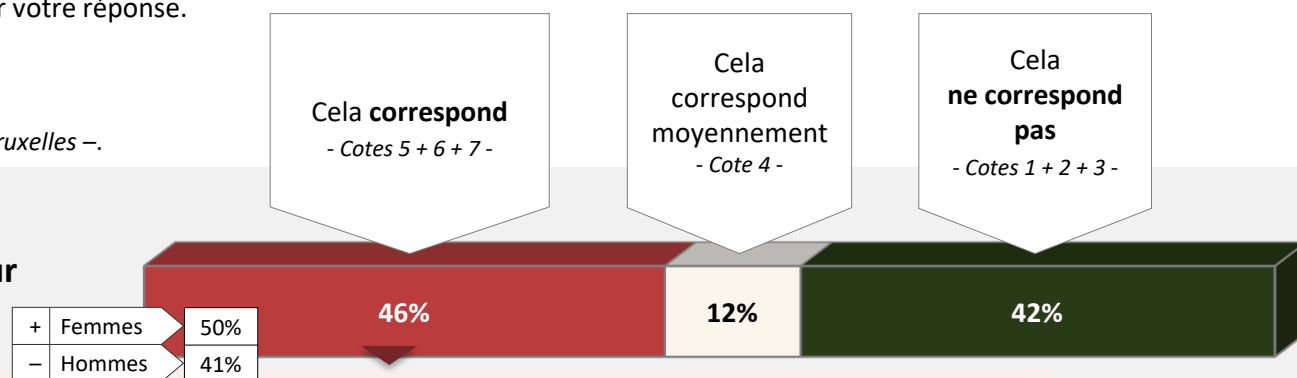
Je vous propose de répondre à l'aide d'une échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie que cela NE CORRESPOND VRAIMENT PAS DU TOUT à ce que j'ai ressenti et à ce que je pense ,
- 7 signifie que cela CORRESPOND TOUT A FAIT à ce que j'ai ressenti et à ce que je pense ,

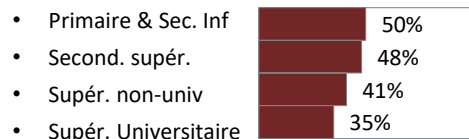
Les chiffres de 2 à 6 vous permettent de nuancer votre réponse.

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

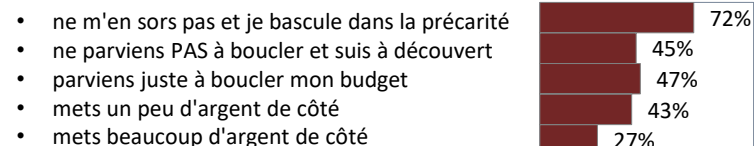
## ▪ J'ai vraiment eu peur de la mort pour moi et mes proches



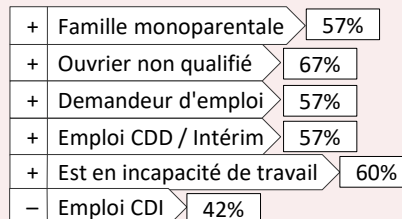
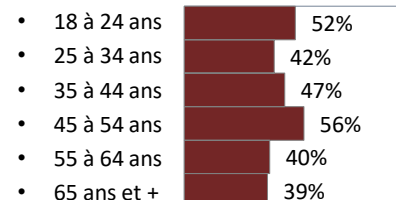
### NIVEAU D'ÉTUDES



### REVENUS – Chaque mois je... :



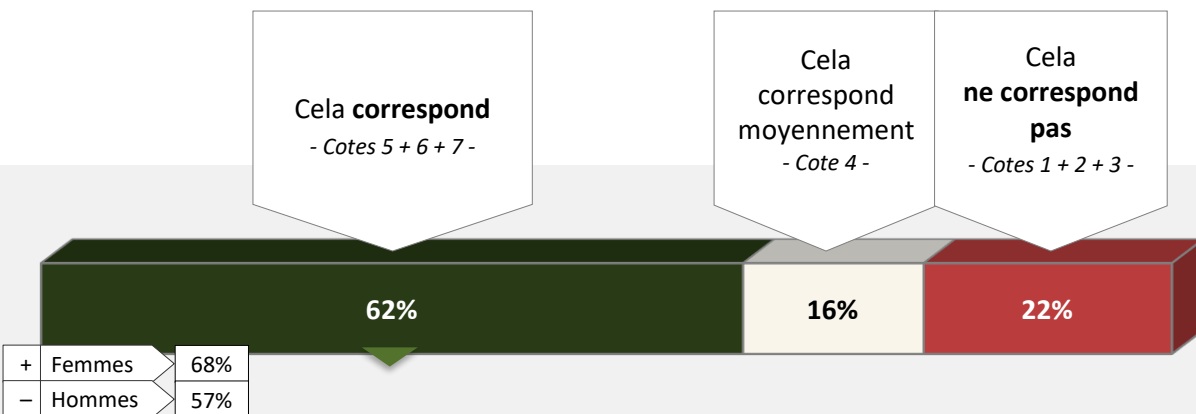
### ÂGE



# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES INDIVIDUELLES (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Ce que j'ai personnellement vécu au cours de cette pandémie m'a vraiment fait réfléchir à la société dans laquelle j'ai vraiment envie de vivre**



## NIVEAU D'ÉTUDES

• Primaire & Sec. Inf	63%
• Second. supér.	64%
• Supér. non-univ	62%
• Supér. Universitaire	59%

## REVENUS – Chaque mois je... :

• ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité	63%
• ne parviens PAS à boucler et suis à découvert	68%
• parviens juste à boucler mon budget	62%
• mets un peu d'argent de côté	62%
• mets beaucoup d'argent de côté	56%

## 2. Les individus sont inégalement affectés par la pandémie.

Certains groupes sociaux sont davantage touchés par ces peurs et ces désarrois : les femmes, les jeunes, les précaires, les bas niveaux d'études et ceux/ celles qui craignent un déclassement social, économique et culturel.

Un constat est particulièrement net : **les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir subi les impacts de la pandémie de façon plus brutale et plus importante**. Nul doute notamment que les confinements et le télétravail ont encore accru la charge mentale et physique qui préexistait. Le covid a tout aggravé.

## 3. La pandémie, une déflagration dans nos vies collectives.

Au-delà des impacts sur soi ( des peurs existentielles, des prises de conscience d'un mal-être - de ne pas maîtriser sa vie -, des replis, de l'introspection, des envies de changer de vie, etc. ), les individus découvrent ce que la pandémie et sa gestion "ont fait" à la société. A entendre ces ressentis, on peut se demander si, aux yeux de la majorité, le pire serait derrière nous.

- **pour une nette majorité d'individus, la norme du monde de demain sera l'incertitude, « on sait maintenant que tout peut vraiment s'effondrer du jour au lendemain »**. On sait que l'incertitude nuit gravement à la santé psychique. D'autant plus lorsque l'on est déjà fragile. L'incertitude tous azimuts est insupportable pour le psychisme. Elle épuise. Pour y faire face, les individus les plus fatigués psychiquement vont chercher à comprendre et parfois développer des thèses complotistes ou y adhérer comme réponses simplistes à un monde devenu totalement illisible et anxiogène.
- également, selon une nette majorité, la pandémie a montré que la société belge est très inégalitaire et le monde de demain le sera plus encore. Perception que la pandémie a augmenté de façon durable et importante la pauvreté en Belgique.
- aux yeux de larges majorités, la gestion de la pandémie a aggravé ou négligé des catégories importantes de la population : les personnes âgées, ceux/ celles qui ne se sentaient pas bien psychiquement, les jeunes et les femmes,
- pour une majorité, la pandémie et sa gestion ont fortement accru la méfiance des gens les uns à l'égard des autres. Dès lors l'envie de se replier sur soi et ses proches a clairement été renforcé et a donc favorisé la solidarité de proximité ( mais seuls 5 sur 10 constatent cette solidarité ). Et 3 sur 10 avouent que des tensions sont nées avec leurs proches et "vont laisser des traces, nos relations ne seront plus comme avant".

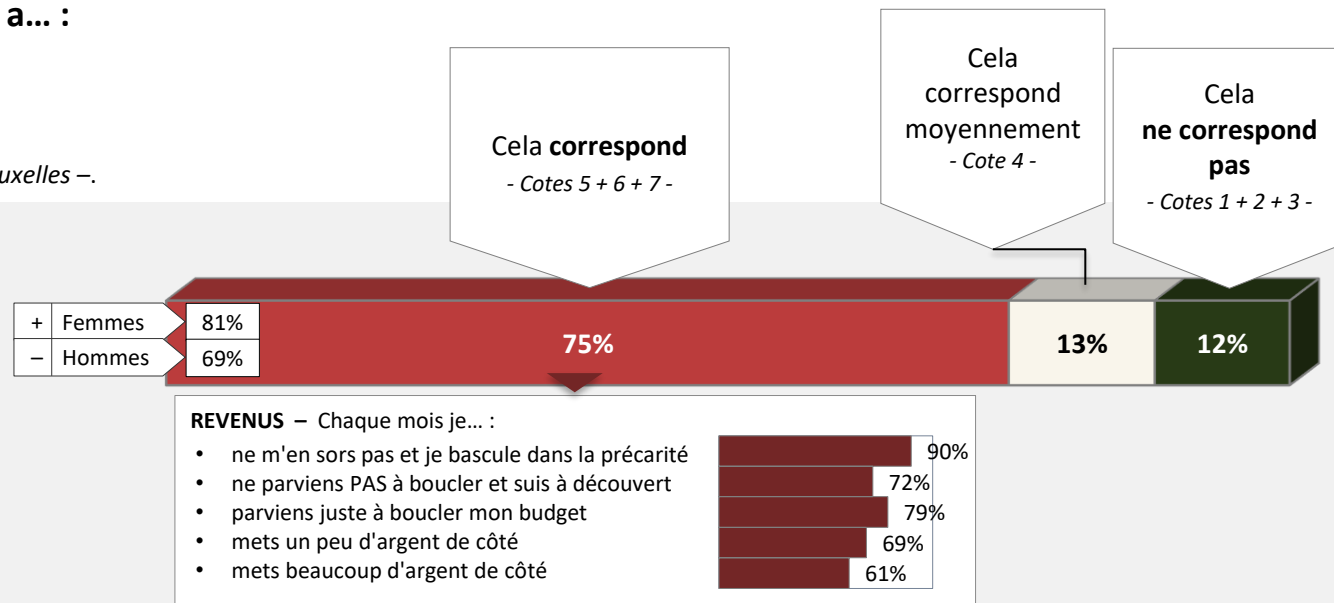
**Avant la pandémie, la société était déjà hyper fragmentée, « archipellisée », elle est désormais vraiment atomisée, pulvérisée.**

# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (I)

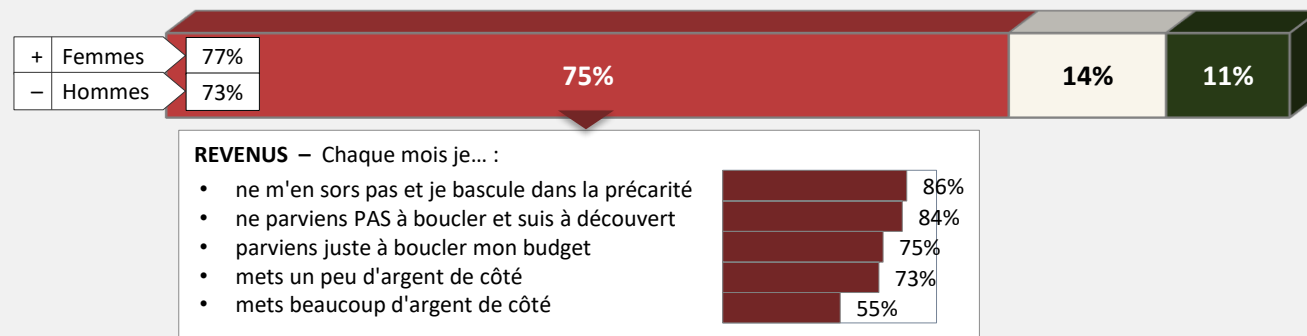
## ► D'une manière générale, la pandémie a... :

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

### ▪ Augmenté de façon durable et importante la pauvreté en Belgique



### ▪ Montré clairement que la société belge est vraiment très inégalitaire

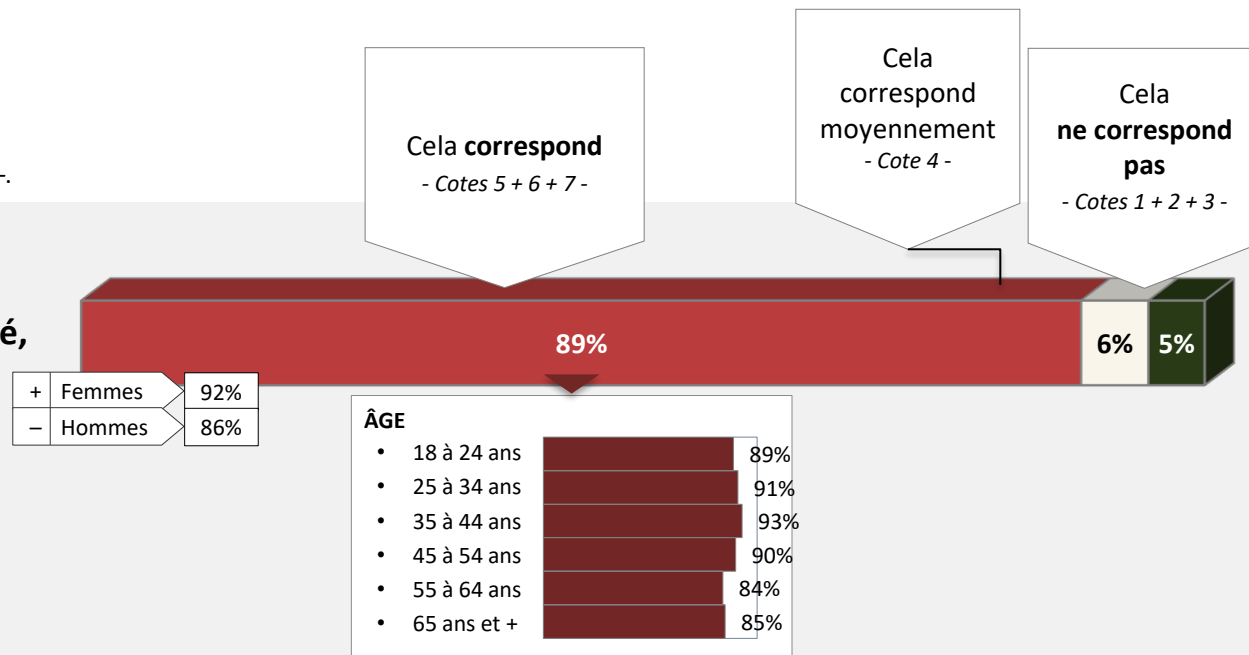


# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (III)

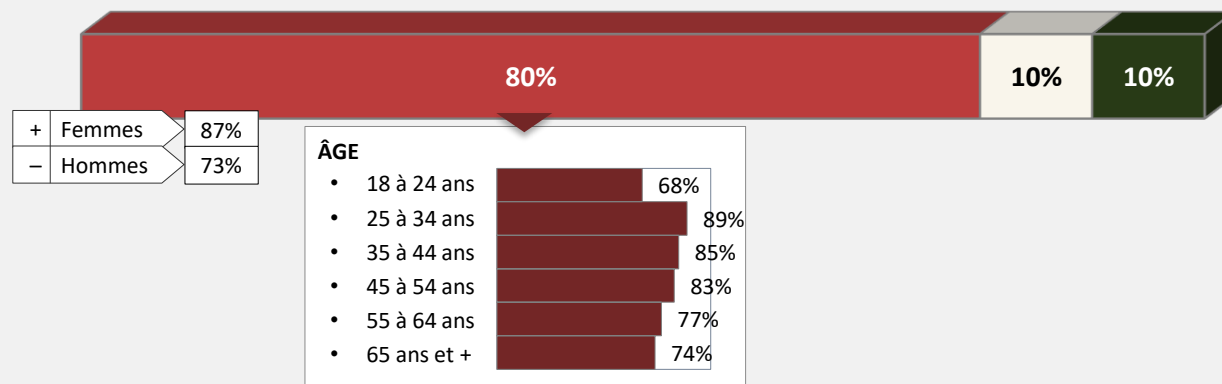
## ► D'une manière générale, la pandémie a...:

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Aggravé la situation des personnes âgées dans la société : isolement, accès à la santé, pauvreté, etc**



- **Laissé seul(e) tous ceux ( celles ) qui ne se sentaient pas bien psychologiquement ou vivaient des états dépressifs**

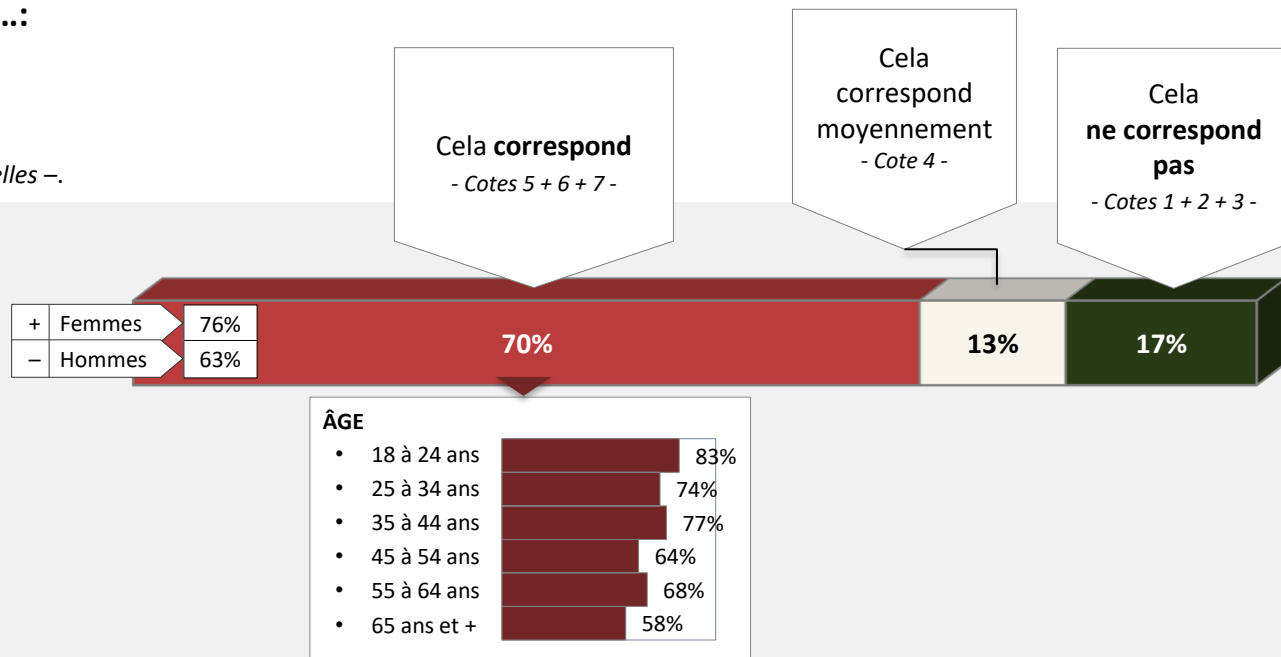


# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (III)

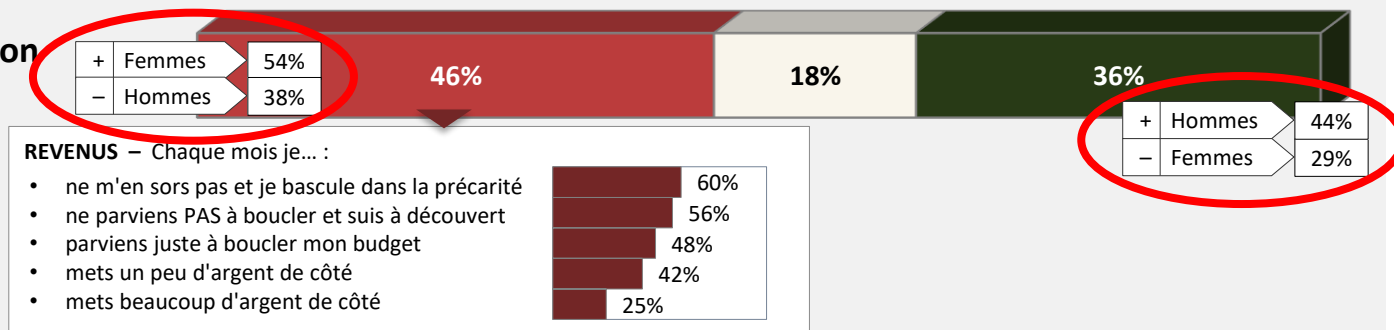
## ► D'une manière générale, la pandémie a...:

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Entraîné une réelle négligence de la prise en compte des jeunes, de leurs attentes, de leurs conditions de vie et de leurs ressources financières



- Particulièrement aggravé la situation des femmes



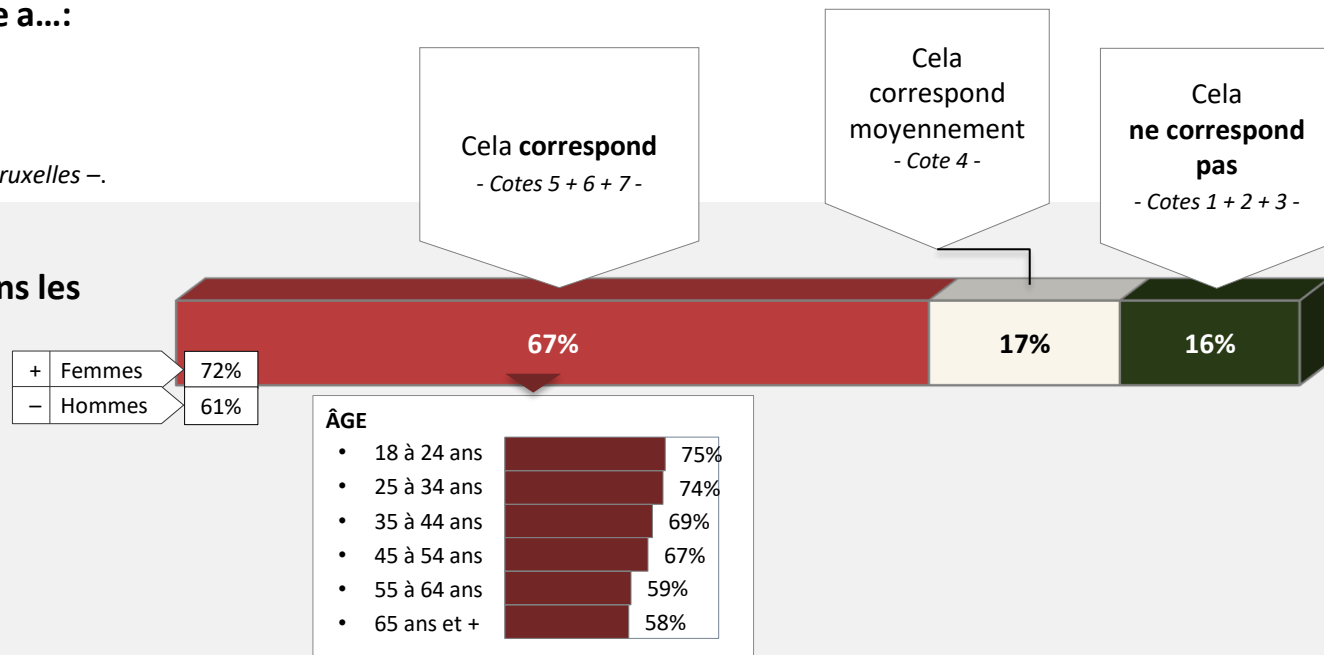


# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (IV)

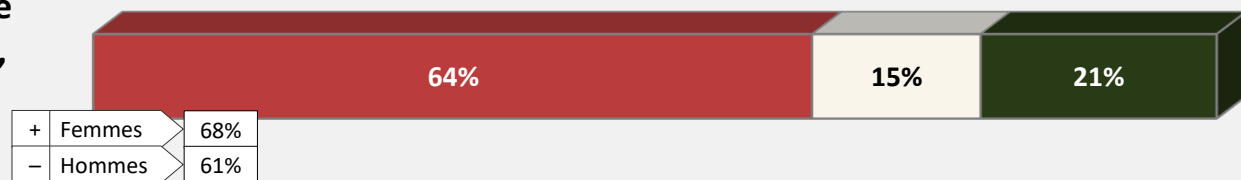
## ► D'une manière générale, la pandémie a...:

Base : 100% = les 18 ans et plus – *Fédération Wallonie - Bruxelles* –.

- **Créé ou amplifié la méfiance des gens les uns à l'égard des autres**



- **Monté des groupes de gens les uns contre les autres (les jeunes contre les plus âgés, les vaccinés contre les non vaccinés, etc.)**



# UNE DÉFLAGRATION DANS NOS VIES COLLECTIVES (V)

## ► D'une manière générale, la pandémie a...:

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Vraiment renforcé l'envie des gens de se replier sur soi, sur leurs familles et leurs proches**

+	Femmes	73%
-	Hommes	66%
+	18-24 ans	75%

### NIVEAU D'ÉTUDES

• Primaire & Sec. Inf	76%
• Second. supér.	69%
• Supér. non-univ	67%
• Supér. Universitaire	63%

- **Renforcé la solidarité entre les gens dans leur vie quotidienne au niveau des quartiers, des villages**

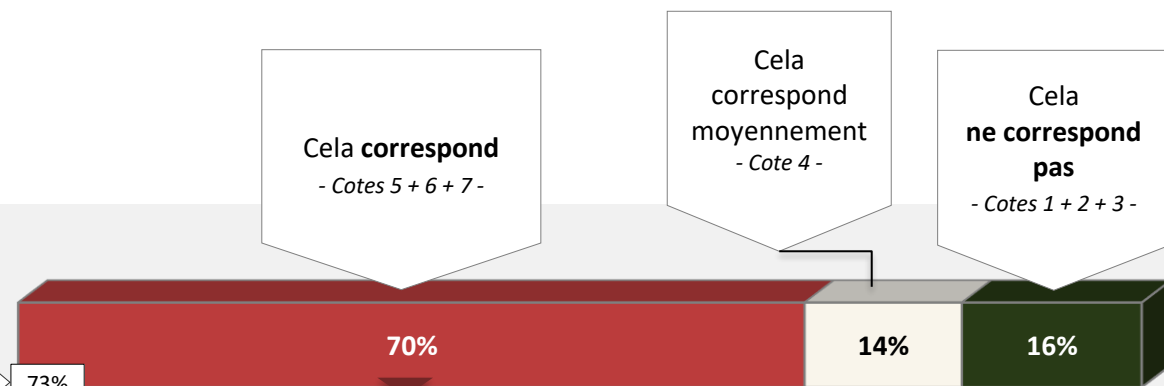
=	Urbain	48%
=	Péri-urbain	50%
+	Rural	55%

### ÂGE

• 18 à 24 ans	45%
• 25 à 34 ans	40%
• 35 à 44 ans	52%
• 45 à 54 ans	55%
• 55 à 64 ans	54%
• 65 ans et +	54%

### NIVEAU D'ÉTUDES

• Primaire & Sec. Inf	50%
• Second. supér.	52%
• Supér. non-univ	53%
• Supér. Universitaire	40%



#### 4. Le Covid est un lanceur d'alerte : prise de conscience de l'existence d'un macro-déterminant de nos santés : le productivisme qui fabrique des zoonoses et dérègle le climat.

Ce choc pandémique conjugué aux évènements météo extrêmes au cours de l'été 2021 (partout dans le monde : des ouragans, des tornades, des sécheresses, des incendies cataclysmiques de forêts, des dômes de chaleur et de très graves inondations notamment en Wallonie et en Allemagne) ont **fortement accentué la prise de conscience du risque sur nos santés d'un macro déterminant collectif.**

Il relève de **l'écosystème global formé par l'ensemble du vivant**, c'est-à-dire les animaux, les végétaux et les humains ainsi que les milieux dans lesquels ils évoluent. Tout est lié.

Tout se passe comme si ces évènements tragiques récents avaient propagé très rapidement **un ressenti systémique** dans toute la population. Nul doute que c'est la concomitance de divers éléments de l'actualité (pandémie, climat, COP Glasgow, etc.) qui a fait prendre conscience que tout est lié.

La pandémie n'est pas perçue comme un choc exogène, qui tombe du ciel. Elle est endogène au système économique.

Domine à présent la conviction que **ce sont les mêmes causes qui produisent les pandémies (perçues comme des zoonoses) et les divers problèmes climatiques et environnementaux : il s'agit bien de certaines activités humaines.**

Le vivant est maltraité, bousculé, épuisé par des activités humaines qui considèrent que toutes les ressources sont infinies et que la nature doit être dominée.

Les perceptions majoritaires considèrent que le **productivisme** et les pratiques « extractivistes »<sup>2</sup> sur la nature constituent la cause profonde tant des pandémies que de la destruction de l'environnement (sous les trois registres : le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et les pollutions).

Des activités humaines détruisent les écosystèmes du vivant et cela conduit à nous détruire nous-mêmes (nos santés, nos cadres de vie, la qualité de nos vies).

**L'anthropocène<sup>3</sup>.**

<sup>2</sup> Benjamin Coriat, *La pandémie, l'Anthropocène et le bien commun*, Edit Les liens qui libèrent, 2020

<sup>3</sup> François Gemenne, *Atlas de l'Anthropocène, Tomes 1 et 2*, Edit Sciences Po, 2021,

**Brutalement, les notions de production et de croissance ont été mises en question. « *Nous ne sommes plus des humains dans la nature mais des vivants au milieu d'autres vivants en libre évolution* »<sup>4</sup>.**

**Les individus ressentent que le productivisme et une certaine idée de la croissance et du progrès qui étaient les socles communs des diverses opinions politiques et sociétales dans les sociétés industrielles ont bousculé trop violemment tous les écosystèmes du vivant. Jusqu'ici, nous percevions l'environnement de nos actions comme des "ressources" quasi illimitées. La production et le désir d'une certaine croissance définissaient notre horizon.**

**Puis brutalement, une accélération des chocs climatiques, l'émergence de cette pandémie et des constats de plus en plus alarmants des scientifiques, notamment du GIEC, qui font état d'évolutions exponentielles destructrices des océans, de l'air et de la biodiversité, et modifient notre perception de l'enjeu majeur.**

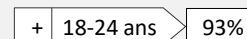
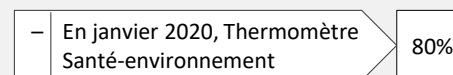
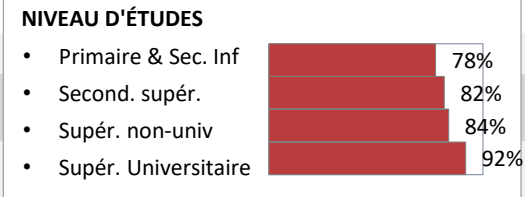
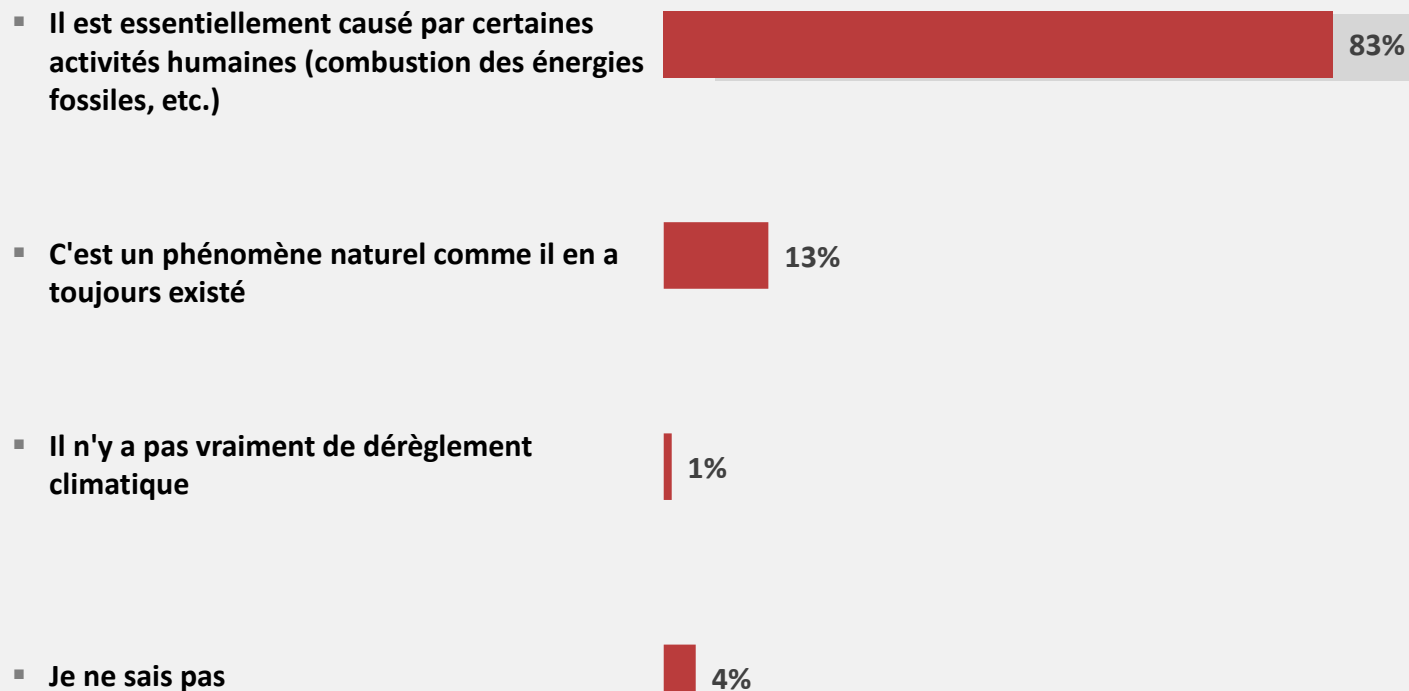
**Il s'agit à présent de **l'habitabilité de la planète**.**

**Le système de production est devenu synonyme de destruction et d'un fort accroissement des inégalités, de la pauvreté et de fragilisations multiples et généralisées. Ces perceptions font l'objet de consensus.**

# LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES <sup>(1)</sup>

## ► Concernant le dérèglement climatique vous diriez que :

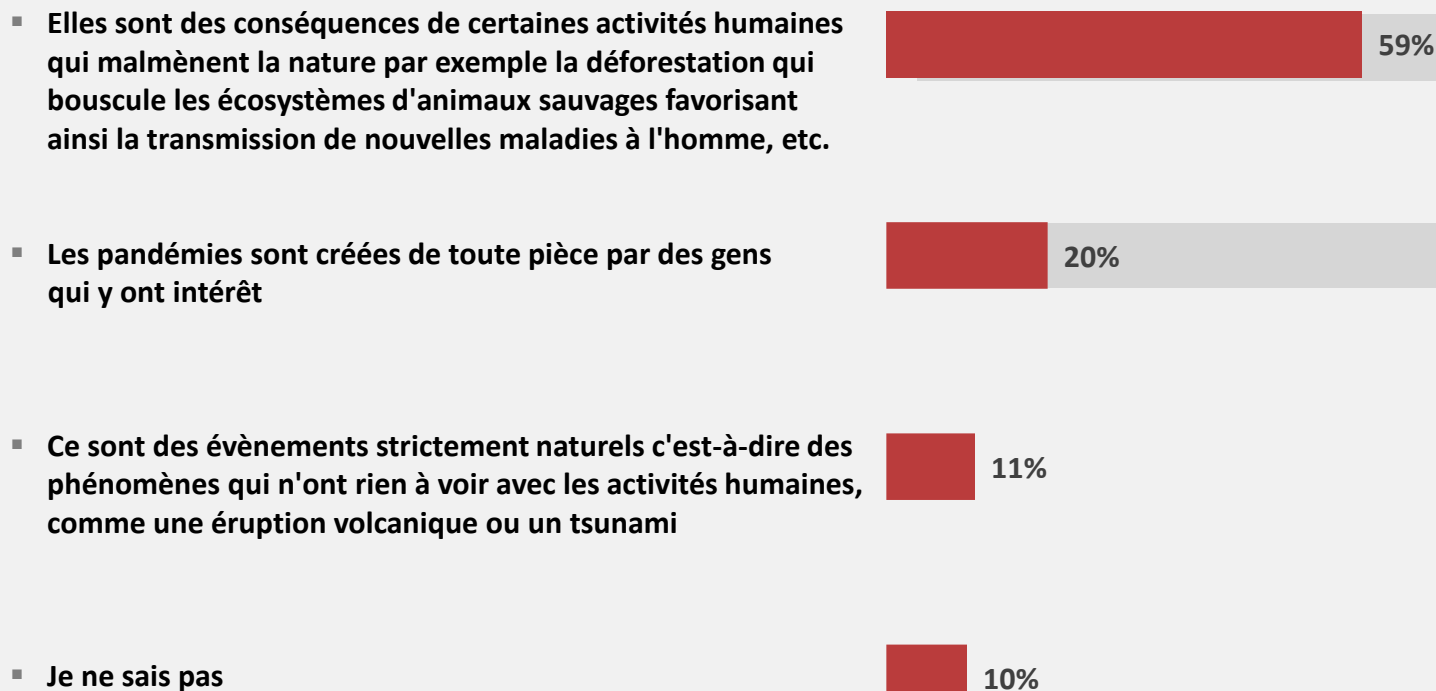
Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



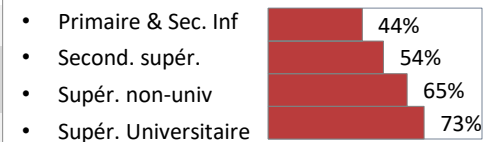
## LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (II)

- Concernant l'origine des récentes pandémies (H1N1, SRAS, Covid 19, etc.), vous diriez que :

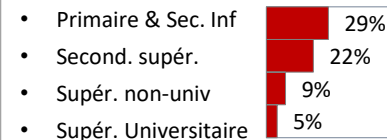
Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



### NIVEAU D'ÉTUDES



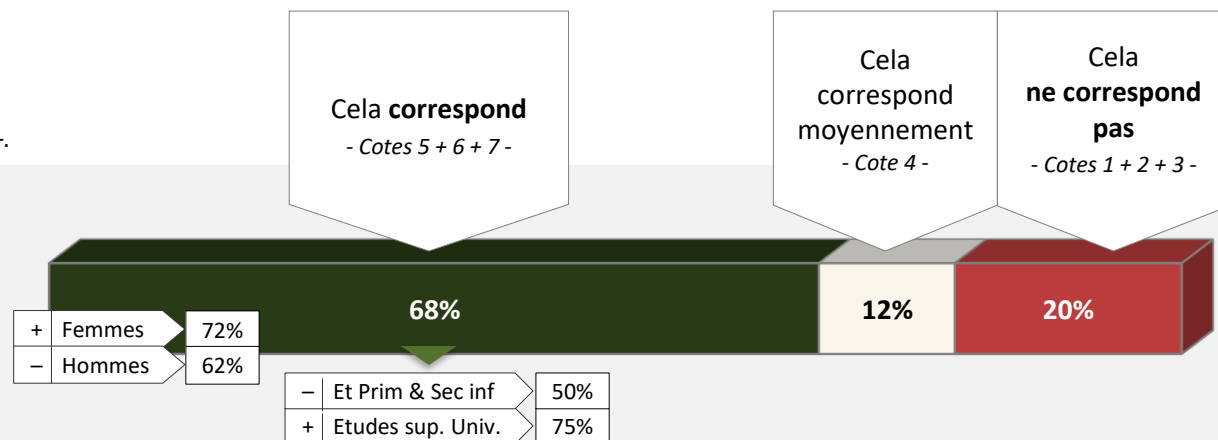
### NIVEAU D'ÉTUDES



## LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

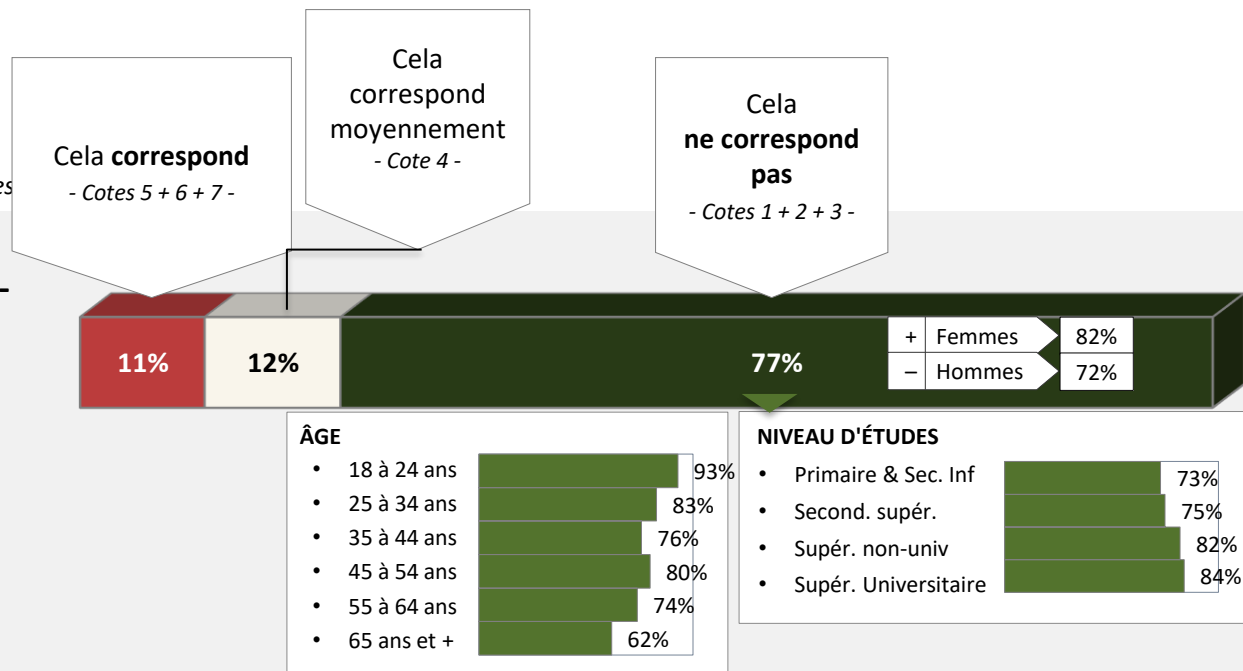
- Je pense vraiment que le dérèglement climatique et les pandémies ont la même source, c'est-à-dire l'emprise grandissante de certaines activités humaines sur tous les milieux naturels. Cela épuise les ressources de la planète (l'air, l'eau - océan, rivières - la terre, etc.) fragilise tous les équilibres des écosystèmes du vivant (les animaux, les végétaux) et cela produit trop de gaz à effet de serre (CO<sub>2</sub>)



# LE PRODUCTIVISME SURDETERMINE NOS SANTES (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles

- Pour permettre le développement socio-économique, l'homme doit vraiment dominer la nature





## 5. Le concept « one health » est ressenti.

Au niveau de la sensibilisation à la prévention santé, jusqu'ici elle consistait à créer une attention particulière à l'égard de certaines pratiques (faire de l'activité physique, avoir une attention à ce que l'on mange, boit, ne pas fumer, éviter le stress, bien dormir, etc.) soit des aspects qui peuvent relever du libre choix de vie. L'individu avait le sentiment d'une relative maîtrise de certains déterminants de sa santé. Quitte à ne pas les appliquer.

Actuellement, le concept « one health » est vraiment intégré dans les représentations d'une large majorité de l'opinion. Cela signifie la prise de conscience d'un macro-déterminant sur nos santés mais sur lequel nous n'avons pas de capacité d'agir contrairement aux conseils classiques de prévention santé.

Nous passons de la représentation "du monde dont on vit à celle du monde où l'on vit"<sup>5</sup>.

Tout est lié : les animaux, les végétaux, les humains.

L'enjeu devient, non plus la production comme finalité, mais notre rapport au vivant.

Cet enjeu opposera d'une part le productivisme / consumérisme et d'autre part une réduction drastique de la pression des activités humaines sur tous les écosystèmes du vivant.

L'habitabilité de la planète devient l'enjeu central.

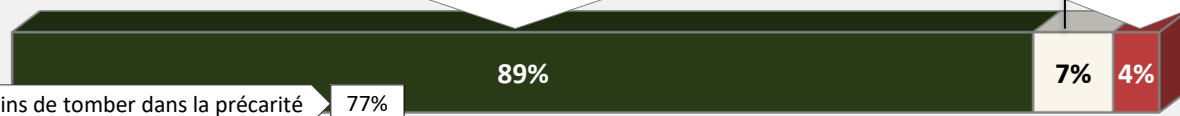
Et on sait que ce sont les plus fragiles qui subissent le plus violemment l'érosion de cette habitabilité (exposition aux pollutions, aux sécheresses, à l'élévation du niveau des océans, à la malbouffe, à l'inflation due aussi à de mauvaises récoltes consécutives au dérèglement climatique, etc.).

# PRISE DE CONSCIENCE D'UN SYSTÈME (1)

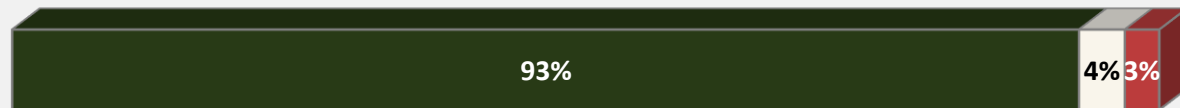
Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- La santé des animaux, des végétaux et des humains sont vraiment très liées

- Crains de tomber dans la précarité 77%



- Préserver la nature dont la biodiversité est indispensable pour la santé des humains



- Le dérèglement climatique a vraiment des effets négatifs (même indirects) sur la santé des gens

+ Etudes sup. universitaire 84%



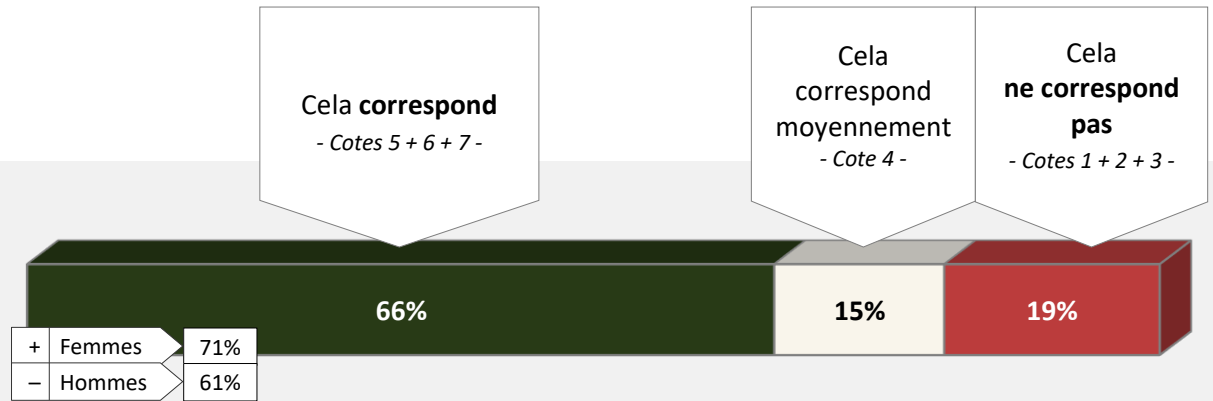
- Il y a vraiment un lien entre le dérèglement climatique et les inondations que la Wallonie, l'Allemagne et d'autres pays ont connues au cours de cet été

## NIVEAU D'ÉTUDES



Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Ma santé ne dépend pas que de mes choix de mode de vie (alimentation, pratiques sportives, hygiène de vie en général) mais de facteurs globaux dont le système économique sur lequel je n'ai aucune capacité d'agir**



## 6. Les principales menaces sur la santé perçues relèvent du climat et des risques de pandémies

Invités à désigner 3 vraies **menaces directes ou indirectes sur nos santés que l'on redoute pour les 5 à 10 ans** dans une liste de 10 menaces possibles, **ce sont celles dues aux dérèglements climatiques et aux pandémies qui sont citées en premier par une majorité d'individus.** Puis l'accroissement de la pauvreté, le stress de nos modes de vie et l'effondrement de la biodiversité.

## 7. Il est minuit moins cinq ... il est urgent d'agir

Non seulement, il y a une généralisation de la prise de conscience que ce sont les activités humaines qui détruisent les écosystèmes du vivant mais aussi de l'urgence à agir.

**Quasi consensus parmi la population pour estimer que nous approchons d'un point de bascule dans l'histoire de l'humanité.**

**Les individus perçoivent spontanément ce que les experts nomment la « spirale d'autodestruction de la planète » qui s'accélère, un nombre croissant de catastrophes causées par le dérèglement climatique.**

**« Si rien n'est fait en profondeur, d'ici 30-40 ans, l'état de la planète se sera fortement dégradé et la vie sera devenue très difficile car le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité se seront accentués ». Plus de 8 individus sur 10 en sont convaincus !**

Pour l'exprimer encore autrement et pour cerner le cœur des enjeux, **« si on redémarre l'économie mondiale comme avant la pandémie, sans rien y changer, je suis convaincu(e) que nos sociétés iront droit dans le mur ».** 8 individus sur 10 le disent clairement. Tendanciellement, plus le niveau d'études est élevé, plus ils sont nombreux à l'affirmer.

Domine le sentiment que si rien n'est fait rapidement, à moyen terme, une partie de la planète deviendra inhabitable.

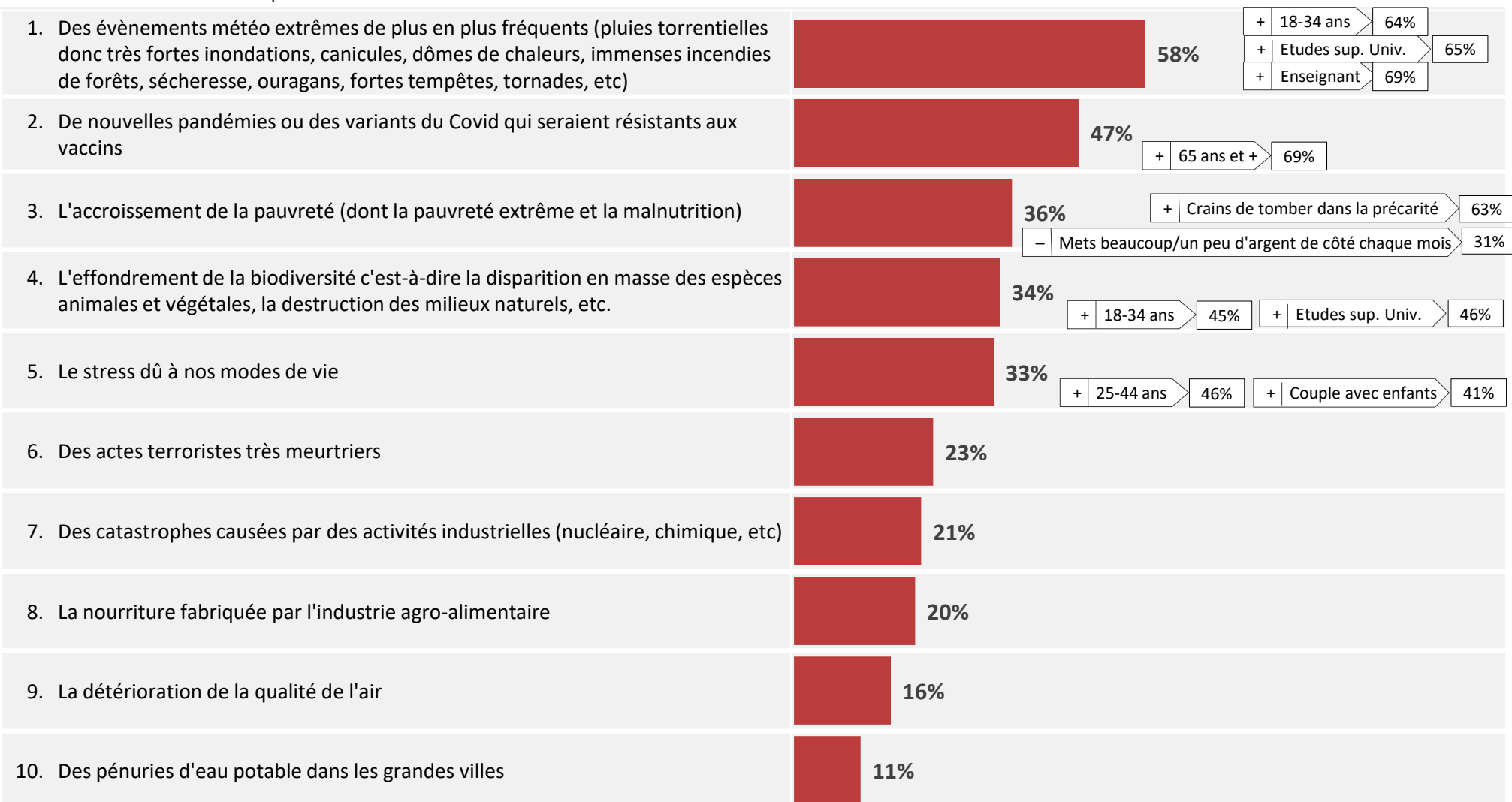
Ces prises de conscience vont elles se traduire en actes ?

## LA PERCEPTION DES MENACES <sup>(1)</sup>

- Parmi les aspects suivants, quels sont ceux que vous percevez comme de vraies menaces directes ou indirectes sur votre santé et celles de vos proches pour les 5 à 10 ans qui viennent ? Merci d'en choisir trois par ordre d'importance de ce risque en commençant par la menace qui est à vos yeux la plus importante sur nos santé :

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

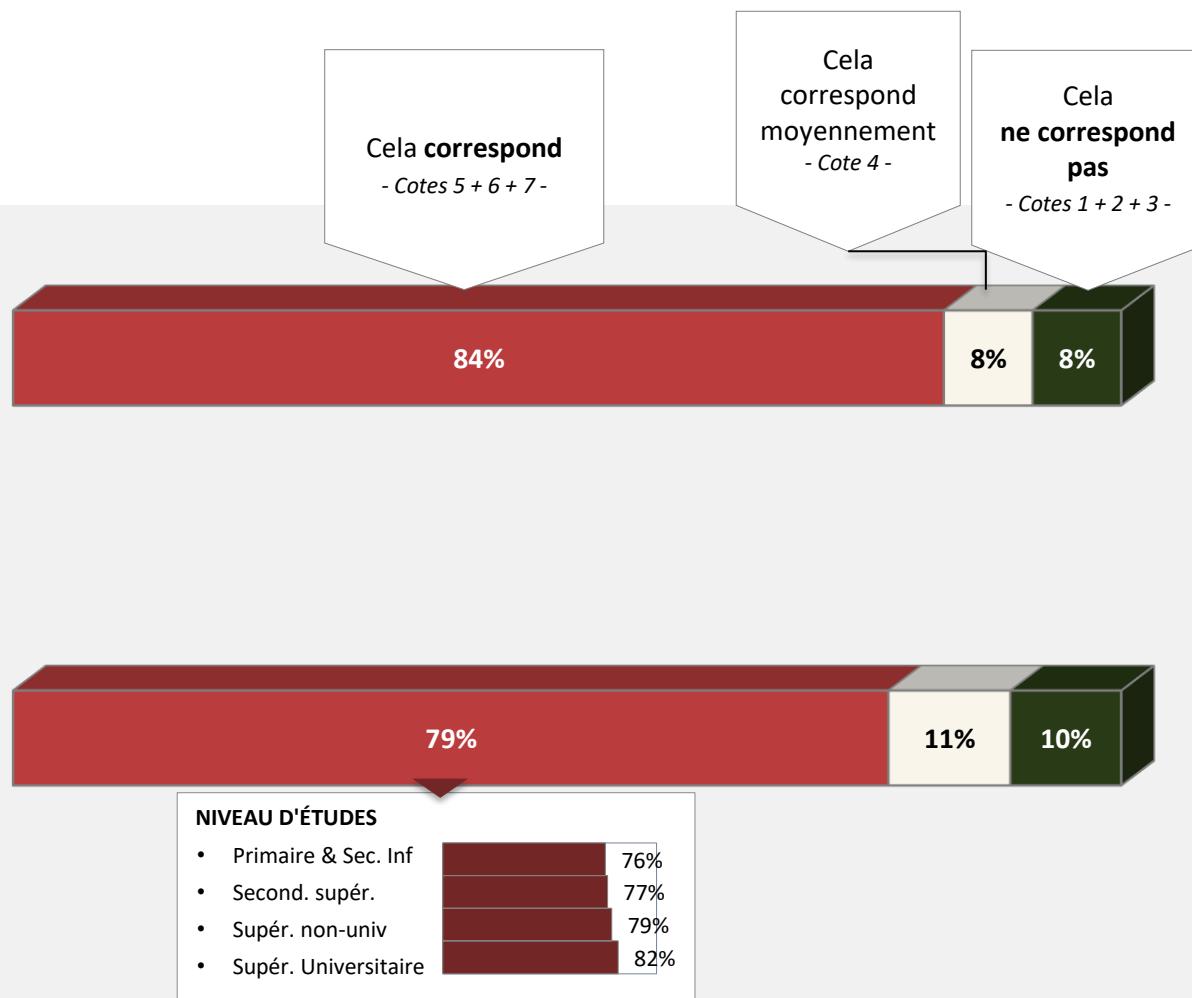
Résultats en tous rangs ( 3 ) confondus.



## UN POINT DE BASCULE (1)

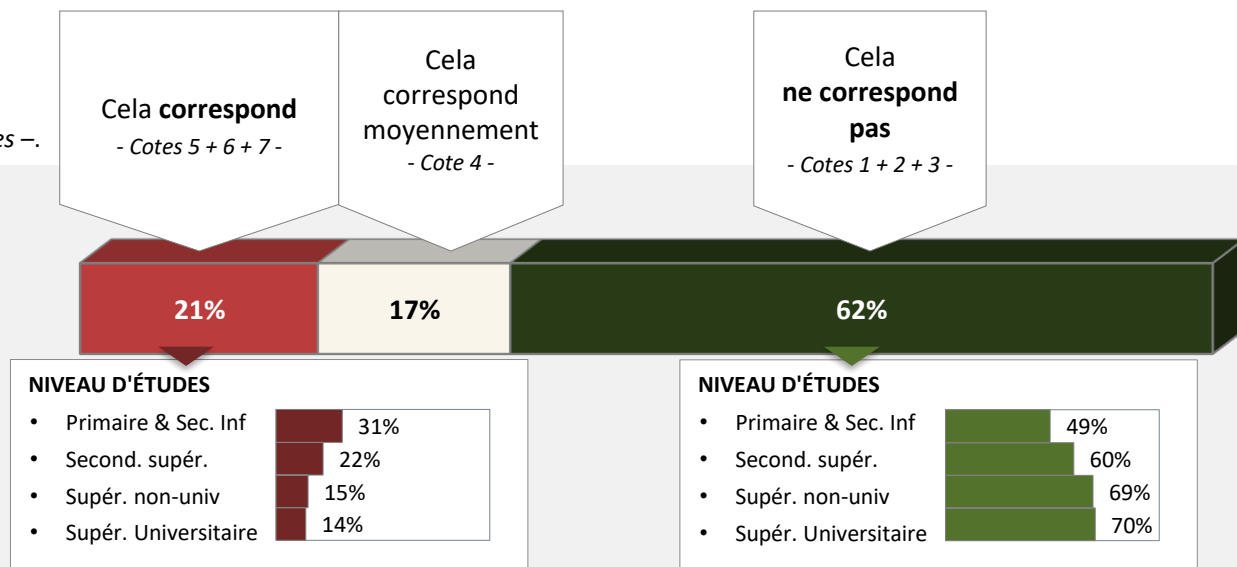
Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Si rien n'est fait en profondeur, d'ici 30-40 ans, l'état de la planète se sera très fortement dégradé et la vie sera devenue très difficile car le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité se seront accentués**
- **Si on redémarre l'économie mondiale comme avant la pandémie, sans rien y changer, je suis convaincu(e) que nos sociétés iront droit dans le mur**



Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Je crois que grâce aux progrès techniques et scientifiques, nous pourrons nous protéger des éventuelles futures pandémies et des autres risques sans devoir changer grand-chose à nos façons de produire, de nous déplacer et de consommer



## QUE FAIRE ? (1)

- Pour faire face au dérèglement climatique et aux risques de pandémie, de quelle opinion êtes-vous le plus proche:

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Nous sommes maintenant vraiment dans l'obligation de changer en profondeur nos façons de produire, de travailler, de circuler, de consommer et de modifier le rapport des humains avec la nature (arrêter de bousculer la biodiversité, etc.)**



- **Nous pouvons faire face à ces risques tout en gardant nos habitudes et nos façons de produire, de travailler, de circuler, de consommer comme avant la pandémie**



- **Je ne me prononce pas**



### NIVEAU D'ÉTUDES

- Primaire & Sec. Inf 76%
- Second. supér. 79%
- Supér. non-univ 83%
- Supér. Universitaire 90%



## 8. Très fortes attentes à l'égard de l'Etat et des pouvoirs publics

De multiples attentes fortes sont exprimées à l'égard de l'Etat et des pouvoirs publics tant à propos de l'adaptation à la survenance de pandémies et des chocs climatiques mais aussi d'actions à la racine, sur les causes.

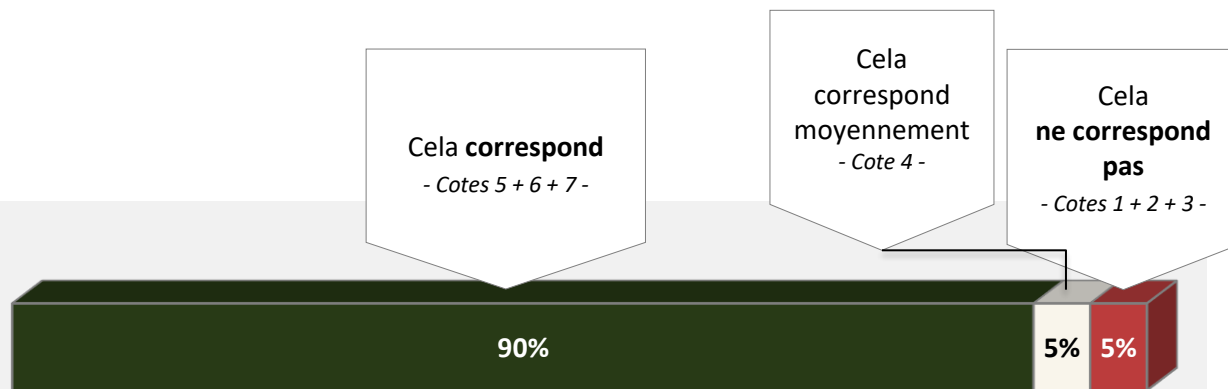
**A propos de l'adaptation** : cela va de l'indispensable adaptation du système de santé au maintien de stocks divers en passant par l'affectation de moyens financiers suffisants aux gens de terrain pour la pédagogie au lancement de travaux pour arrêter l'artificialisation des sols, etc

**A propos de l'action sur les racines** : réguler l'offre, donc imposer des modifications profondes dans les process de production c'est-à-dire ne pas se limiter à décarboner l'économie mais favoriser l'économie circulaire, modifier structurellement l'offre et la production. Egalement, encourager les initiatives citoyennes pour une agriculture plus saine et plus locale, pour des habitats moins gourmands en énergie, des modes de mobilité plus sobres en énergie, etc.

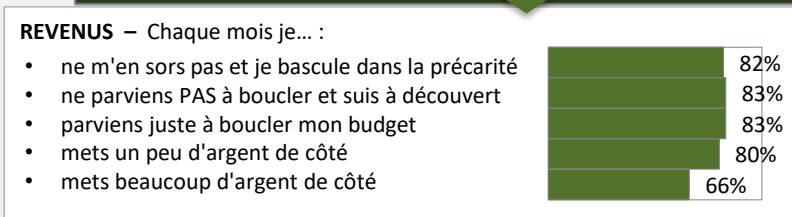
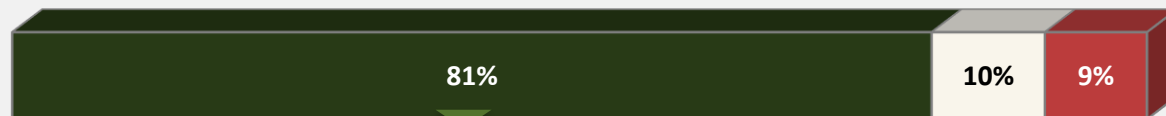
# ATTENTES A L'EGARD DE L'ETAT (1)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

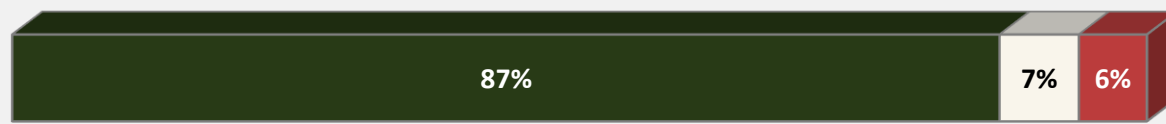
- **J'attends que les dirigeants politiques agissent vraiment sur les véritables causes des changements climatiques et sur les origines des pandémies**



- **Pour lutter contre le dérèglement climatique, c'est vraiment d'abord la production de biens que les Etats doivent réguler (c'est-à-dire ce que font les entreprises, surtout les plus grandes d'entre elles) et cela avant de mettre la pression sur les consommateurs**



- **Il ne faut pas simplement arrêter d'envoyer du carbone dans l'atmosphère mais arrêter de détruire le monde vivant**



## ATTENTES A L'EGARD DE L'ETAT (II)

► Voici 4 opinions, laquelle se rapproche le plus de ce que vous pensez :

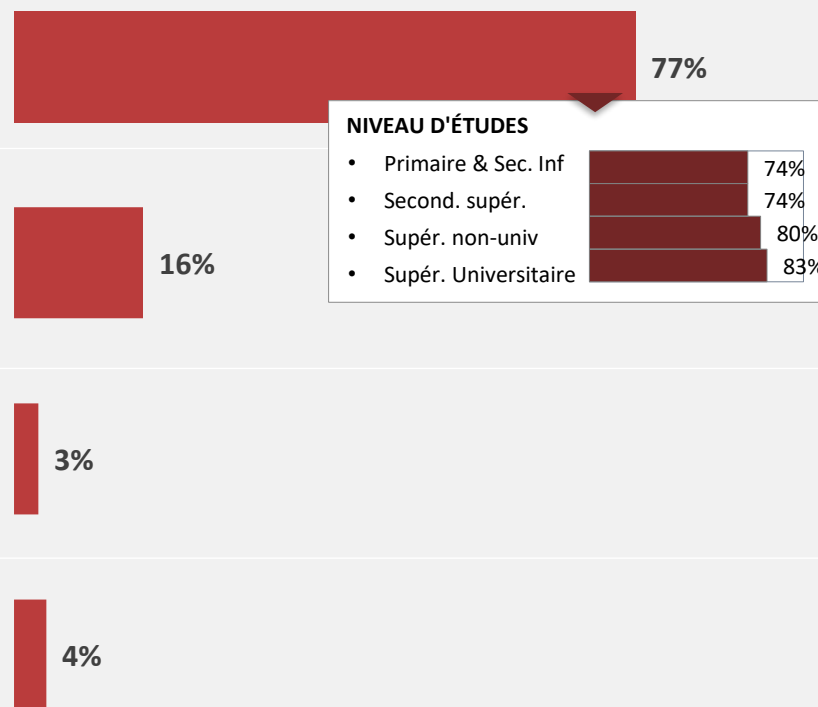
Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

**C'est surtout les Etats qui doivent imposer d'arrêter de détruire la planète car les causes profondes relèvent de l'organisation générale de la société et de l'économie**

**Pour ne plus épuiser les ressources de la planète, préserver la biodiversité et réduire les émissions de gaz à effet de serre qui produisent le dérèglement climatique et les pandémies, il faut surtout changer nos habitudes au niveau individuel car les causes profondes relèvent surtout de mauvais choix personnels**

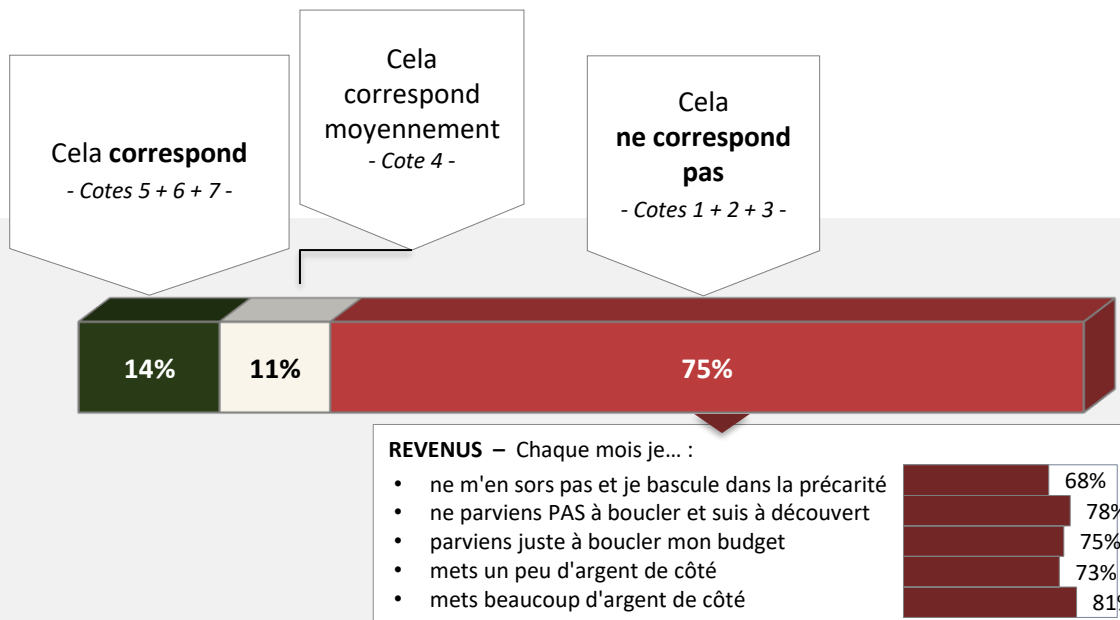
**Il n'y a plus rien à faire, le dérèglement climatique, les pandémies et les pollutions sont inévitables**

**Je ne me prononce pas**



Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Pour résoudre la crise climatique et écologique, il faut laisser faire le marché et l'Etat doit intervenir le moins possible



## 9. L'individu est déchiré par une injonction perverse : il est urgent d'agir mais il ressent qu'aucun acteur n'a de capacité d'agir. Trop de freins. Risques d'impasses, voire de violences nihilistes. L'individu est déchiré.

Au-delà du consensus très large pour considérer qu'il y a vraiment **urgence à agir** sur le système pour maintenir les conditions d'habitabilité de la planète, et de l'expression de ces attentes à l'égard de l'Etat, se pose la question de fond : **quel acteur a réellement la capacité d'agir sur le cœur du système et à l'échelle globale ?**

Et c'est là qu'**une injonction perverse commence à surgir**.

Une première réponse qui va informer d'un aspect de cette injonction perverse : même si certains citoyens ont commencé à changer leurs habitudes et lancé une multitude d'initiatives locales ( en fin 2021 ils étaient 22%, en légère augmentation car en 2019, ils étaient 18% ), ils sont largement conscients **qu'eux-mêmes ne suffisent pas pour changer le système**.

Conviction que ce ne sera pas la conjonction des actions de « petits citoyens » mis côte à côte qui suffira pour changer le système car ce ne sont pas eux qui ont la capacité de réguler l'offre et les process de production.

**« Par des gestes individuels, on n'y arrivera pas ».**

Conviction que ce ne sont pas de petits changements à la marge qui suffiront.

Ce que François Ruffin<sup>6</sup> nomme « la démocratie du caddy », c'est-à-dire agir chacun individuellement dans sa vie quotidienne, est perçu comme très insuffisant.

C'est le système économique / financier qui depuis +/- 40 ans a imposé le dogme du primat absolu du marché qui est censé s'autoréguler sans entraves qu'il est devenu urgent de changer et qui arrive probablement à la fin d'un cycle.

Dès avant la pandémie, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie, prévenait : *« les mauvaises idées, lorsqu'elles se sont répandues, mettent longtemps à mourir. »* Et il ajoute : *« Si la crise financière de 2008 n'a pas réussi à nous faire comprendre que des marchés laissés à eux-mêmes ne pouvaient fonctionner, la crise climatique devrait y parvenir sinon le néolibéralisme mettra littéralement fin à notre civilisation ».*<sup>7</sup>

**La pandémie agira-t-elle dans ce sens ?**

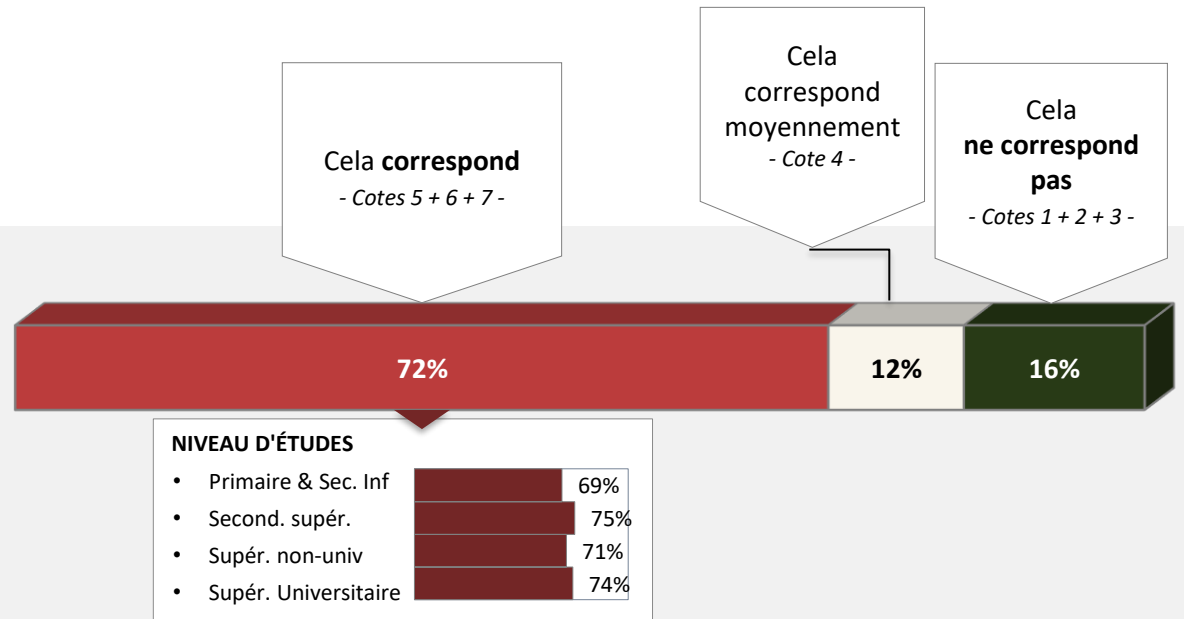
<sup>6</sup> François Ruffin, *Il est où le bonheur*, Editions Les liens qui libèrent, Paris 2019

<sup>7</sup> Joseph Stiglitz, *The end of neoliberalism and the rebirth of History*, in Project Syndicate, The world's opinion page, 4 november 2019

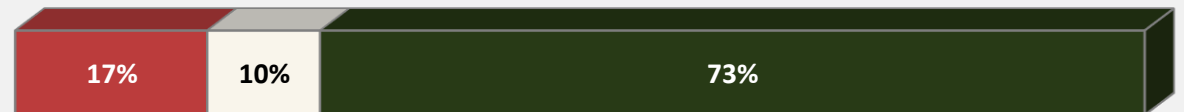
# IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (1)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Si le réchauffement climatique se poursuit, il sera vraiment trop tard pour faire quoi que ce soit lorsque la température deviendra trop élevée**



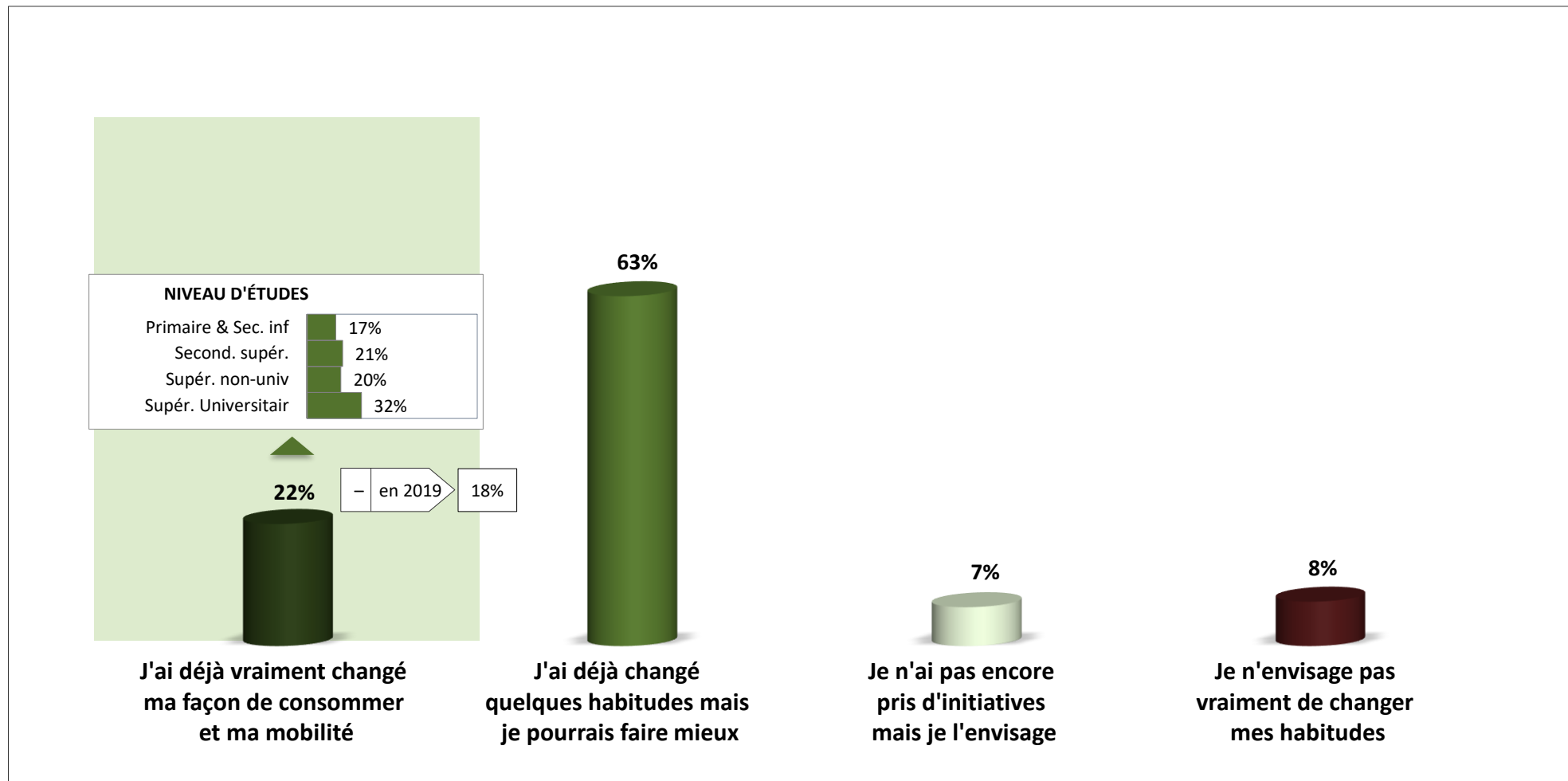
- **Même si le réchauffement climatique se poursuit, il sera encore temps de freiner ou de faire marche arrière lorsque la température deviendra trop élevée**



## IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (II)

- ▶ Face aux émissions de gaz à effet de serre, au dérèglement climatique et aux origines des pandémies, vous pouvez adopter **PERSONNELLEMENT** différents comportements. En voici quatre. Merci de me dire lequel se rapproche le plus du vôtre actuellement.

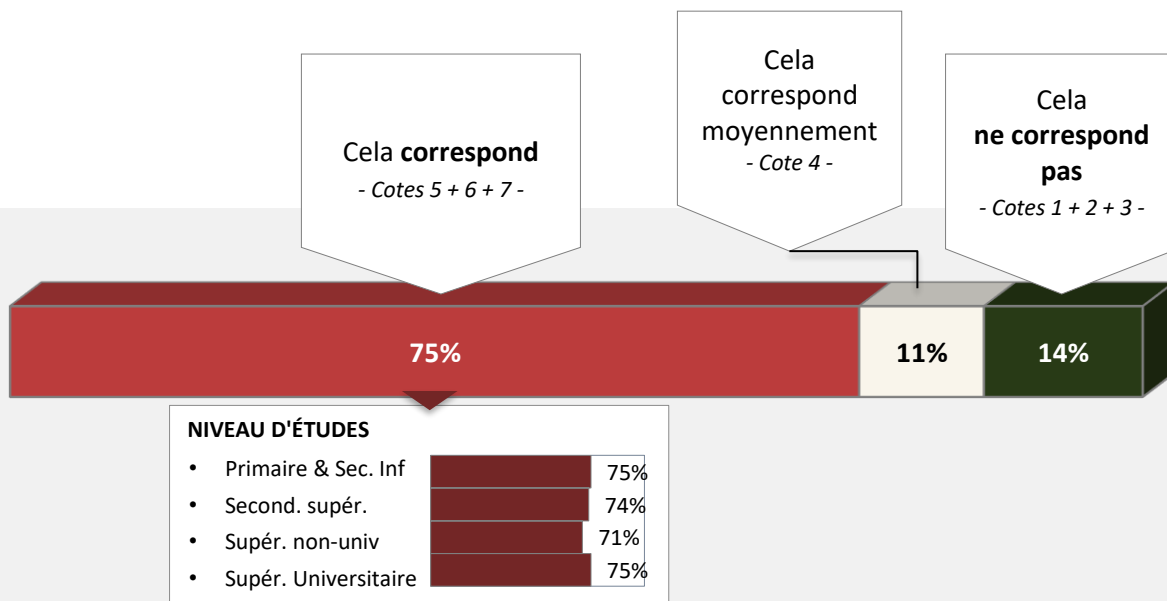
Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.



## IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Même si tous les individus agissent à leur niveau et changent leurs habitudes, cela sera largement insuffisant pour empêcher la destruction de notre environnement, tant que des mesures fortes ne sont pas prises à l'échelle globale (par exemple pour réguler/ limiter les transports de marchandises à travers le monde ou pour limiter la déforestation, l'agriculture intensive, les très grands élevages, les émissions de gaz à effet de serre, etc.)**

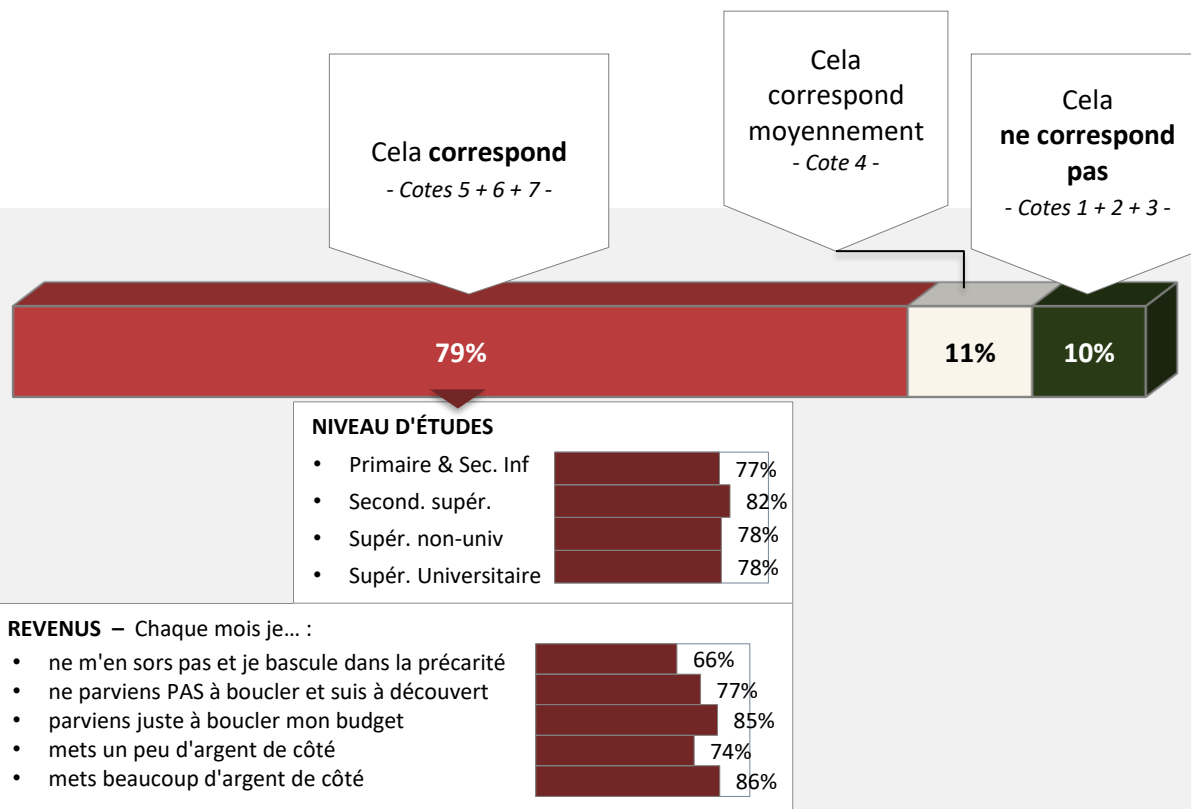




# IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **C'est l'organisation globale actuelle de l'économie et de la finance à l'échelle mondiale qui conduit à la destruction de notre environnement et donc de nos santés**



## 10. Trop de freins sont perçus.

Poursuivons la recherche des acteurs qui auraient la capacité d'agir aux yeux des citoyens.

Au-delà de leurs propres faibles capacités d'agir, les citoyens constatent que des freins puissants existent.

Il s'agit là du second terme de l'injonction perverse : d'une part domine le sentiment qu'il est urgent d'agir pour préserver l'habitabilité de la planète et d'autre part que trop de freins existent et qu'en définitive, aucun acteur n'a réellement une capacité d'agir sur les racines de la situation : le système.

Les freins perçus sont de deux natures :

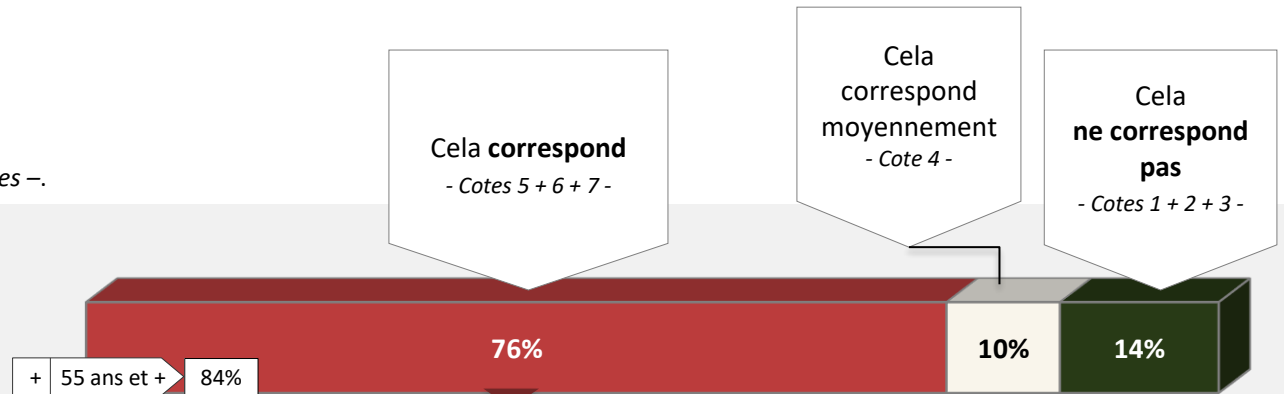
### A. Des acteurs qui sont au cœur du "système" :

- ↳ **Les industriels et les financiers** sont perçus comme les premiers responsables de ces activités humaines qui détruisent le vivant et augmentent les inégalités. Domine la perception qu'ils n'agiront que sous la contrainte notamment des systèmes politiques. Plus que jamais, le système économique et financier inquiète (nette croissance de la méfiance en 5 ans, ce niveau atteint des sommets alors que nous vivons tous dans ce système au quotidien !).

# IL EST URGENT D'AGIR. QUI A LA CAPACITE D'AGIR SUR LE SYSTÈME ? (V)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **J'ai le sentiment que trop de freins existent pour agir en profondeur sur les causes réelles qui engendrent les catastrophes climatiques, l'émergence des pandémies, les pollutions, etc.**



## NIVEAU D'ÉTUDES

- Primaire & Sec. Inf 80%
- Second. supér. 76%
- Supér. non-univ 76%
- Supér. Universitaire 70%

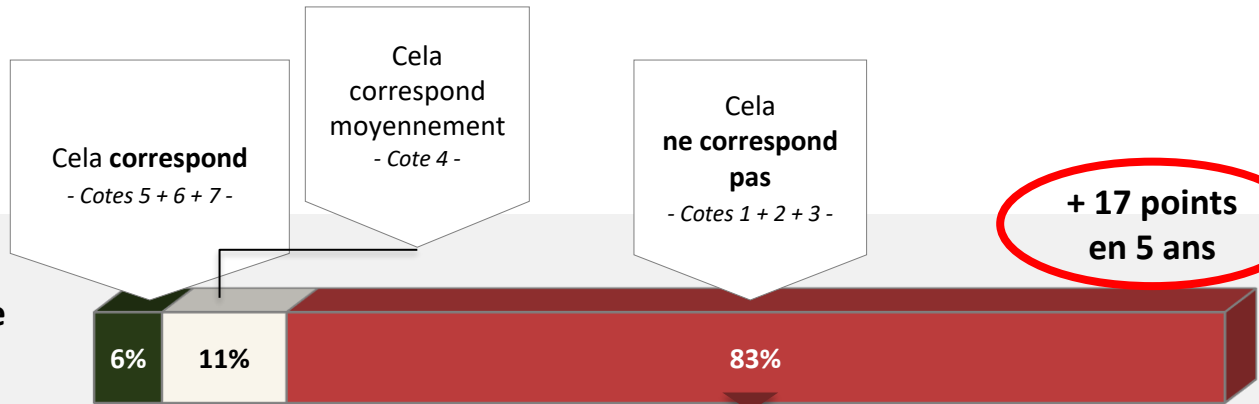
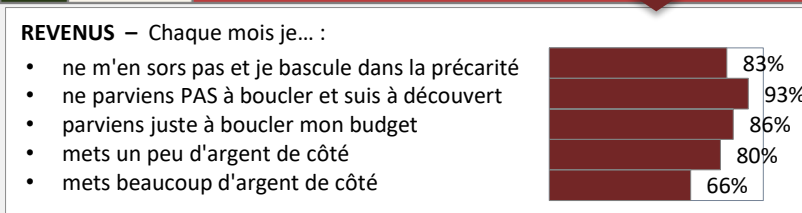
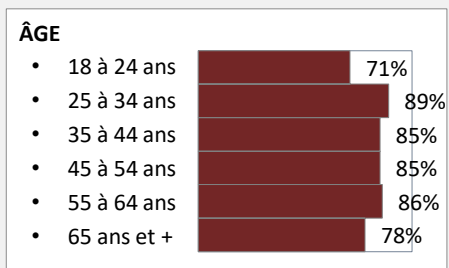
## REVENUS – Chaque mois je... :

- ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité 85%
- ne parviens PAS à boucler et suis à découvert 63%
- parviens juste à boucler mon budget 79%
- mets un peu d'argent de côté 76%
- mets beaucoup d'argent de côté 70%

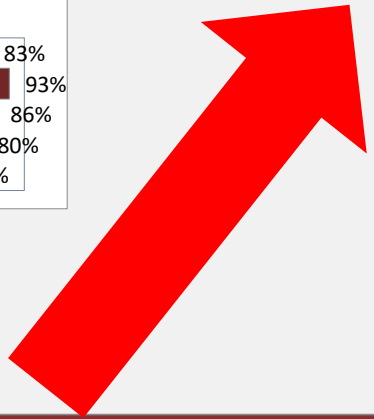
# DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (1)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

## Le système économique et financier me rassure



**+ 17 points en 5 ans**



**2016**  
– Etude « Noir, jaune, blues » –

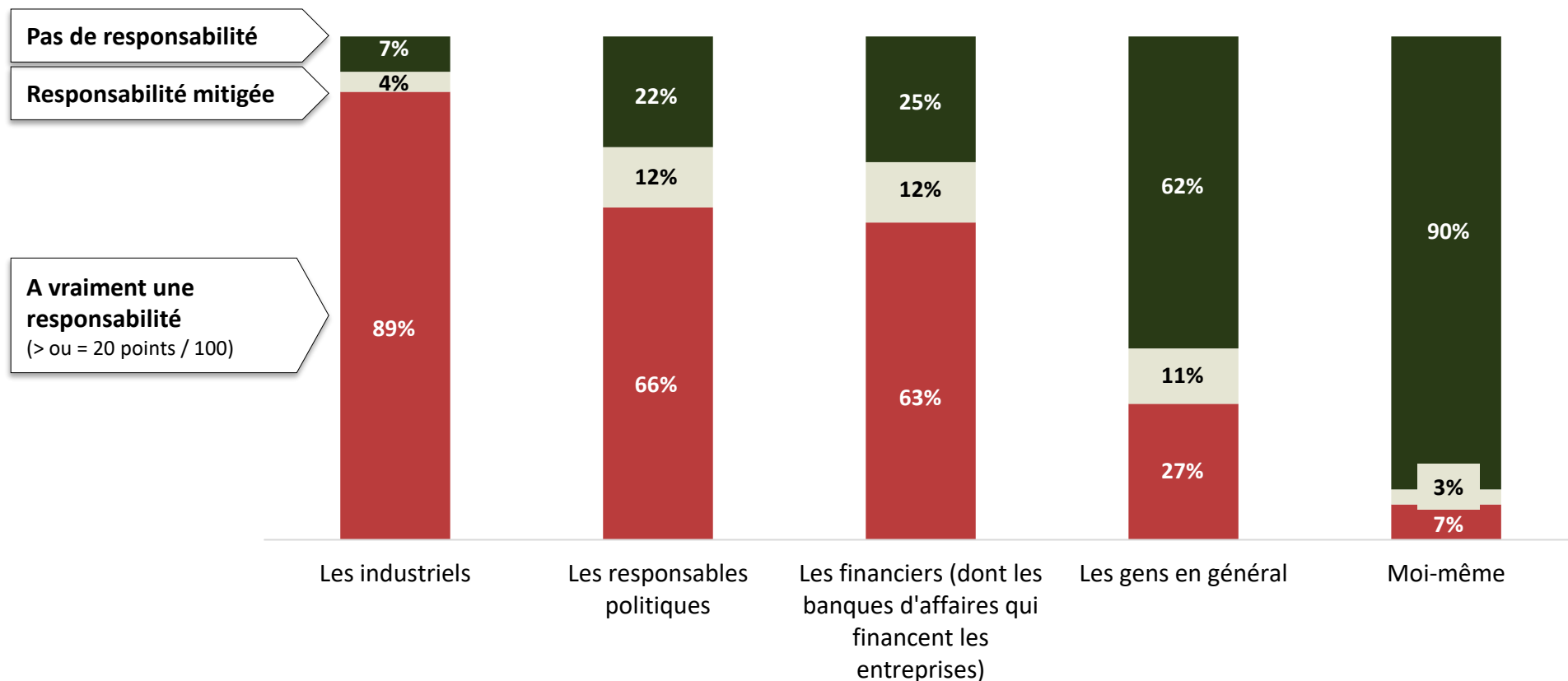


## DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (II)

- ▶ Tout le monde n'a pas la même responsabilité dans la destruction de l'environnement. Certains acteurs sont sans doute plus responsables que d'autres. Si 100 points représentent le total de la responsabilité dans la destruction de l'environnement qui peut conduire notamment aux pandémies, combien donnez-vous à chacun des 5 acteurs suivants ? Plus vous lui attribuez de points, plus cela signifie qu'à vos yeux il est responsable de la destruction de l'environnement. Le total des points que vous allez répartir entre ces 5 acteurs doit évidemment être égal à 100.

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

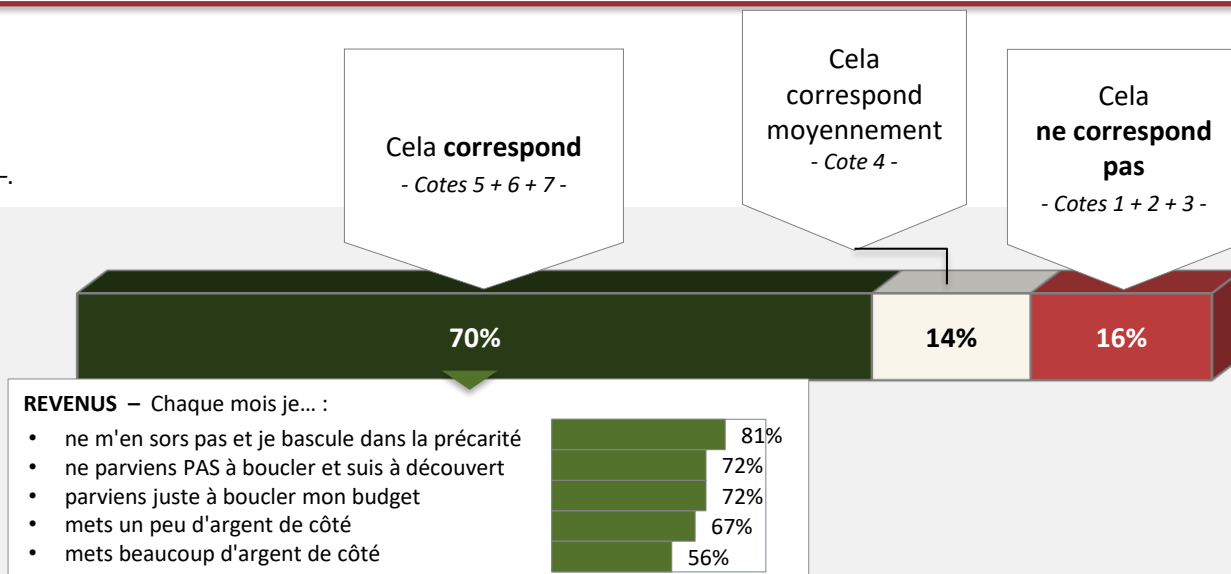
Les graphiques ci-dessous présentent pour chaque acteur d'abord le % de répondants ayant donné une cote > ou = 20 points/ 100, c'est-à-dire lui octroyant davantage de responsabilité par rapport à une distribution théorique égale pour chacun des acteurs qui serait de 20 points - 100 points / 5 acteurs - ensuite le % de répondants lui ayant donné une cote de 11 à 19 points et enfin le % ayant affecté une cote < 11 points, signifiant "aucune responsabilité".



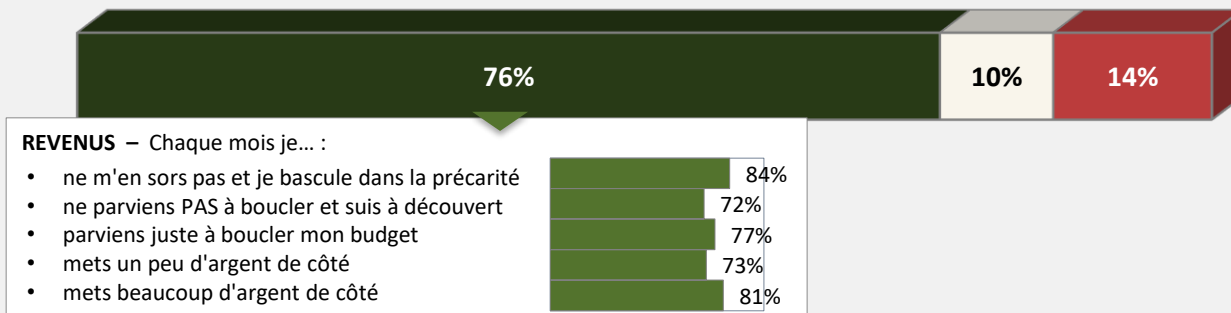
## DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

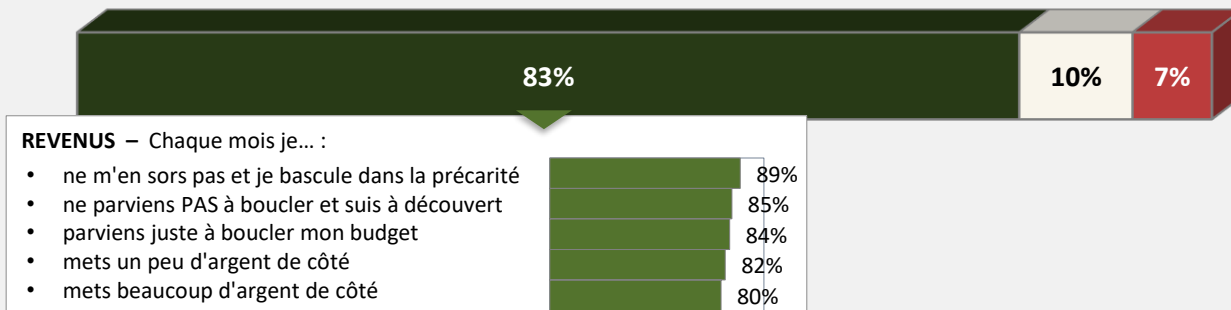
- Les plus riches polluent vraiment plus que les pauvres, notamment en termes d'émissions de gaz à effet de serre



- Les pauvres sont beaucoup plus victimes de diverses pollutions (sonore, qualité de l'air, etc.) que les plus riches



- Les pauvres bénéficient beaucoup moins des bienfaits d'un environnement sain, d'une alimentation de qualité, d'une proximité avec la nature



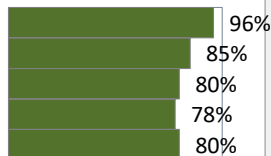
# DES RESPONSABILITES INEGALEMENT REPARTIES (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

## Le dérèglement climatique et les pandémies accélèrent fortement les inégalités

**REVENUS** – Chaque mois je... :

- ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité
- ne parviens PAS à boucler et suis à découvert
- parviens juste à boucler mon budget
- mets un peu d'argent de côté
- mets beaucoup d'argent de côté



**NIVEAU D'ÉTUDES**

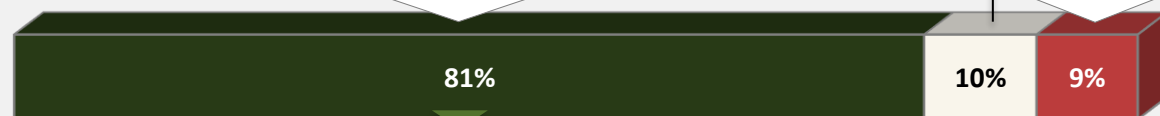
- Primaire & Sec. Inf
- Second. supér.
- Supér. non-univ
- Supér. Universitaire



Cela **correspond**  
- Cotes 5 + 6 + 7 -

Cela correspond moyennement  
- Cote 4 -

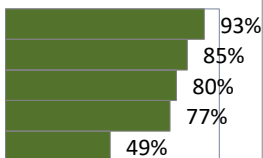
Cela **ne correspond pas**  
- Cotes 1 + 2 + 3 -



## Les inégalités sociales sont devenues insupportables dans notre société

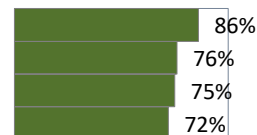
**REVENUS** – Chaque mois je... :

- ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité
- ne parviens PAS à boucler et suis à découvert
- parviens juste à boucler mon budget
- mets un peu d'argent de côté
- mets beaucoup d'argent de côté



**NIVEAU D'ÉTUDES**

- Primaire & Sec. Inf
- Second. supér.
- Supér. non-univ
- Supér. Universitaire



- **Les dirigeants politiques ont aussi, aux yeux des individus, une vraie responsabilité dans ces pratiques extractivistes.** Selon l'opinion publique, la nécessaire régulation se limite trop à des mots non suivis d'actes. Donc un frein puissant aux yeux de majorités – de 6 à 9 sur 10 -.

Mais la défiance à l'égard des systèmes politiques était déjà forte avant la pandémie.

En effet, le contexte sociétal que le covid a percuté était en mutation profonde <sup>8</sup>, caractérisé par :

- *une désinstitutionnalisation* c'est-à-dire une défiance forte à l'égard de toutes les institutions qui incarnaient la verticalité/ l'autorité. Elles étaient perçues comme n'étant plus en capacité d'améliorer en profondeur la vie quotidienne ou étant concurrencées par de multiples récits, notamment par les réseaux sociaux. Effet domino : toutes les institutions s'étaient fortement affaiblies (le système politique, la presse professionnelle, les religions, l'école, le mouvement ouvrier organisé, etc.). Or les institutions sont les armatures d'une société, elles prescrivent des visions du monde, des appartenances, des rôles sociaux, des projets, des imaginaires, etc.
- *une désocialisation*, dès le moment où les institutions sont très affaiblies, on « ne fait plus société ». Et on assiste alors à une « désocialisation » c'est-à-dire une hyper fragmentation/ atomisation de la société au point de n'être plus qu'un archipel composé de "bulles" de plus en plus éloignées les unes des autres.

La gestion de la pandémie a renforcé cette défiance notamment à l'égard du système politique. Même si une minorité ne met pas en cause la façon dont le gouvernement a agi, dominant néanmoins les perceptions suivantes concernant la gestion de la pandémie :

- le déni initial,
- une impréparation totale,
- une gouvernance perçue comme non légitime car ne prenant pas en compte les réalités de terrain,
- une gestion très verticale pratiquant la coercition infantilisante (le système politique perçu comme bafouant l'élémentaire reconnaissance de la responsabilisation et de la dignité des individus ramenés au rang d'enfants obligés d'obéir sans discuter, sans la moindre place pour s'exprimer, pour débattre)
- une pédagogie perçue comme insuffisante et peu adaptée à certains publics et enfin, une gestion de la pandémie considérée comme inéquitable.
- un soutien économique aux individus et aux entreprises perçu comme une compensation minimale à l'ordre de « fermer l'économie ». Pas le retour de l'Etat Providence ( celui-ci signifie notamment une redistribution pour réduire les inégalités, ce qui n'a pas été le cas ) mais de l'Etat hygiéniste.

Tendanciellement, plus on est jeune et/ou on a un capital culturel / économique faible, plus on ressent ces aspects.

Cette défiance s'est aussi manifestée à propos de la façon dont les inondations de l'été 2021 ont été gérées.

**La défiance est alors devenue circulaire : les gouvernants vis-à-vis des gouvernés et réciproquement.**

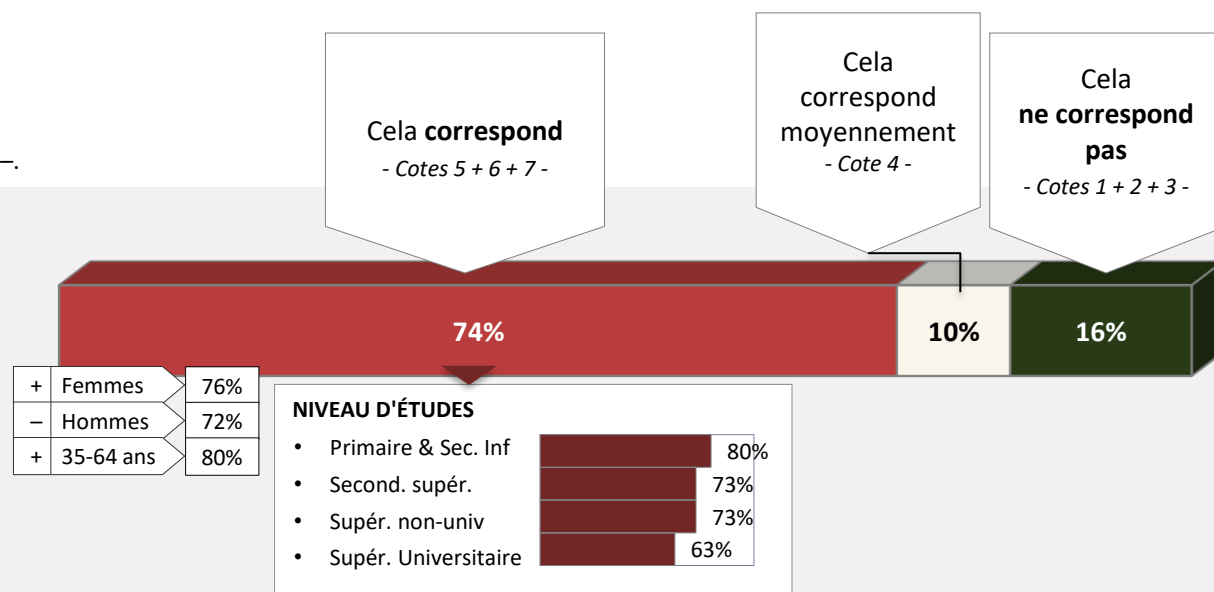
<sup>8</sup> Alain Touraine, La fin des sociétés, Seuil 2013, et Alain Touraine Pourrons-nous vivre ensemble ?, Fayard, 1997



## QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (1)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Je suis vraiment scandalisé(e) qu'au début de la pandémie quand elle se développait dans le Nord de l'Italie, nos dirigeants politiques aient mis beaucoup trop de temps à comprendre ce qui se passait en minimisant le risque et en parlant de "petite grippe"**

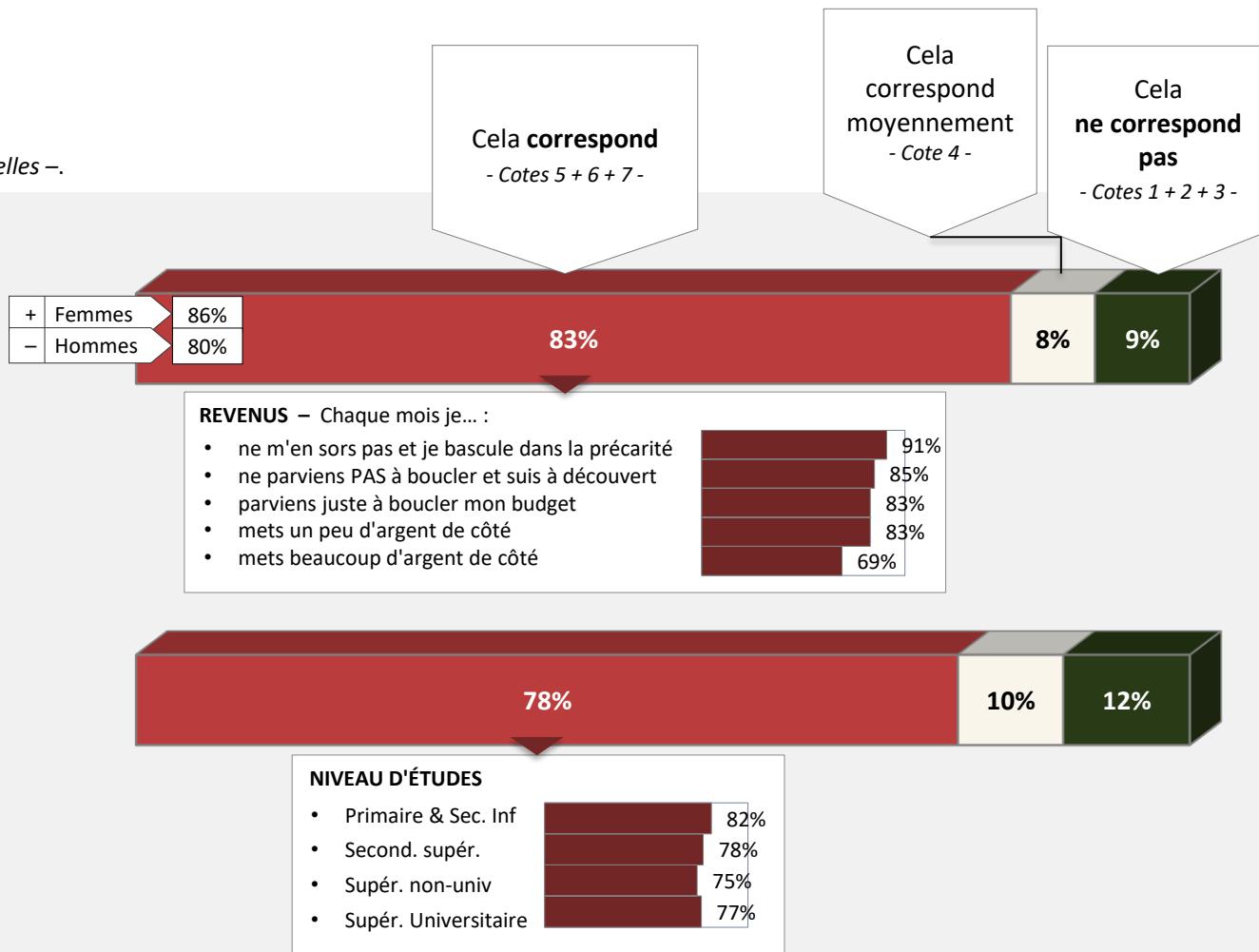


# QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- On avait tellement réduit les dépenses de santé que lorsque cette pandémie est arrivée, nos soignants manquaient de tout

- Le manque de préparation de l'Etat en Belgique face à cette pandémie était vraiment total (pas de système de détection, manque de masques, de tests, de médicaments, de respirateurs, de lits en réanimation, de personnel soignant, etc.)



# QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –

- Durant cette pandémie j'ai vraiment eu le sentiment que le gouvernement était proche des préoccupations et des difficultés concrètes de gens comme moi**

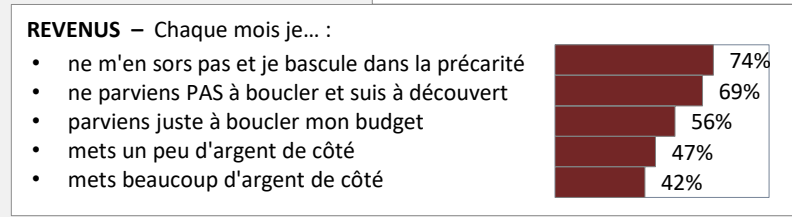
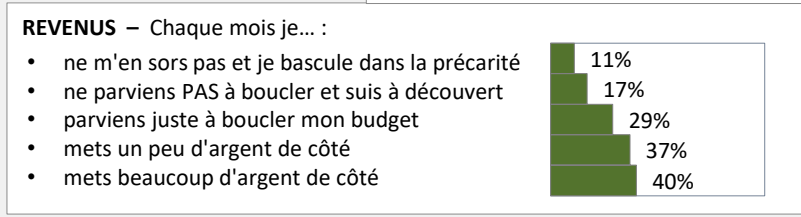
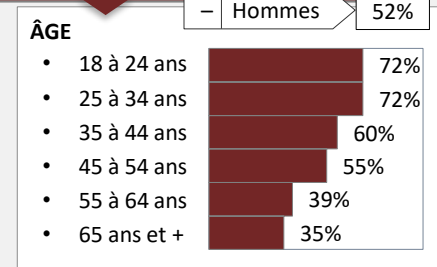
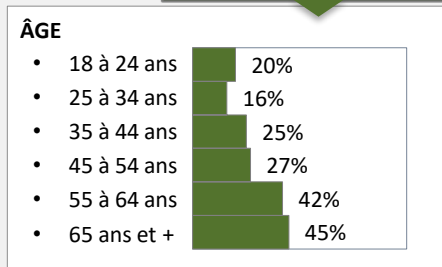
Cela **correspond**  
- Cotes 5 + 6 + 7 -

Cela correspond **moyennement**  
- Cote 4 -

Cela **ne correspond pas**  
- Cotes 1 + 2 + 3 -



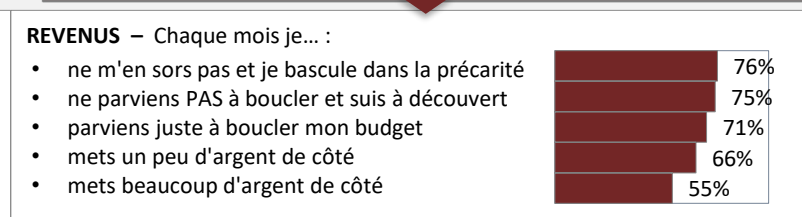
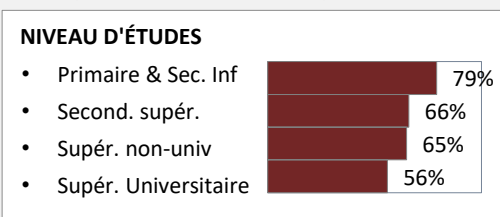
+ Femmes 59%  
- Hommes 52%



- Tout compte fait, nous, les citoyens nous avons vraiment subi cette façon de gérer la pandémie sans pouvoir nous exprimer**



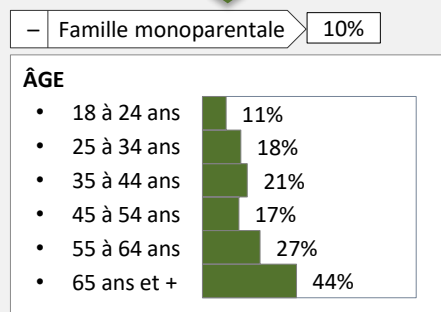
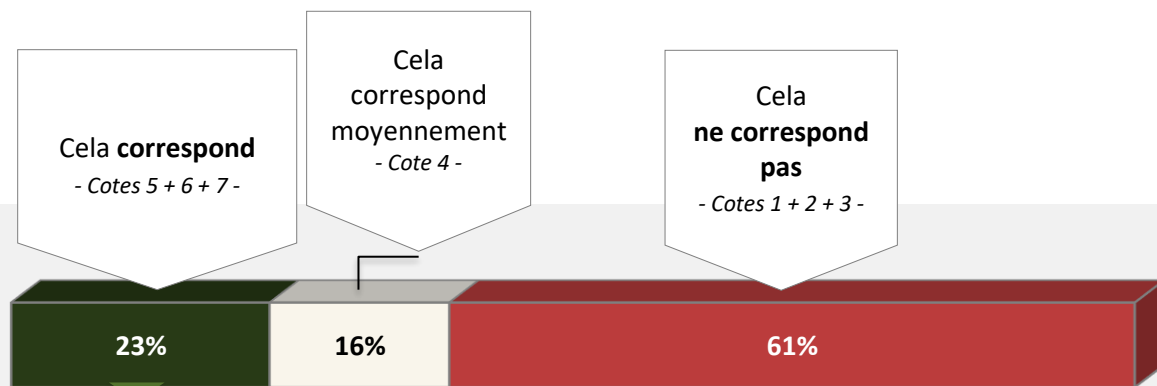
+ 25-34 ans 84%



## QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (IV)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Pour gérer cette pandémie, j'ai le sentiment que le gouvernement a vraiment écouté et a dialogué avec les gens de terrains (directeurs d'écoles, de maisons de repos, associations, élus locaux, animateurs de quartiers, personnel soignant, etc.)



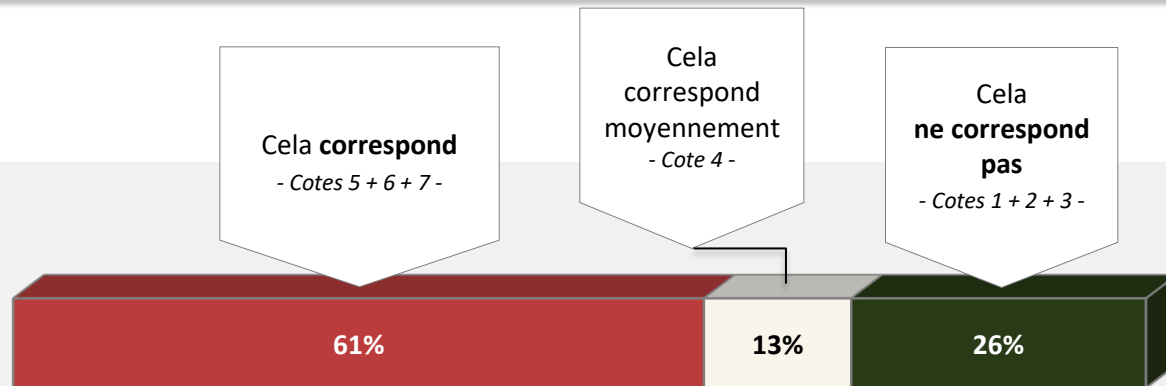
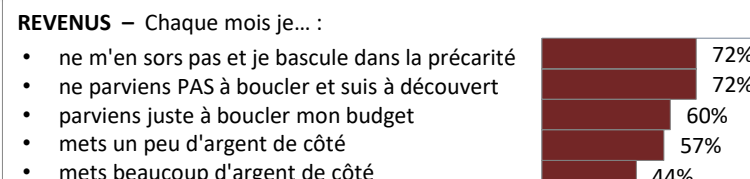
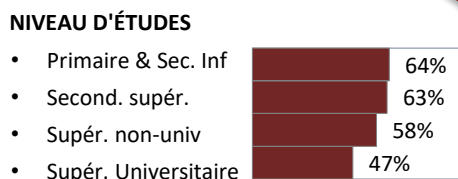
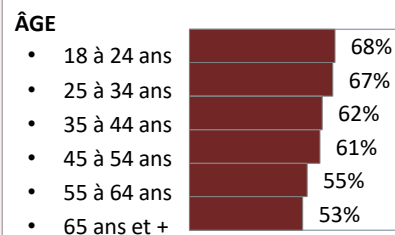
- Je suis vraiment convaincu(e) que sans l'inventivité et l'adaptation des gens de terrains durant cette pandémie, il y aurait eu encore davantage de victimes, de détresses et de drames



# QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (v)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

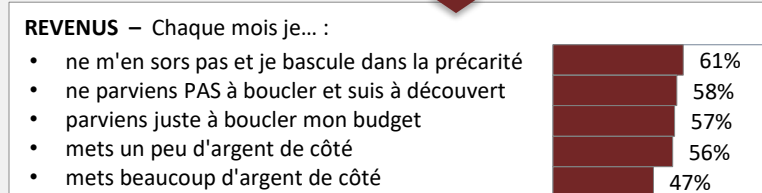
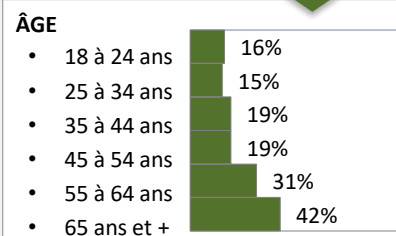
- **J'ai vraiment eu le sentiment que durant toute cette pandémie, les dirigeants politiques ne nous faisaient vraiment pas confiance, nous les citoyens, ils nous prenaient pour des enfants auxquels on donnait des instructions et nous devons obéir sans discuter**



- **Quand l'épidémie redémarrait ou ne freinait pas assez, on nous faisait comprendre que c'était de la faute des gens qui n'étaient pas assez disciplinés**



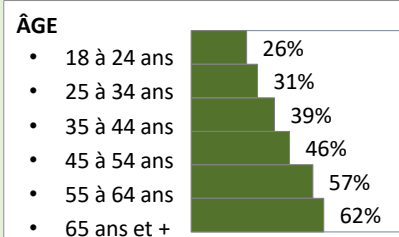
- **Tout compte fait, je pense que dans la gestion de la pandémie en Belgique les diverses opinions ont vraiment pu s'exprimer et le gouvernement en a tenu compte**



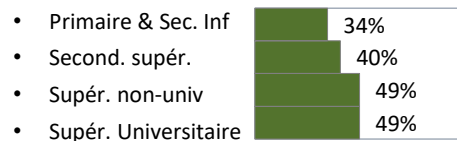
## QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (VI)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

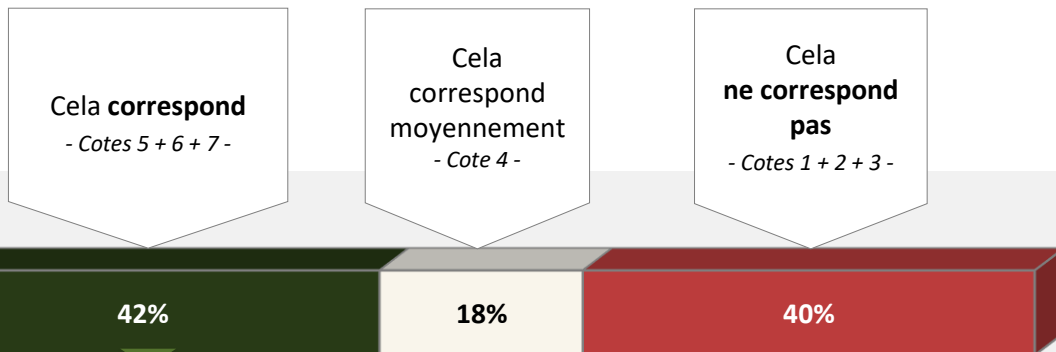
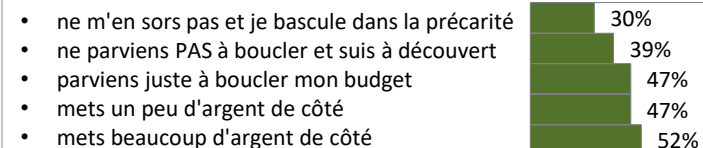
- Au cours de la pandémie, le gouvernement a vraiment tout fait pour aider des gens comme moi à comprendre la situation sanitaire : on nous a expliqué clairement ce virus - comment il se transmet, pourquoi tel ou tel geste barrière - et on nous a expliqué clairement les avantages et les risques des vaccins**



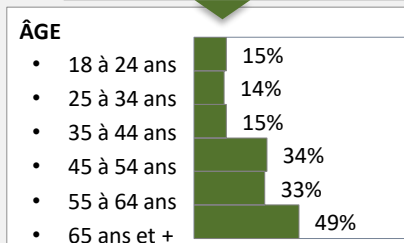
**NIVEAU D'ÉTUDES**



**REVENUS – Chaque mois je... :**



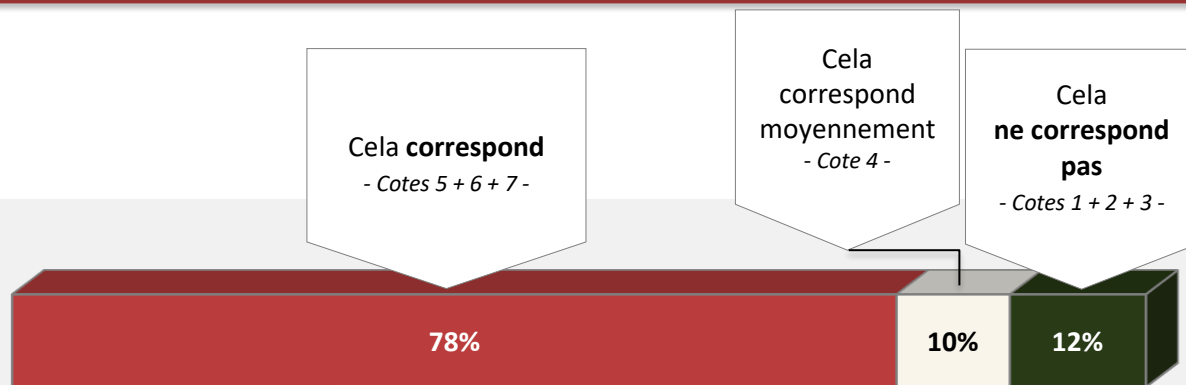
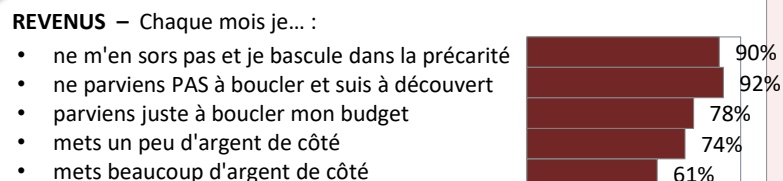
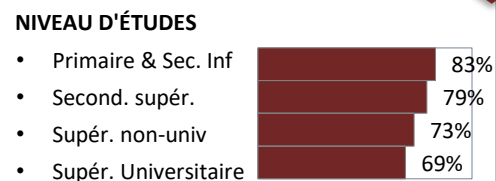
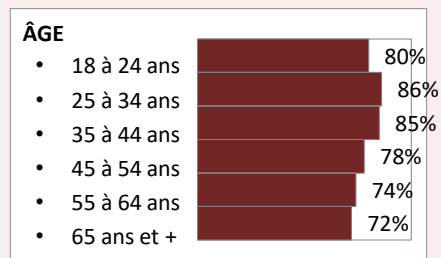
- Pour gérer cette pandémie, j'ai le sentiment que le gouvernement a vraiment donné aux gens de terrains (médecins généralistes, directeurs d'écoles, élus locaux, animateurs de quartiers, etc.) les moyens de faire un vrai travail d'information à l'égard de la population pour faire adhérer aux mesures sanitaires**



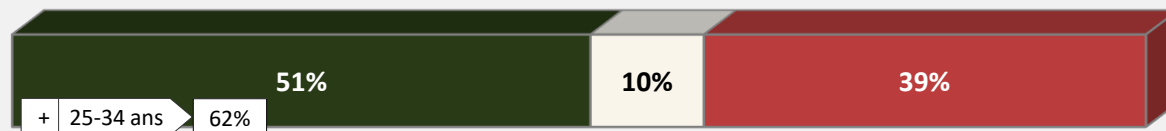
## QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (VII)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Il y a eu beaucoup d'incohérences dans les mesures que le gouvernement nous a imposées au cours de cette pandémie



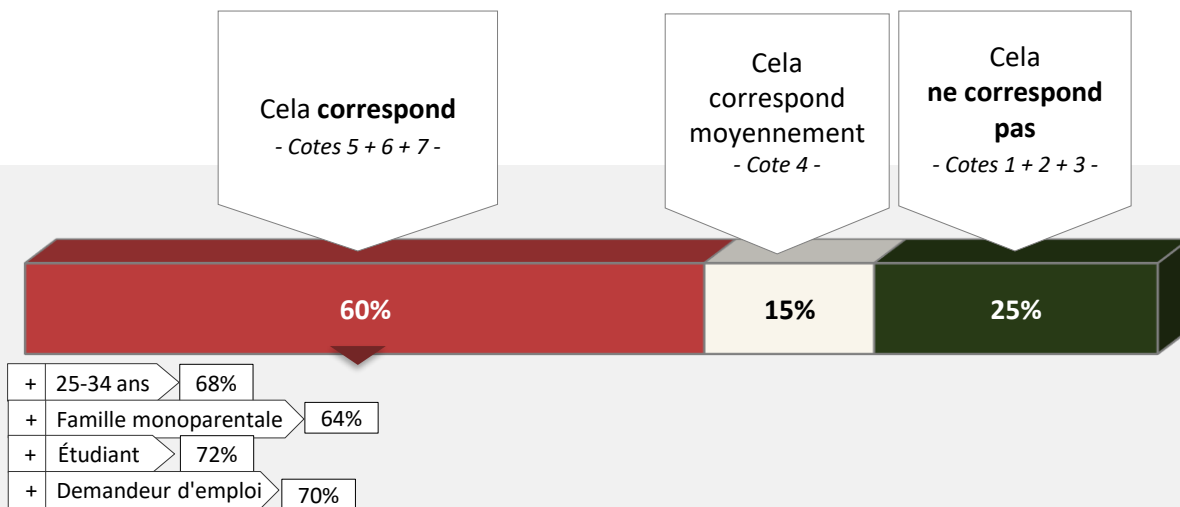
- J'ai vraiment eu le sentiment que certaines restrictions de nos libertés n'étaient pas du tout justifiées, on a été trop loin. Par exemple l'interdiction de visite dans les maisons de repos ou les hôpitaux, les fermetures des lieux dits "non essentiels", l'obligation du télétravail, le couvre-feu, etc



## QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (VIII)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Je pense que dans la gestion de la pandémie le gouvernement a vraiment négligé des catégories de la population : les jeunes, les plus précaires, les très âgés, diverses communautés issues de l'immigration, etc.



### REVENUS – Chaque mois je... :

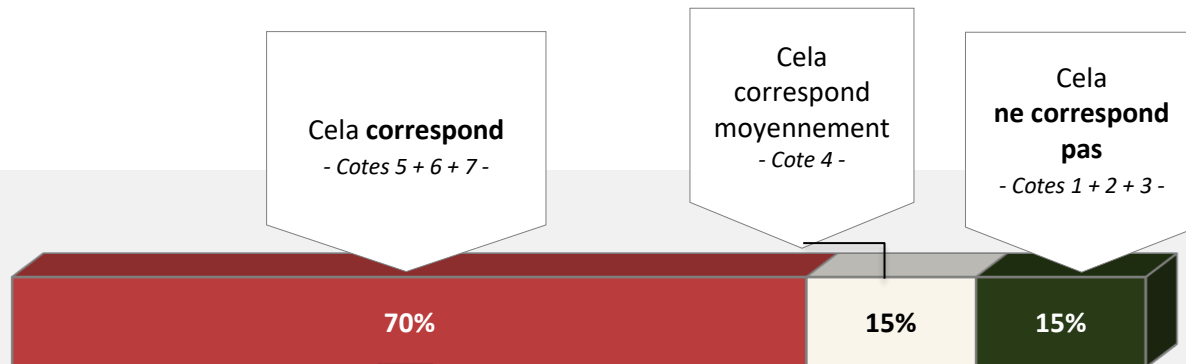
- ne m'en sors pas et je bascule dans la précarité 78%
- ne parviens PAS à boucler et suis à découvert 70%
- parviens juste à boucler mon budget 61%
- mets un peu d'argent de côté 55%
- mets beaucoup d'argent de côté 45%



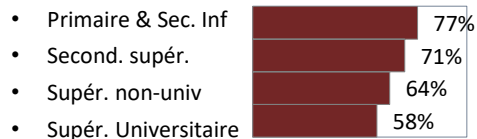
# QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DES INONDATIONS (1)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- La gestion des secours lors de ces inondations par les pouvoirs publics a été catastrophique, les gens se sont sentis abandonnés



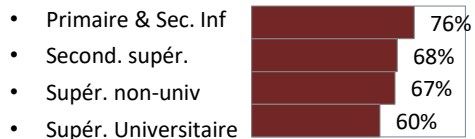
## NIVEAU D'ÉTUDES



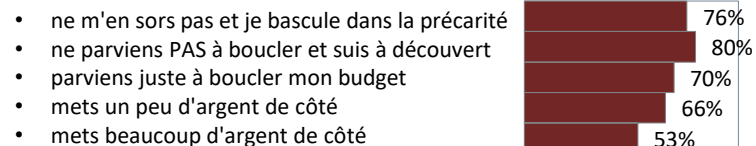
- Je suis vraiment scandalisé que nos dirigeants politiques n'ont vraiment pas anticipé de telles inondations



## NIVEAU D'ÉTUDES



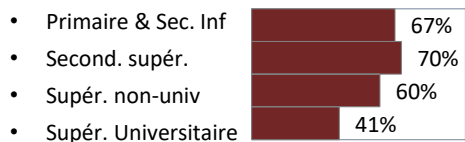
## REVENUS – Chaque mois je... :



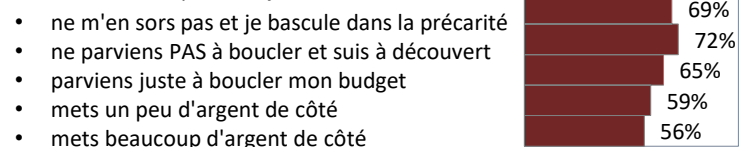
- J'estime vraiment qu'après ces inondations, on a abandonné les victimes de ces inondations



## NIVEAU D'ÉTUDES



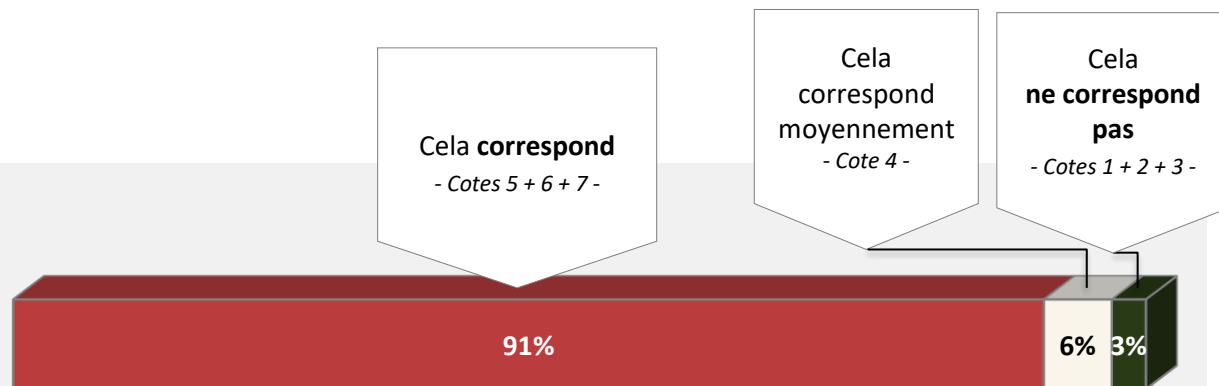
## REVENUS – Chaque mois je... :



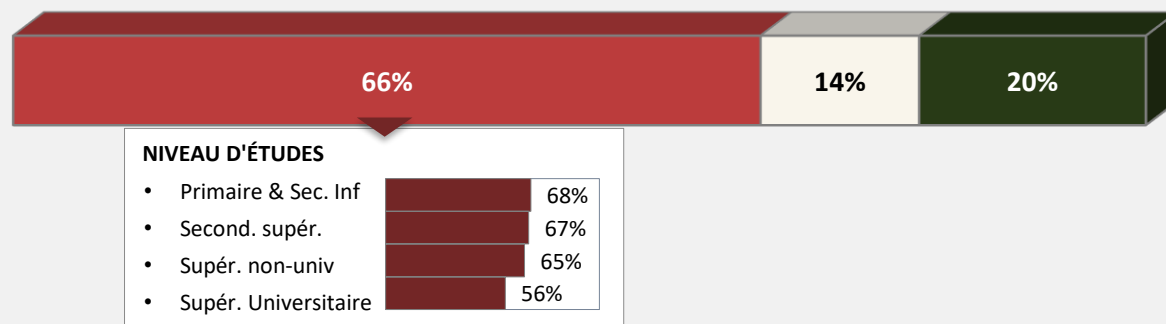
# DES FREINS ALORS QU'IL EST URGENT D'AGIR <sup>(1)</sup>

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

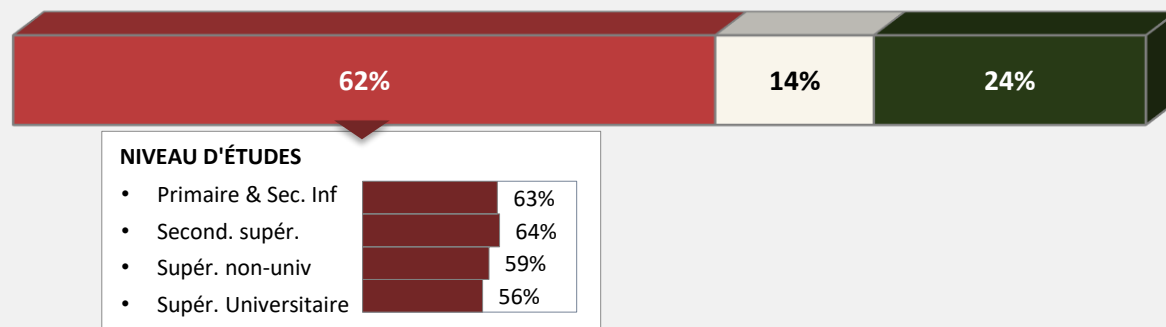
- Les gouvernements parlent beaucoup du climat (les COP, le Green deal, etc.) mais tant qu'il n'y aura pas des sanctions fortes à l'égard de certains grands secteurs industriels qui polluent beaucoup, tout continuera à s'aggraver



- Les Etats sont vraiment impuissants face aux grands groupes pharmaceutiques



- Globalement les dirigeants politiques sont impuissants face aux grands groupes industriels et financiers



- ↳ D'autres institutions ont aussi été affaiblies durant cette pandémie dont **la presse professionnelle** (radio, télévision, presse écrite). Même s'il n'existe pas de consensus dans l'opinion pour évaluer si oui ou non les médias ont vraiment contribué à accroître leur niveau de compréhension de ce qui se passait, 4 sur 10 estiment que ce n'était pas le cas, plus le capital culturel est faible, plus on le ressent. Les médias professionnels sont perçus par une majorité - 7 sur 10 - comme ayant créé un récit qui entretenait un climat anxiogène. Et 5 sur 10 pensent qu'ils visaient à faire de l'audience notamment en mettant en scène des scientifiques qui n'étaient pas d'accord entre eux, ici aussi plus le capital culturel est faible, plus on le pense.
- ↳ **L'institution scientifique** ne sort pas non plus totalement indemne de la pandémie : une majorité d'individus pense que les scientifiques ne sont pas vraiment indépendants et se laissent influencer par les pressions de l'industrie pharmaceutique. Néanmoins malgré cette opinion, les scientifiques et les chercheurs bénéficient encore d'un niveau de confiance en regard des autres institutions. Ils sont perçus comme ne représentant pas la verticalité, l'autorité.

Cette défiance accrue à l'égard des institutions est multidimensionnelle : elle concerne la compétence, l'éthique, la capacité à protéger.

Constater que la défiance s'est encore accrue à l'égard de certaines institutions signifie que la confiance atteint à présent des niveaux très faibles (moins d'1 individu sur 10 a encore confiance en plusieurs institutions, notamment le système politique). Celles dont la confiance ne s'est pas dégradée durant la pandémie relèvent davantage de l'horizontalité comme les organisations de la société civile, les chercheurs, les scientifiques. Néanmoins, cela ne signifie pas que la confiance soit très élevée à leur égard (moins d'1 individu sur 2).

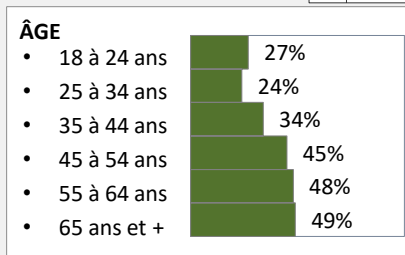
**Globalement, c'est une confiance très dégradée et généralisée que nous avons sous les yeux. Et donc un contexte « archipelisé » et atomisé qui rend compliqué toute mobilisation pour agir.**

**Or sans la confiance, rien n'est possible. Il s'agit donc d'un frein très puissant.**

# QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (IX)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

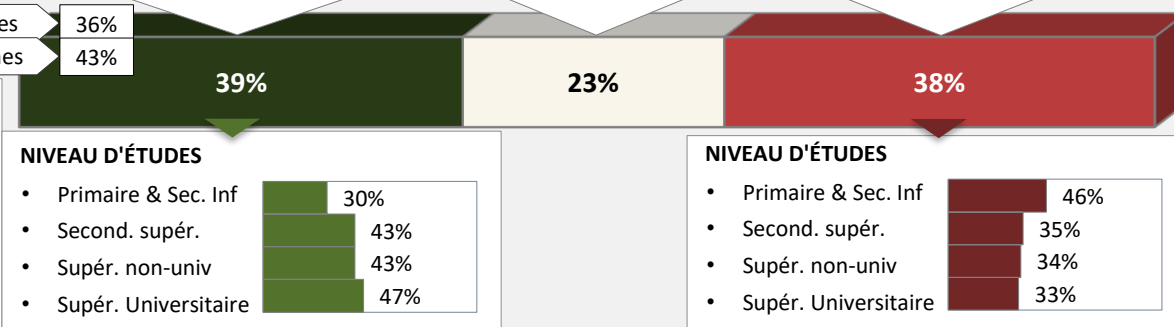
- Durant la pandémie, les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) m'ont permis de vraiment bien comprendre ce qu'il se passait, leurs explications étaient claires**



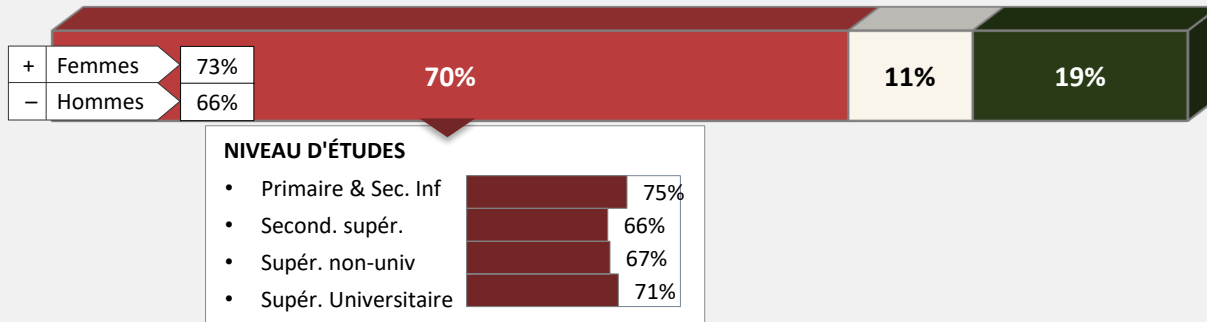
Cela correspond  
- Cotes 5 + 6 + 7 -

Cela correspond moyennement  
- Cote 4 -

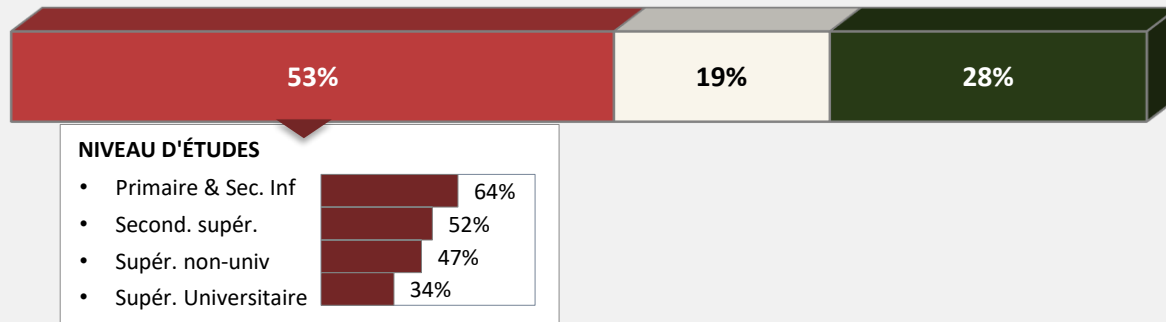
Cela ne correspond pas  
- Cotes 1 + 2 + 3 -



- Durant la pandémie, les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) ont entretenu un climat de peur, à la fin je n'en pouvais plus de regarder sans cesse les mêmes images effrayantes, les reportages dramatiques (les transferts en hélicoptères, les morgues, des camions frigorifiques, etc.)**



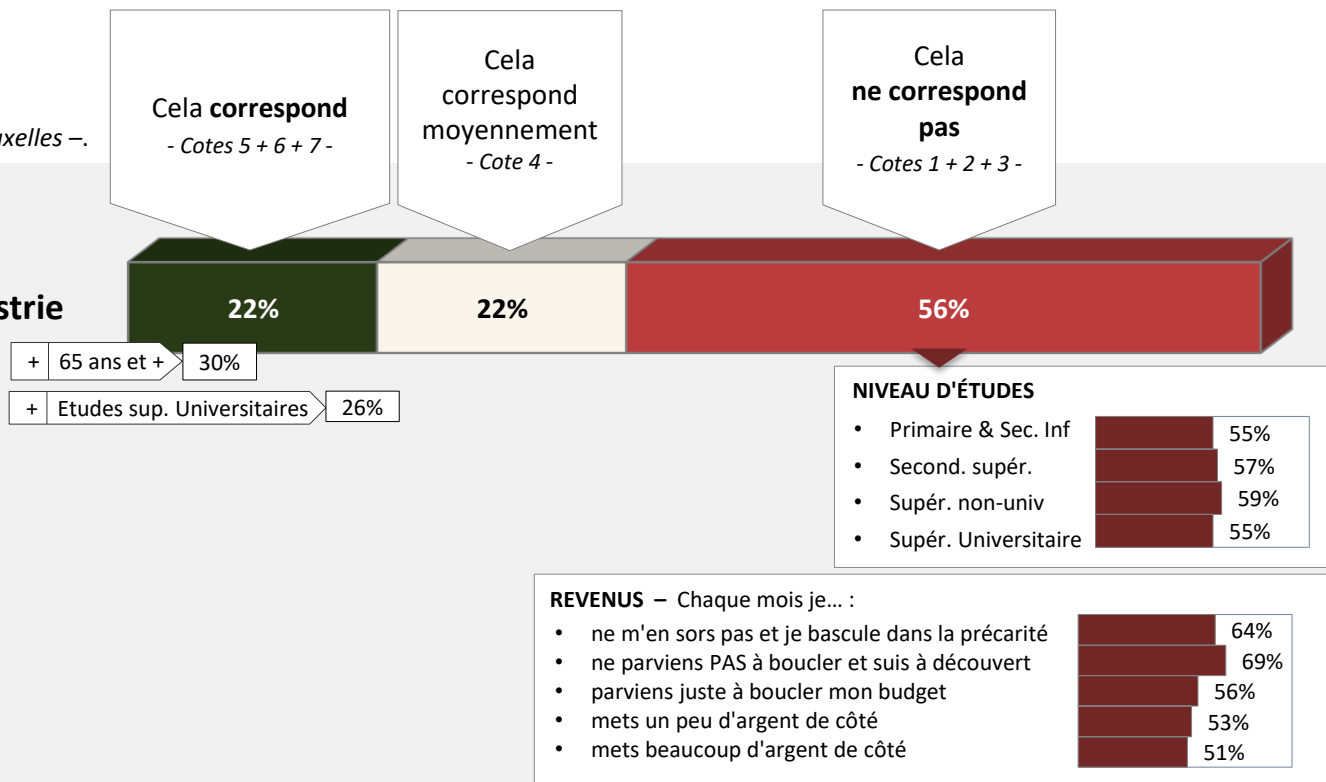
- Les médias professionnels (radio, télévision, presse écrite) ont mis en scène des scientifiques qui n'étaient pas d'accord entre eux uniquement pour faire de l'audience**



# QUELQUES LEÇONS DE LA GESTION DE LA PANDÉMIE (x)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Les scientifiques sont vraiment indépendants et ne se laissent pas influencer par les pressions de l'industrie pharmaceutique



## ► Depuis le début de la pandémie, ma confiance ...

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –

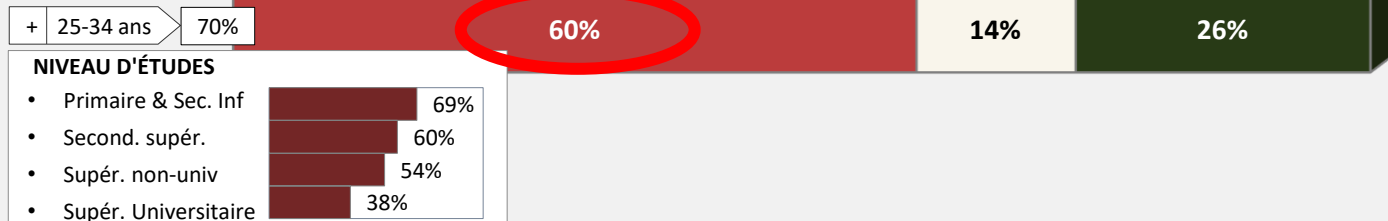
### A l'égard ...

S'est détériorée

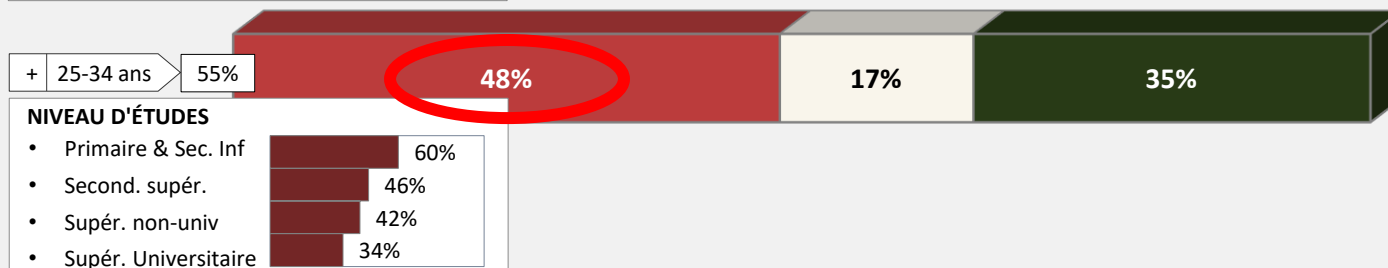
Je n'ai pas  
d'opinion

Ne s'est pas  
détériorée

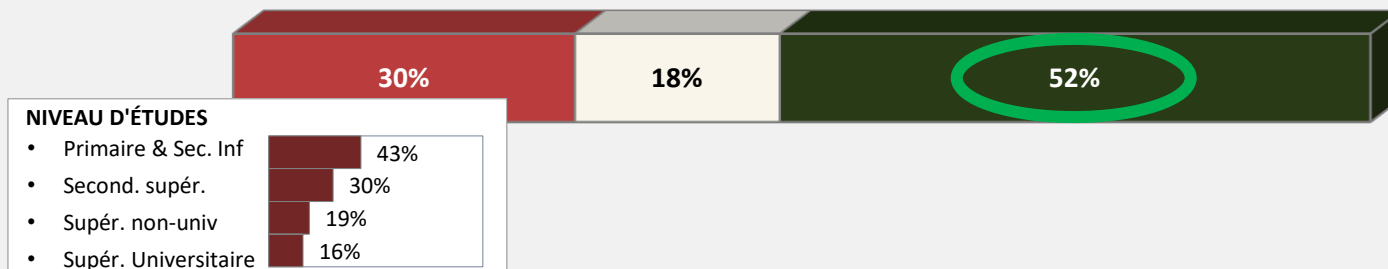
#### ■ Des dirigeants politiques



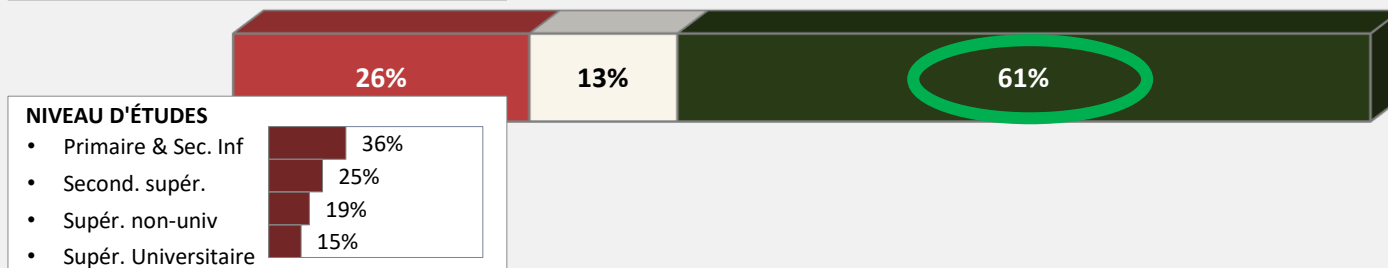
#### ■ De la presse professionnelle classique (radio, télévision, presse écrite)



#### ■ Du monde scientifique / les chercheurs



#### ■ Du système de santé en Belgique (les médecins en général, les hôpitaux)



## UNE DEFIANCE GENERALISEE (1)

- On peut avoir le sentiment que trop peu d'actions sont initiées pour vraiment réduire les futurs grands risques majeurs sur nos santé. A vos yeux, certains acteurs tentent d'agir sans doute plus que d'autres.

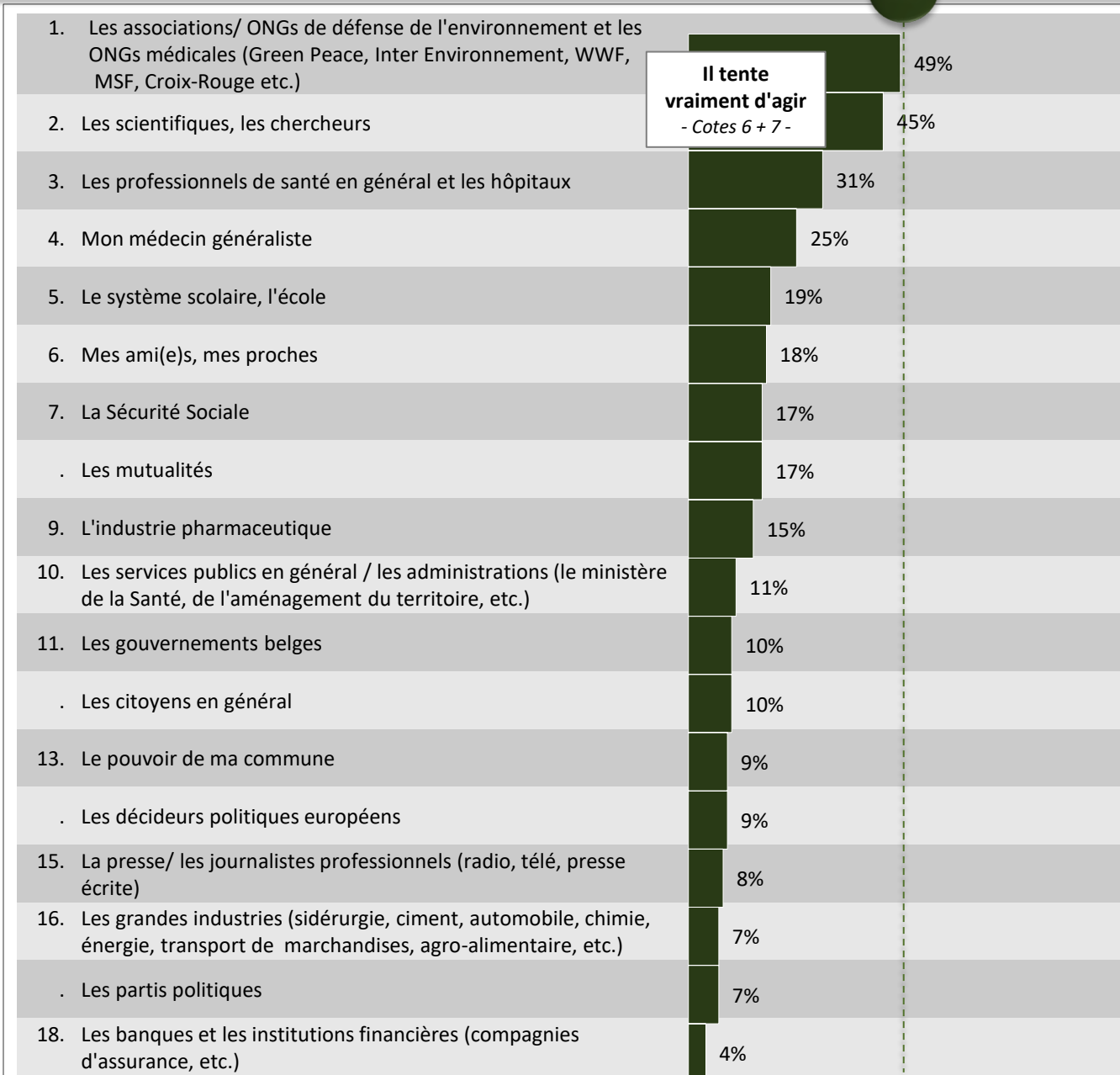
Pour chacun des acteurs ou organisations suivants, je vais vous demander si selon vous il tente vraiment ou non d'agir pour le climat, la biodiversité et l'environnement notamment pour réduire le risque de futures pandémies.

Merci de répondre aussi au moyen de l'échelle de 1 à 7 où :

- 1 signifie "il NE tente VRAIMENT PAS d'agir",
- 7 signifie "il tente VRAIMENT d'agir",

Les cotes intermédiaires vous permettent de nuancer votre réponse.

Base : 100% = les 18 ans et plus  
– Fédération Wallonie - Bruxelles –



## **B. Second type d'obstacles pour agir : une majorité d'individus identifie de puissants freins culturels dans les représentations sociales des décideurs politiques :**

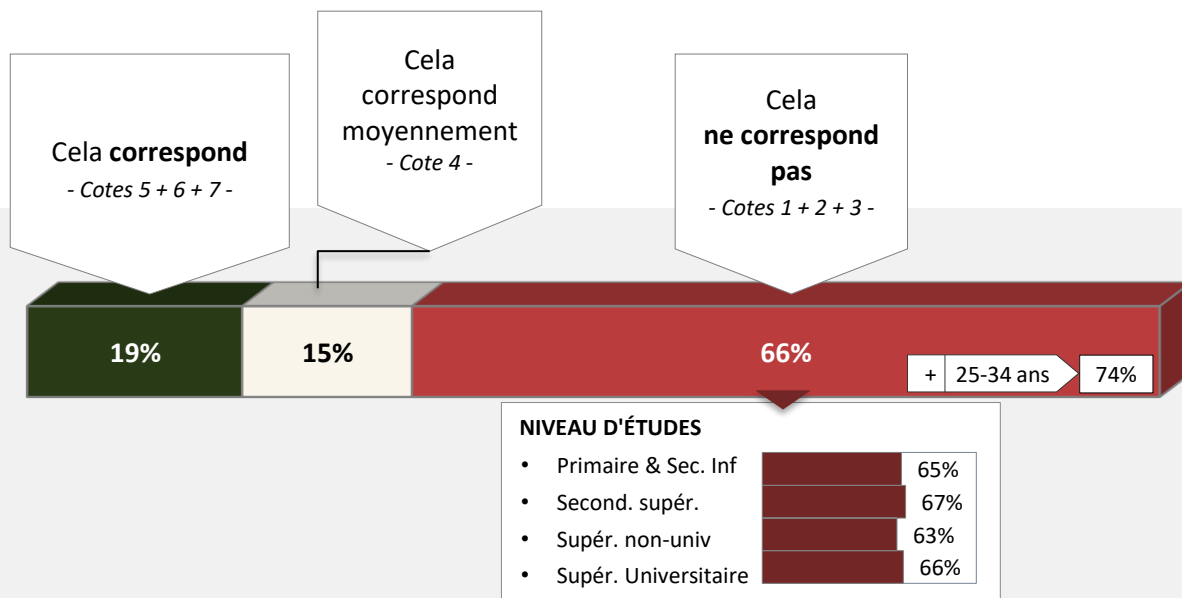
- ↳ **Une persistance du déni : aux yeux d'une majorité, les décideurs politiques sont perçus comme n'écoutant pas les alertes des scientifiques alors que celles-ci ne sont pas du tout considérées comme exagérées. Ces décideurs politiques sont perçus en hiver 2021 comme n'ayant toujours pas pris la mesure de l'urgence à agir, malgré la pandémie et les chocs climatiques récents ! Décalage abyssal entre l'état d'esprit des citoyens et ce qu'ils perçoivent de celui de leurs représentants !**
- ↳ **Une prévalence cognitive de l'évolution en pente douce versus un basculement exponentiel. Une culture scientifique problématique : il semble y avoir une vraie difficulté à appréhender la croissance exponentielle.**
- ↳ **La culture de la valorisation des temps courts et le souci de ne pas déplaire aux électeurs. Le seul souci perçu est d'être réélu quitte à « faire l'autruche » à l'égard des grands risques.**
- ↳ **La prévalence de la pensée en silos, en mono-causalité, en monisme explicatif.**



# UNE PERSISTANCE DU DENI (1)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

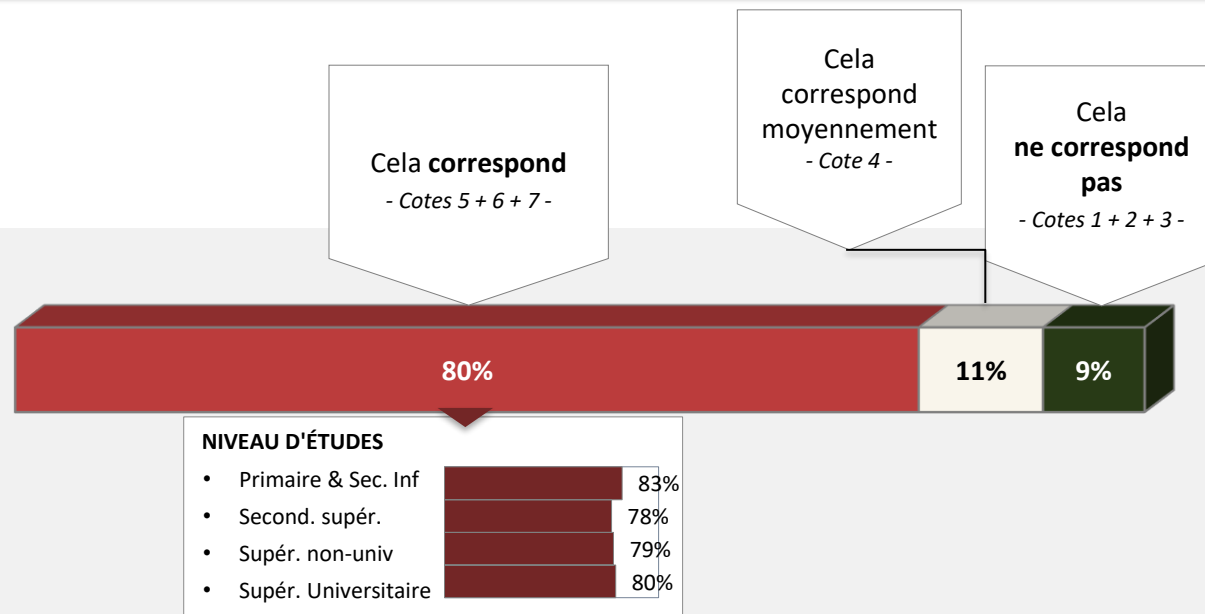
- **J'ai l'impression que nos dirigeants politiques ont maintenant vraiment pris la mesure des urgences pour nous protéger des futures pandémies et des conséquences du dérèglement climatique sur nos santés**



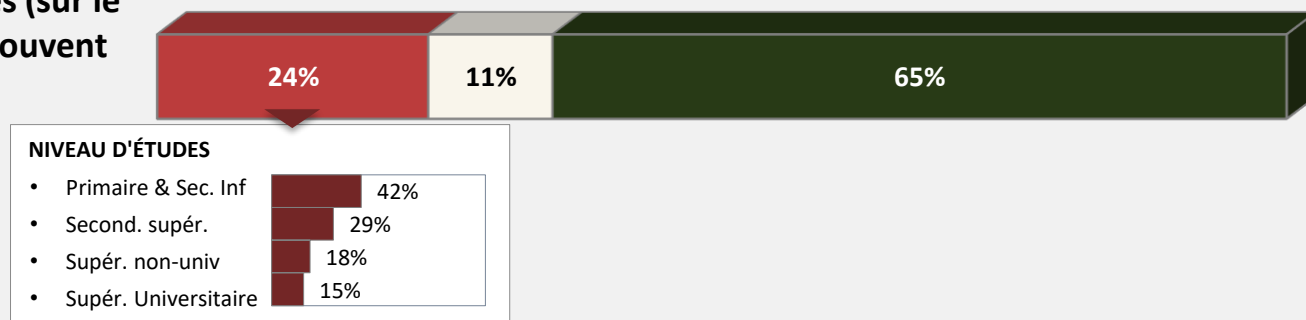
## UNE PERSISTANCE DU DENI (II)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Depuis des années des chercheurs alertent à propos d'événements climatiques extrêmes (graves sécheresses, inondations, incendies, tempêtes, etc.) qui risquent d'augmenter en fréquence et en intensité, on dirait vraiment que nos dirigeants politiques ne prennent pas en compte sérieusement les menaces qui pèsent sur la société qu'ils gèrent



- Les scientifiques qui lancent des alertes (sur le climat, les pollutions, etc.) exagèrent souvent les menaces, ils dramatisent trop



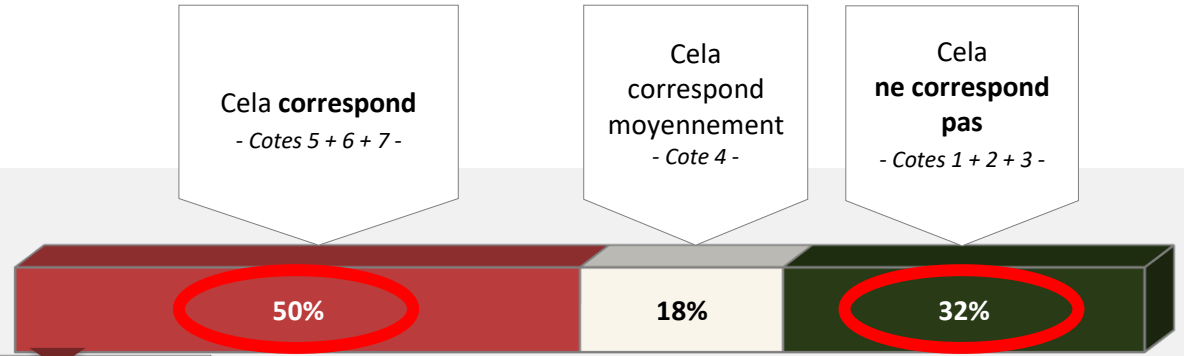
# UNE PREVALENCE COGNITIVE DE L'EVOLUTION LENTE VS EXPONENTIELLE

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Je crois vraiment que les dirigeants politiques pensent que si le réchauffement climatique se poursuit, il sera encore temps de freiner ou de faire marche arrière lorsque la température deviendra trop élevée

## NIVEAU D'ÉTUDES

• Primaire & Sec. Inf	46%
• Second. supér.	51%
• Supér. non-univ	50%
• Supér. Universitaire	52%



Rappel

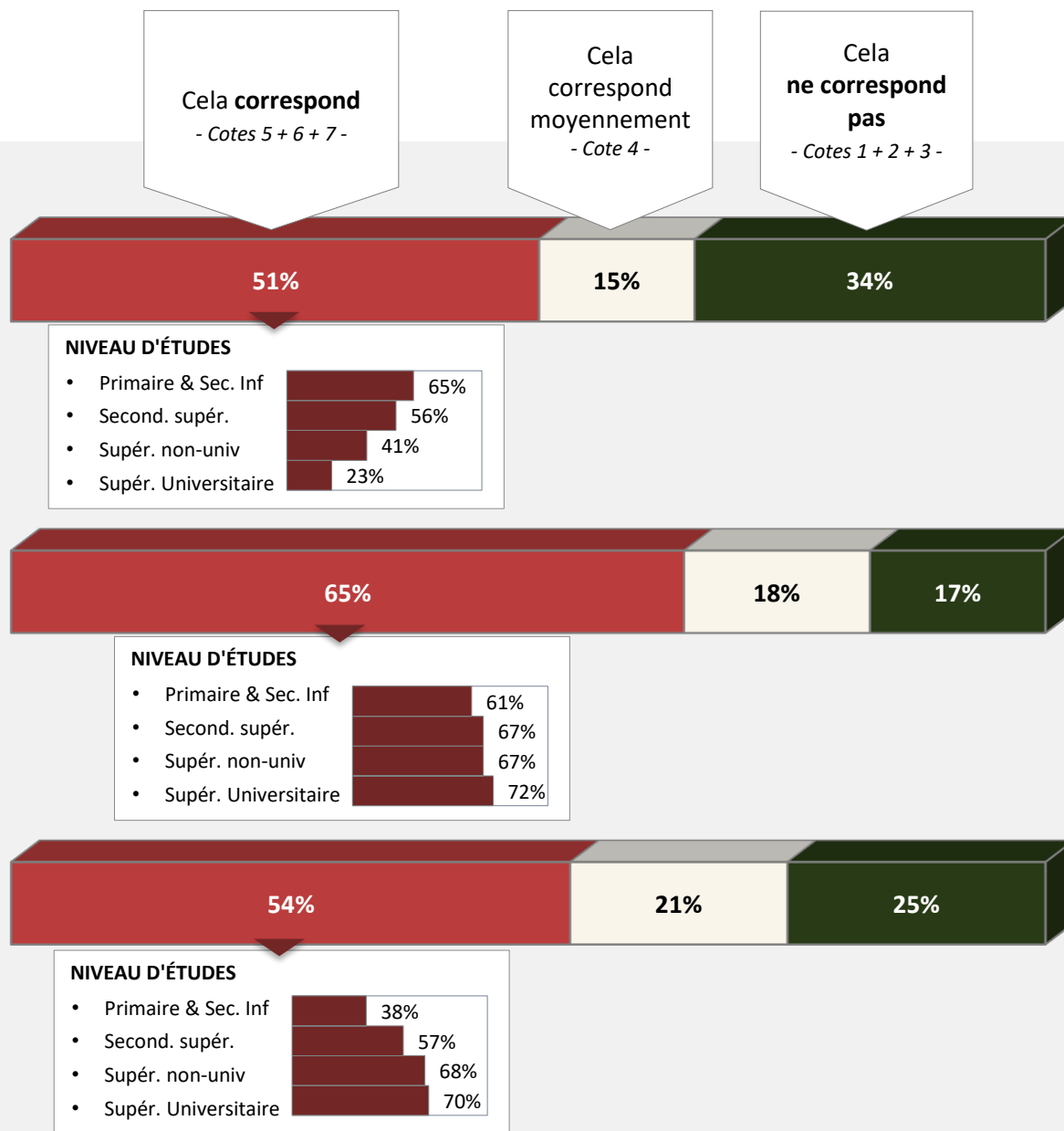
- Même si le réchauffement climatique se poursuit, il sera encore temps de freiner ou de faire marche arrière lorsque la température deviendra trop élevée



# LA CULTURE DE VALORISATION DES TEMPS COURTS

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Je suis convaincu(e) que nos dirigeants politiques connaissaient les risques de ces nouvelles maladies mais ils n'ont pas fait le choix de la prévention et de la pédagogie
- Face aux périls futurs du monde, par exemple les effets dévastateurs du dérèglement climatique et d'éventuelles nouvelles pandémies, je pense vraiment que les dirigeants politiques préfèrent ne pas y penser parce que les mesures à prendre seraient trop impopulaires
- La plupart des dirigeants politiques veulent que leurs décisions produisent des effets visibles à court terme (à 2-4 ans maximum)



## **11. Une large majorité d'individus ressent que le système est dans une impasse.**

En effet, la pandémie a été un lanceur d'alerte. Elle a été l'occasion de la prise de conscience dans l'opinion publique que les zoonoses et le dérèglement climatique ont la même source : le productivisme.

Donc certaines activités humaines.

Un système.

C'est un macro-déterminant de nos santés mais sur lequel nous n'avons pas de capacité d'agir ou très peu. Autant individuellement qu'au niveau des systèmes politiques.

Au cours de cette pandémie, la défiance s'est encore accrue à l'égard de toutes les institutions.

Nous ne faisons plus société. Les logiques d'avant la pandémie se sont accélérées.

Aucun acteur ne semble en mesure d'avoir une réelle capacité d'agir.

Et le contexte sociétal est atomisé, ce qui ne favorise pas la mobilisation pour agir.

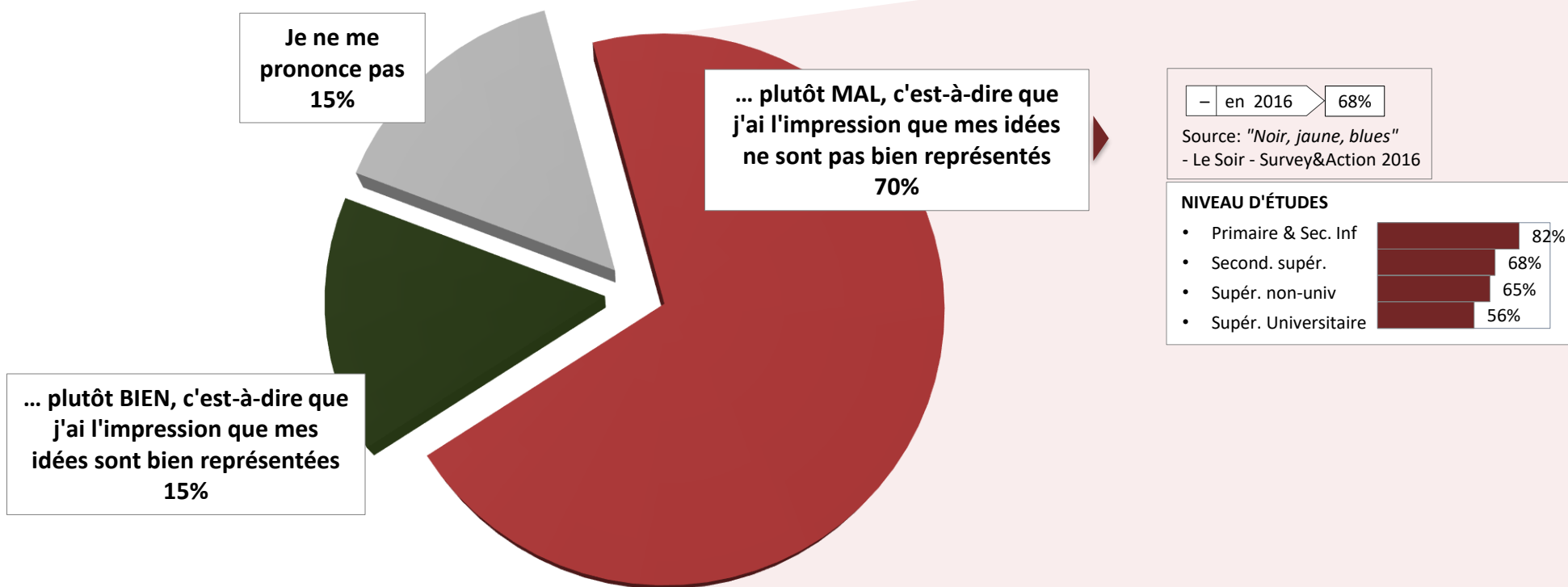
Or il y a urgence ...

Dès lors, **un ressenti de subir la situation et de ne pas avoir de capacité d'agir sur ce qui sur détermine pourtant nos cadres de vie, nos santés et plus simplement l'habitabilité de la planète et l'avenir de l'humanité.**

**Une bifurcation est ressentie comme indispensable.**

# UNE DEMOCRATIE EN PANNE (1)

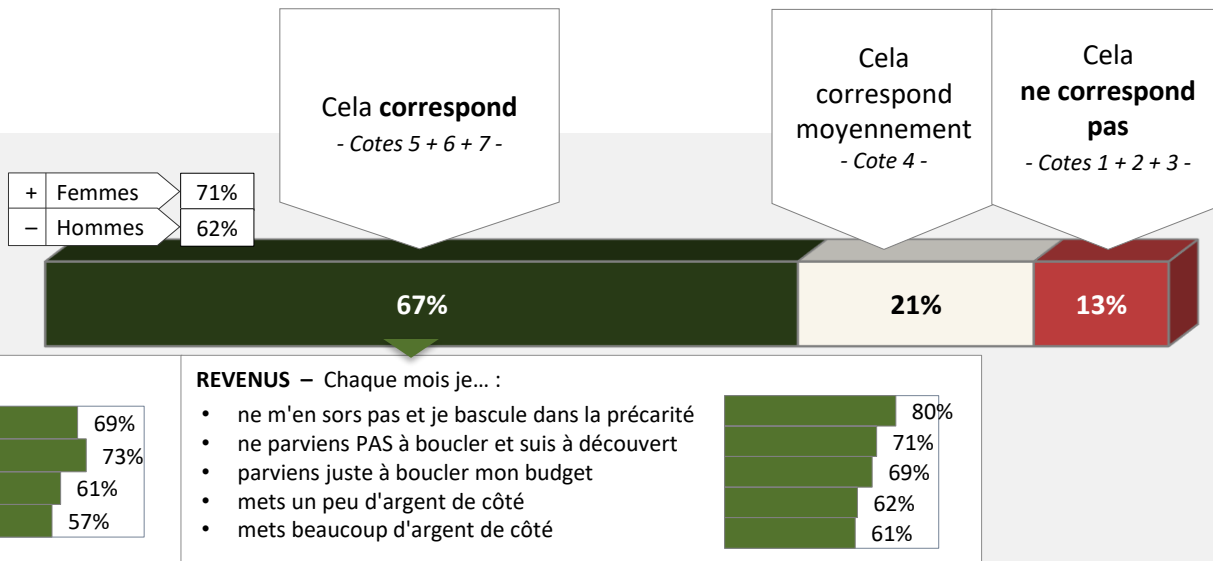
► Actuellement, en Belgique, le système démocratique fonctionne :



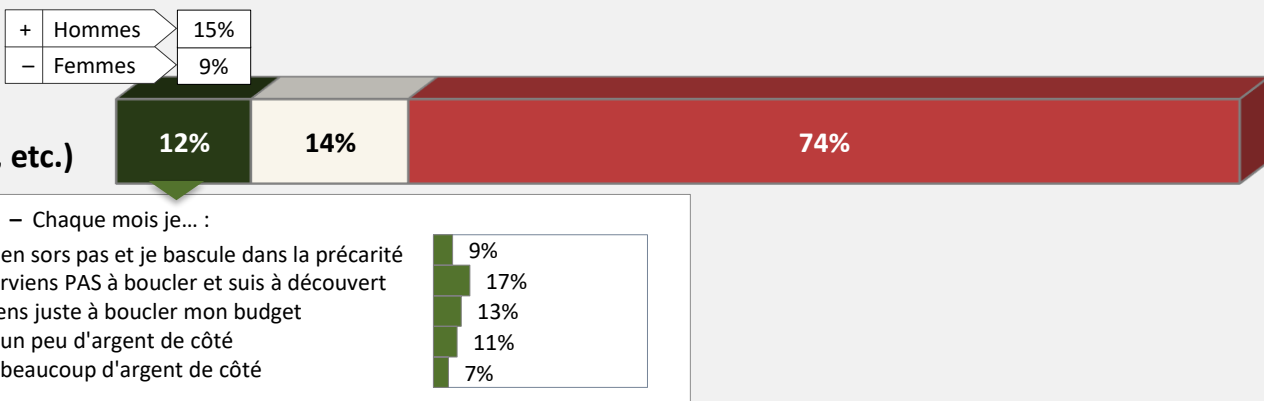
# COMMENT EN SORTIR ? <sup>(1)</sup>

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- Il n'est vraiment plus possible de soutenir un système politique qui ne fait pas tout pour impliquer les citoyens comme moi dans les débats et les prises de décisions qui concernent ce que nous vivons et cela pas uniquement lors des élections mais en permanence et selon diverses modalités (référendum, convention citoyenne, etc.)



- Laissons ces débats sur la prévention des grands risques sur nos santé aux dirigeants politiques (les parlementaires, les ministres, etc.)



## 12. Les individus semblent vouloir dépasser la défiance pour récupérer une capacité d’agir propre.

Y a-t-il une interprétation de ce moment de l'histoire qui traduise ces ressentis en projets politiques ? Une intelligence du monde ? Un récit ? Peut-on basculer dans le chaos et les passions tristes comme disait Spinoza ?

**L'espoir:** une très large majorité exprime qu'il n'y a pas de résignation : elle est opposée à l'affirmation « *il faut se résigner, face au dérèglement climatique et au risque de pandémies, nous ne pourrions pas changer grand-chose.* »

Donc un volontarisme, voire une envie de radicalisation. C’est une attitude théorique de base.

Aux yeux d'une majorité, l'Etat a failli (prévalence totale du curatif sur le préventif, incapacité à imposer des régulations et des sanctions aux industriels, etc.) et aucune illusion que par génération spontanée soudainement il ne retrouve une capacité d'agir, les individus n'y croient pas, ils affirment que voter ne permet pas de changer les choses. Par contre, une majorité pense que « *face à des risques de grande ampleur, l'Etat ne peut pas tout gérer, il faut absolument un système où chaque entreprise et chaque citoyen puisse agir* ».

**Un constat majeur :** vu les enjeux, les individus semblent vouloir dépasser la défiance pour récupérer une capacité d’agir propre. C’est une aspiration existentielle. A la recherche d’une « offre » et d’un récit Politique... qui permettrait à cet élan de prendre de la consistance, de passer de l’aspiration à la Politique.

Une majorité trouve utile l'idée que « *des citoyens représentatifs de la population soient parfois tirés au sort pour débattre avec des experts, puis donner leurs avis aux dirigeants politiques à propos de questions comme les mesures à prendre pour lutter contre le dérèglement climatique* ». Même si les jeunes sont encore plus nombreux à ne pas se résigner, ils sont néanmoins moins nombreux à souhaiter ces formules de démocratie délibérative, sans doute pensent-ils à des mesures plus radicales ?

Indéniablement, les initiatives de David Van Reybrouck ( G 1000 ) produisent une contagion culturelle. La bataille des idées engagées par lui sur ce plan semble rencontrer un réel écho.



**Pour nous protéger individuellement et collectivement face aux grands risques systémiques sur nos santés et l'habitabilité de la planète, on ne peut donc pas faire l'économie d'un passage obligé : tenter de refaire société, de refonder quelques institutions, dont la démocratie.**

**Il existe une aspiration forte pour que la société civile, les citoyens retrouvent du pouvoir, une capacité à s'exprimer, à dialoguer, à chercher ensemble des solutions.**

**Repartir de l'horizontalité<sup>9</sup>.**

**Un désir profond de changer la gouvernance de nos sociétés.**

**Beaucoup de propos ont été tenus sur "le monde d'après". Y compris que « *ma crainte, c'est que le monde d'après ressemble au monde d'avant, mais en pire* ». <sup>10</sup>**

**Au terme de ce parcours, il semble évident, dans les façons dont les individus perçoivent "l'état du monde sous Covid" que cette pandémie a accentué et conforté des prises de conscience qui, même si elles ne débouchent actuellement que sur peu d'actions visibles, **des émotions et des représentations vont poursuivre leur cheminement vers des aspirations, des envies et des désirs de refaire société sans doute autrement.****

**Il n'y a pas de vaccin pour le dérèglement climatique mais on peut sans doute imaginer un traitement pour la démocratie<sup>11</sup>.**

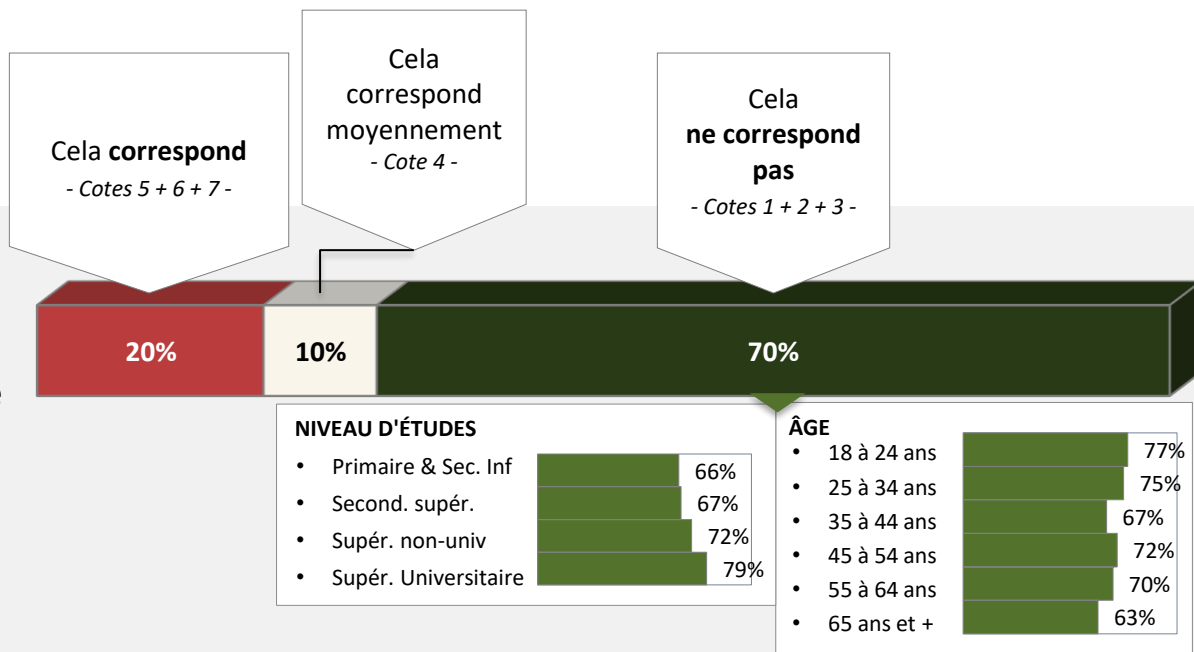
<sup>9</sup> Raphaël Glucksmann, *Génération gueule de bois*, Paris, Allary Éditions, 2015

<sup>10</sup> Jean-Yves Le Drian, *Le Monde* 20 avril 2020

<sup>11</sup> Pierre-Henri Tavoillot, in *Ce que la Covid nous a appris*, Le Un, Mai 2021

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Il faut se résigner, face au dérèglement climatique et au risque de pandémies, nous ne pourrons pas changer grand-chose**



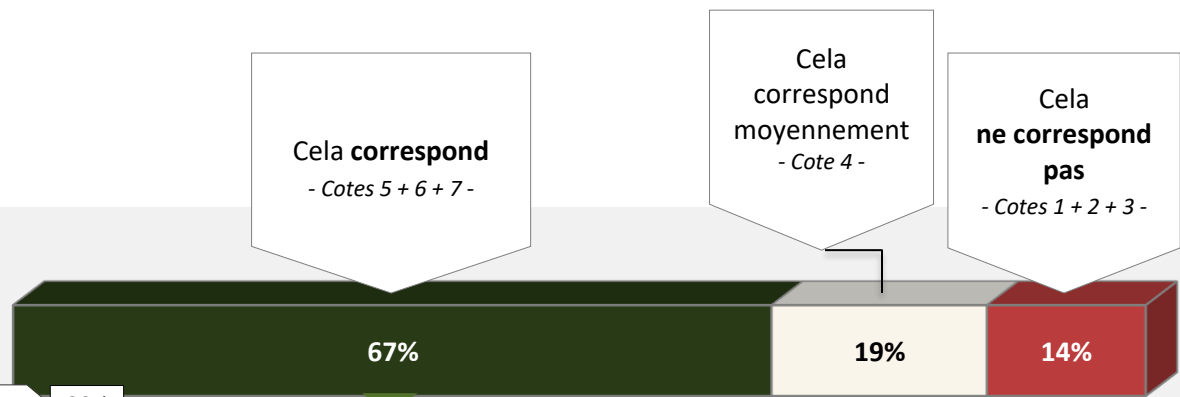
## COMMENT EN SORTIR ? (III)

Base : 100% = les 18 ans et plus – Fédération Wallonie - Bruxelles –.

- **Face à des risques de grande ampleur, l'Etat ne peut pas tout, il faut absolument un système où chaque entreprise et chaque citoyen puisse agir**

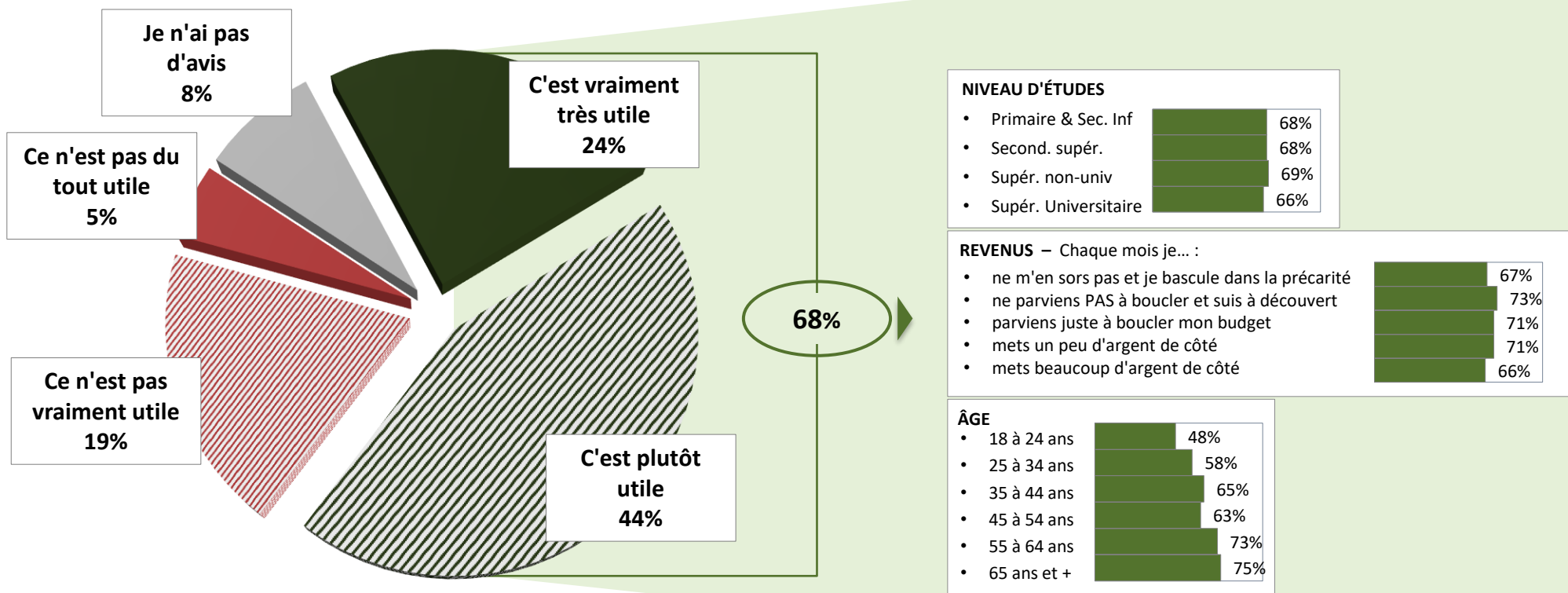
+	18-25 ans	86%
+	65 ans et +	76%

NIVEAU D'ÉTUDES	
• Primaire & Sec. Inf	67%
• Second. supér.	69%
• Supér. non-univ	64%
• Supér. Universitaire	64%



## COMMENT EN SORTIR ? (IV)

- Des citoyens représentatifs de la population sont parfois tirés au sort pour débattre avec des experts puis donner leurs avis aux dirigeants politiques à propos de questions comme les mesures à prendre pour lutter contre le dérèglement climatique. Parmi les opinions suivantes, laquelle est la plus proche de la vôtre concernant ces démarches pour une démocratie plus délibérative ?



## AGENDA

---

- ▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris ..... 2.
  
- ▶ La pandémie vécue et perçue par :
  - ↳ Les citoyens, les 12 constats ..... 7.
  - ↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats ..... 76.
  
- ▶ Les pistes d'actions proposées concernant : ..... 95.
  - ↳ Les citoyens ..... 98.
  - ↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche ..... 115.
  
- ▶ Contacts ..... 124.



*Même s'il ne s'agit pas du même virus, il y a des choses que nous avons apprises avec le sida, qui n'ont pas été prises en considération avec le Covid, comme impliquer la société civile dans les décisions "*

Françoise BARRE-SINOUSI  
Virologue  
Prix Nobel de médecine en 2008

## 1. Des rouages institutionnels et organisationnels déficients conduisant à l'établissement de fait d'un fédéralisme de crise qui hiérarchise les niveaux de pouvoirs entre Etat fédéral et entités fédérées.

Le premier constat renvoie à l'insuffisance des dispositifs institutionnels et administratifs prévus par les différents cadres légaux. En effet, composés d'une vingtaine de membres chacun, le RAG ( Risk Assessment Group ), le RMG ( Risk Management Group ) en tant que dispositifs sanitaires, et le Ceval ( Cellule d'évaluation du gouvernement fédéral ), en tant que dispositif de gestion de crise, ont rapidement connu une situation de saturation. « *Tous les cabinets et toutes les administrations du pays se sont tournés vers le RAG et le RMG avec leur liste de questions* », explique un-e membre de ces dispositifs. Au vu de l'augmentation du nombre de cas et des questions suscitées par la méconnaissance du virus, **ces organes se sont très vite retrouvés dans l'incapacité de produire des réponses rapides et scientifiquement étayées**. S'ils n'étaient plus en mesure de produire des réponses aux questions sanitaires posées par les pouvoirs politiques, ils connaissaient également d'importantes difficultés à trouver des ressources pour élaborer des recommandations : « *Quand on a demandé quels étaient les stocks de masques disponibles et où ils étaient entreposés, on a dû attendre trois semaines pour avoir une réponse des administrations* », raconte un-e membre de ces organes de gestion de crise sanitaire.

Progressivement, au mois de janvier et de février 2020, ces dispositifs sont donc devenus des goulots d'étranglement administratifs et institutionnels qui n'ont pas permis d'absorber le choc de la crise sanitaire. Sans pouvoir compter sur des réserves de matériel de protection renouvelées, comme celle de masques chirurgicaux, ces organes se sont retrouvés dans l'incapacité de pouvoir produire rapidement des recommandations de politiques sanitaires étayées scientifiquement : « *face à ces difficultés, et ça n'a pas été simple, la meilleure recommandation qu'on a pu faire le 13 mars a été le confinement* » explique un-e membre de ces organes de gestion de crise sanitaire. Selon les entretiens réalisés, le confinement de mars 2020 apparaît donc comme un aveu de faiblesse, mêlant faiblesse institutionnelle et défaut de prévention.

**Du côté des administrations et du politique, tous niveaux de pouvoir rencontrés, les personnes interrogées parlent d'état de sidération. Il est assez interpellant qu'elles confient ne pas avoir su par où commencer : « il n'y avait pas de procédure spécifique connue, pas de chaîne de décision spécifique, on était littéralement bloqués et en plus, on était tous chez nous »** confie un·e fonctionnaire régionale.

**A cet état de stupéfaction s'ajoute un système fédéral qui n'a pas encore intégré toutes les décentralisations de compétences prévues dans la Sixième réforme de l'Etat. Ce n'est pas tellement le nombre de ministres ayant des compétences en termes de santé publique qui a freiné la gestion de crise, mais selon les entretiens réalisés, c'est plutôt la répartition et l'appropriation des compétences du fédéral aux entités fédérées. Plusieurs de nos interlocuteurs et interlocutrices nous ont expliqué qu'ils et elles ont d'abord dû se mettre d'accord sur la répartition des compétences, notamment pour éviter les doublons dans les marchés publics, et puis ils et elles ont pu se concentrer sur une gestion de crise plus opérationnelle et stratégique que strictement organisationnelle et institutionnelle.**

**Ce n'est donc pas la « lasagne institutionnelle » belge qui a freiné la gestion de crise, mais plutôt le processus de décentralisation des compétences de la Sixième réforme de l'Etat et son appropriation par les administrations des entités fédérées. De plus, les personnes rencontrées expliquent qu'il n'y a jamais autant eu de collaboration entre les niveaux de pouvoirs belges une fois la période de sidération passée. Que ce soit au travers d'accords de coopération, lors de CIM Santé ou encore, de taskforces interfédérales, les différentes entités du pays ont largement coopéré afin de se répartir les tâches et éviter les doublons en termes de communication ou de gestion des marchés publics.**

**Dans les périodes de gestion de crise les plus coordonnées, via des taskforces ou via le commissariat Covid, il est à noter que les enjeux des discussions ont évolué et les thématiques se sont pluralisées. En effet, dans la première partie de la gestion de crise, les indicateurs liés au nombre de cas, aux hospitalisations ou aux décès étaient centraux et ont encadré l'ensemble du processus de sortie de crise. Il fallait éviter que ceux-ci remontent malgré une réouverture progressive de différents secteurs. Ensuite, via les taskforces, puis de manière plus explicite après la mise en place du Commissariat Corona, les matières de discussion se sont ouvertes à d'autres enjeux : santé mentale, grande pauvreté, mesures spécifiques au secteur culturel ou à l'enseignement. L'intégration de ces secteurs a été graduelle et a finalement conduit à l'inclusion des ministres de l'enseignement dans la CIM Santé.**



## Un fédéralisme de crise.

On observe un mouvement de priorisation d'abord extrêmement restrictif et concentré sur des objectifs sanitaires dans le premier temps de la crise, puis progressivement une ouverture à d'autres types de secteurs. Cela s'explique d'une part, par un fédéralisme de crise qui induit une gestion verticale des entités fédérées, et d'autre part, par le choc organisationnel et institutionnel.

Par fédéralisme de crise, nous entendons le réflexe de hiérarchisation des pouvoirs qui n'existe pas dans le système institutionnel belge, où les entités fédérées ne sont pas subordonnées au Fédéral. Néanmoins, différents travaux académiques (Cole & De Visscher, 2016 ; De Visscher & Piron, 2021) ont montré qu'en cas de crise économique, comme en 2008, ou en cas de crise sanitaire pour cette période-ci, le Fédéral prend un rôle de chef d'orchestre qui organise et distribue les tâches.

Les personnes rencontrées expliquent que lors des premiers mois de la crise Covid, elles attendaient du Fédéral des procédures et des lignes directrices pour organiser la coordination des entités fédérées. Cette concentration des attentes organisationnelles s'est dès lors cristallisée autour des autorités fédérales. Les indicateurs sanitaires sont apparus comme les plus pertinents pour justifier le confinement et organiser la stratégie de sortie. De plus, en matière de santé publique, c'est le niveau fédéral qui gère les réseaux hospitaliers, ce qui explique également le choix de ces indicateurs. En effet, ceux-ci étaient les plus à même de fournir des données pertinentes pour alimenter l'évolution de ces indicateurs : nombre de cas, hospitalisations et décès. La concentration de la gestion de crise autour des autorités fédérales se remarquent également dans ses organes de coordination : il y a une présidence tournante de la CIM santé tous les six mois, et pourtant, c'est le ministre fédéral qui rapporte les discussions de cette conférence interministérielle au Codeco.

Si cette concentration de la gestion de crise autour des indicateurs hospitaliers a marqué les premiers mois, elle va progressivement faire face à des demandes d'intégration d'autres indicateurs comme les personnes qui ont demandé le droit passerelle, les personnes ayant demandé le Revenu d'Intégration Sociale ou encore, les plaintes pour violences intrafamiliales. Progressivement, les entités fédérées vont demander que soient intégrés d'autres indicateurs. Après l'effet de sidération, les entités fédérées ont organisé des concertations avec leurs secteurs de compétences et elles sont au fait de différentes problématiques liées à des publics spécifiques, comme les travailleurs et travailleuses du sexe, les personnes migrantes, les personnes qui ne savent ni lire, ni écrire. Elles relèvent des enjeux de santé mentale et de bien-être, ou encore, des questions sectorielles comme les métiers de l'Horeca et la culture. Si ces demandes émanent des entités fédérées, elles reçoivent peu d'attention des autorités fédérales qui restent concentrées sur les indicateurs hospitaliers comme baromètre de la crise et de sa gestion.

Depuis la création du commissariat covid, plusieurs personnes interrogées expliquent que le Fédéral gardait la main et qu'il fallait leur prouver, au sens scientifique du terme, qu'une mesure avait un effet positif ou négatif sur la gestion de crise.

A titre d'illustration, le Fédéral avait demandé aux entités fédérées de prévoir des lits dans des centres de revalidation ou des maisons de repos pour des patient-e-s qui sortaient de l'hôpital après avoir eu le Covid. « *Personne n'y croyait, on savait que c'était une mauvaise idée, mais il a fallu leur prouver* » explique un-e membre d'administration régionale. Il a donc fallu essayer de mettre en place ce système de revalidation Covid pour montrer toutes les failles et les difficultés d'un tel système. Quelques mois après, ce système a été abandonné. Il en a été de même avec la stratégie de testing dans les écoles.

Et à l'inverse, si des entités fédérées voulaient obtenir un assouplissement pour une de leurs compétences, elles devaient prouver que l'assouplissement n'aurait pas de conséquences. A titre d'exemple, les entités fédérées ont réalisé des événements-test pour la culture au printemps 2021. Après l'été, les résultats de ces tests ne sont finalement pas pris en considération par le commissariat qui les a considérés comme obsolètes face à la remontée des indicateurs hospitaliers. Dans tous les cas, ces différents tests devaient être financés par les entités fédérées et non par le gouvernement fédéral.

Progressivement, on observe que les entités fédérées vont créer des stratégies de coalition pour amener certaines discussions ou revendications à la table des discussions du Codeco. Les cabinets politiques se rencontraient afin d'avoir une position commune, sur les secteurs de l'enseignement ou de la culture par exemple, avant les Codeco. Comme seuls les Ministres-présidents des entités fédérées y siégeaient, il fallait donc leur transmettre le positionnement des entités fédérées avant les Codeco. Dès lors, au plus la campagne de vaccination avançait, au plus les indicateurs hospitalisations perdaient de leur pertinence en termes de gestion, ce qui a conduit à une gestion nettement plus politique de la crise.

La fermeture de la culture ou le port du masque dès 6 ans semblent donc être le produit de négociations politiques entre les demandes des entités fédérées portées par leurs Ministres-Présidents et la rigueur des indicateurs hospitaliers imposée par le Fédéral.

## 2. Une division du travail peu explicite, une totale improvisation.

La gestion de la crise Covid a été caractérisée au départ par un goulot d'étranglement institutionnel et organisationnel.

Dans les entretiens menés, les différentes personnes interrogées, tous niveaux de pouvoirs et tous secteurs confondus, parlent d'une totale improvisation. Il n'y avait pas de plan pandémie mis à jour depuis la grippe H1N1 et la grippe espagnole, pas de procédures administratives suffisantes et pas de responsabilités clairement définies dans une chaîne décisionnelle ou organisationnelle. Autrement dit, les premiers mois de la gestion de crise ont reposé sur la bonne volonté des personnes impliquées ainsi que sur leurs capacités à gérer l'incertitude dans un contexte organisationnel improvisé.

Cette improvisation a amené à des dispositifs extra-légaux et extra-institutionnels, comme le GEES, les taskforces ou le commissariat Covid. La multiplication de ces dispositifs a créé une confusion des lieux de prises de décision, de conseils ou de mise en œuvre, conduisant à un effet cacophonique dans les médias comme dans les arènes politiques.

Pour prendre un exemple particulièrement prégnant de cette confusion des rôles et des mandats, il y a le rapport entre les experts du GEES et les politiques. Les premiers ont été officiellement chargés de réaliser une stratégie de sortie de crise mais il existait un véritable vide politique, notamment de la part de Maggie De Block, tant du côté de la prise de décision que du côté de la communication. Les expert·e·s du GEES étaient donc appelés par la presse pour avoir des informations sur l'évolution de l'épidémie mais aussi sur la gestion de la crise. Les académiques de ce groupe travaillent avec une rationalité scientifique, c'est-à-dire que leurs avis reposent sur des protocoles de recherche comportant des tests empiriques. Dès lors, cette rationalité scientifique est progressivement entrée en conflit avec celle des politiques qui ont une autre forme de rationalité qui repose, quant à elle, sur la régulation de différents besoins sociétaux. Les responsables ont donc un rôle de choix et d'orientation qu'ils ont abandonné dans la première partie de la gestion de crise pour les confier aux expert·e·s. Ceci s'explique par l'attitude de certain·e·s membres du gouvernement fédéral, mais également par une déresponsabilisation du politique : si des critiques sur la gestion de crise émanaient, le gouvernement fédéral pouvait responsabiliser le groupe d'expert·e·s, changer sa composition ou le remplacer.

**Le flou sur les mandats a créé des tensions** entre certain·e·s expert·e·s et des représentant·e·s politiques. Ces dernier·ère·s préféraient faire reposer leurs décisions sur les avis du GEES, alors que ces choix n'étaient pas une transposition des mesures préconisées mais leur traduction politique. Progressivement, plus les politiques ont repris leur responsabilité (à l'instar de Frank Vandenbroucke qui a endossé son rôle politique dès sa prise de fonction) en assumant des décisions qui relèvent de choix politiques basés sur des avis scientifiques, plus le mandat des groupes d'expert·e·s, comme le GEMS, a été spécifié.

La littérature sur le rapport entre recherche académique et les politiques publiques explique qu'il faut une période longue d'apprentissage entre ces acteurs et actrices pour une collaboration fructueuse (Wellstead & al., 2018). C'est un processus d'appropriation qui prend du temps. Il est ainsi particulièrement complexifié dans les périodes de crise et d'urgence, où le rapport au temps se restreint.

### 3. En l'absence de gestionnaires de crise, bricolage vers une gestion plus collaborative souvent fondée sur la bonne volonté et une forte implication personnelle.

Si les entretiens menés pointent les blocages administratifs et institutionnels dans la gestion de la crise Covid, ils soulignent également que ces blocages ont conduit à une première partie de **gestion de crise bricolée et improvisée sur le plan des ressources humaines**. *« Vu l'ampleur de la crise, tout le monde a été réaffecté à différentes tâches : c'était un fameux bazar parce que plus personne ne savait qui faisait quoi »*. Tant dans les administrations que les pouvoirs politiques rencontrés, les personnes interrogées expliquent en grande majorité qu'elles ont été impliquées dans la gestion de crise parce que leurs fonctions étaient proches des missions de crise dans l'organigramme. Pour autant, elles n'ont pas disposé de ressources supplémentaires pour le faire. D'autres personnes expliquent qu'elles se sont retrouvées dans la gestion de crise parce qu'il ou elle était arrivé·e en dernier dans l'équipe ou qu'ils ou elles ont été appelé·e·s par les politiques via des réseaux professionnels communs. Autrement dit, **en début de crise, il n'existait que peu de fonctions de gestionnaire de crise, dont les missions sont principalement dédiées à cette gestion**. Quel que soit leur profil, les personnes interrogées ont intégré la gestion de crise en plus de leurs missions initiales dans l'administration, les universités ou dans les cabinets.

*« On travaillait 7 jours sur 7, 24h sur 24h, en visio et accroché·e·s à nos téléphones »* - cet extrait d'entretien tous les intervenant·e·s l'ont exprimé d'une façon ou d'une autre. **Faute de procédures claires, les personnes interrogées expliquent que lors des premiers mois de la crise, il a fallu tout créer** : les procédures internes aux administrations et aux cabinets qui travaillaient à distance, des outils de coopération entre administrations ou encore un travail de clarification de la répartition des compétences suite à la Sixième réforme de l'Etat. La pression exercée sur les individus fut dès lors forte, tant le nombre de dossiers à gérer et la rapidité à laquelle il fallait les traiter étaient intenses. De manière corollaire, on observe une forte implication personnelle des personnes interrogées : celles-ci n'ont pas pris de congé, se sont épuisées à la tâche et ce, sans perspective de fin de crise et pour la plupart, sans mandat clair. Cela a conduit plusieurs personnes rencontrées à expliquer avoir été **« lessivé·e·s »** par la crise et prêt·e·s **« à démissionner immédiatement si une nouvelle crise éclate »**.

Comme nous l'avons retracé lors des entretiens, la crise du Covid a donc été gérée, tout du moins lors des premiers mois, par **des membres d'administration et de cabinets politiques qui ont donné tout leur temps, professionnel et privé confondus, pour parvenir à absorber le choc**. Aucune procédure globale ou de plan pandémie à jour n'a pu les aider à organiser leurs missions, se coordonner ou prioriser leurs objectifs.

## Le New Public Management et la vision court-termiste des outils de gestion des organismes publics mis en échec.

Ceci peut être interprété comme un des effets du New Public Management et la vision court-termiste des outils de gestion des organismes publics. En effet, ces approches conduisent à se focaliser sur des résultats évalués par cycle de quatre ou cinq ans qui conduisent les organisations à se concentrer sur un certain nombre d'objectifs. Dès lors, **lorsqu'une crise arrive, l'organisation interne subit un choc tant la planification d'urgence est trop faible, voire inexistante.** Les crises représentent des chocs exogènes dont on ne peut prévoir la nature : inondations, crise sanitaire ou encore plus récemment, la guerre en Ukraine et l'accueil de milliers de réfugié·e·s ne sont que quelques exemples. **Hors cadre du contrat de gestion des administrations, les crises perturbent donc la temporalité des missions, leurs objectifs et l'organisation interne.**

La première période de gestion de la crise a été caractérisée par un effet de sidération et de goulot d'étranglement administratif et institutionnel. Autrement dit, nous avons observé une faible capacité de montée en puissance, pour reprendre un terme usuel notamment dans les services de secours. Cela signifie qu'en cas de crise ou de catastrophe majeure, les organisations peuvent faire appel à des capacités supplémentaires : tant en matériel qu'en ressources humaines. **Dans le cas de la gestion de crise Covid, nous avons observé une individualisation de cette montée en puissance car de nombreuses personnes ont dû démultiplier leurs missions et temps de travail, plutôt qu'une montée en puissance collective.**

Les pompiers, par exemple, peuvent faire appel à des pompiers volontaires pour venir gonfler leurs rangs en cas de crise importante. Ce n'est pas le cas pour les administrations et pouvoirs politiques rencontrés. Certain·e·s ont demandé des renforts via le système Talent Exchange au fédéral mais cela a pris des mois. D'autres administrations, tant fédérales que fédérées, ont fait appel à des consultant·e·s du secteur privé pour venir renforcer leurs équipes. Ces consultant·e·s ont d'abord été engagé·e·s pour quelques mois, et la plupart sont toujours en place au sein des administrations.

## 4. Une culture de la récolte et de la gestion des données problématique.

Dès les premiers indices de pandémie avérés, les arènes scientifiques et les dispositifs de veille ont cherché à obtenir des données sur ce nouveau virus. Plus celui-ci se rapprochait géographiquement de la Belgique, plus d'autres types de données d'ordre logistique étaient nécessaires, comme le nombre de masques disponibles ou de réactifs pour les tests PCR. Si ces données ont mis des semaines à pouvoir être établies, le confinement a fait exploser le besoin de données pour prendre la mesure de l'impact de cette mesure drastique : nombre de personnes qui demandent le droit passerelle, nombre d'entreprises fermées, indicateurs socio-économiques des patient·e·s hospitalisé·e·s, mais également la disponibilité de données purement épidémiologiques.

*Cette crise questionne fondamentalement la disponibilité de données pour gouverner (data-driven policy-making). Elle met par ailleurs en tension le poids de la nature des données sur les décisions politiques.*

Les dispositifs de recueil de données sont pléthores en Belgique. Il existe un nombre conséquent d'instituts et d'observatoires publics aux différents échelons régionaux et communautaires (Statbel, IWEPS, IBSA, etc.). En parallèle, de multiples structures, organisations et associations comptent en leur sein une équipe ou des missions dédiées au recueil de données et à l'évaluation de leurs actions. Celles-ci sont récoltées de manière disparates, par des organisations publiques, associatives ou privées. Pour autant, les méthodes de recueil et les bases de données ne sont, en grande majorité, pas harmonisées. Le croisement des bases de données, leur agrégation et leur analyse sont alors rendus complexes, parfois impossibles. *Ceci explique qu'outre la statistique publique existante et accessible, les données recueillies ici et là sur le territoire belge, dans toutes les strates et tous les domaines, ne font pas l'objet d'une gestion coordonnée et harmonisée. Il est alors impossible de disposer en temps réel de données agrégées et représentatives de la population, de ses conditions de vie et de ses besoins, qui permettraient une analyse globale et une finesse locale.* Les procédures de monitoring ne sont pas systématisées, l'apprentissage demeure limité. Les données et connaissances existantes pour éclairer la décision politique sont orientées par et prônent du même coup leur épistémologie.

## Données de santé et épidémiologie

Depuis mars 2020, l'État fédéral belge a pris de nombreuses mesures populationnelles de gestion de crise (confinements, fermeture de secteurs professionnels, télétravail, école à distance, quarantaines, distanciation sociale, vaccination, obligation du port du masque, Covid Safe Ticket, etc.) dans l'optique de s'adresser et de protéger la majorité de la population présente sur son territoire du risque sanitaire de contamination au Covid.

Dès le début de la phase fédérale de crise, les décideur.euse.s politiques et médias convoquent scientifiques virologues et épidémiologistes afin de fournir des clés de compréhension à une situation collectivement perçue comme inédite et truffée d'inconnues. La représentation politique de la crise et sa gestion se construit ainsi à l'aune des considérations d'ordre épidémiologique. Les principaux indicateurs de la crise dénombrent statistiquement la propagation du virus et sa létalité, les contaminations supposées et avérées au Covid, les complications médicales et les décès. Ce sont bien des « récits en formes de vagues » (Jones & Helmreich, 2021) et de courbes qui outillent la prédiction du risque et les programmes gouvernementaux de « bonnes conduites » (Caduff, 2014) à faire adopter à la population. Les préoccupations politiques et publiques s'attardent ainsi sur l'évolution des chiffres et des courbes, justifiant des mesures populationnelles de confinement et de « bulles sociales ».

Si début 2020, les connaissances demeuraient maigres autour du virus Covid, très rapidement, les recherches épidémiologiques, en santé et en santé publique se démultiplient. Elles documentent notamment certaines variables épidémiologiques comme étant des facteurs de risque de développement de la maladie et d'aggravation de ses formes graves (comme l'âge, et plusieurs comorbidités – dont l'hypertension, le diabète, l'obésité, les maladies cardiovasculaires (Doherty et al., 2020 ; Elliott et al., 2021). La gravité, l'urgence de la situation et la nécessité de connaissances pour éclairer les décisions politiques poussent notamment le monde de la santé à déployer une production de connaissances presque en temps réel.



Pour autant, l'accès public à des sources uniques de données de santé est relevé comme problématique par les personnes rencontrées. Les membres des organes et instituts de santé publique soulignent leurs propres difficultés d'accès et de partage des données, qui sont cadencés par le Règlement général sur la protection des données, particulièrement strict sur les données de santé définies comme sensibles. Certain·e·s mettent également en cause le fonctionnement interne de certains organismes publics qui conditionnent la promotion des carrières professionnelles aux codes scientifiques de valorisation des publications. S'il importe de saluer le travail minutieux et conséquent de production de connaissances réalisé par les instituts et observatoires publics, il semble crucial également de permettre la production et l'accès public et en temps réel des données de santé.

Les intervenant·e·s rencontrés soulignent également de lourdes failles d'harmonisation dans les dispositifs de recueil de données existants, qui concernent la première ligne et la deuxième ligne. D'une part, les personnes interrogées affirment que non seulement les récoltes de données sont chronophages et énergivores pour le personnel soignant, ce qui explique en partie un manque de rigueur systématique. D'autre part, les méthodes et les logiciels de récolte des données diffèrent selon les réseaux hospitaliers et selon les secteurs d'activités. Il n'existe, à ce stade, pas de système de monitoring harmonisé de recueil de données dans lequel pourraient s'inscrire tous les corps des soins de santé. Pourtant, dans la plupart des entretiens réalisés, les intervenant·e·s soulignent que le savoir "expert" d'expériences des membres de la première ligne et de la deuxième ligne de soins permettrait une imbrication de données quantitative et qualitative importante, nécessaire à l'analyse. Le savoir pratique des médecins généralistes, infirmier·ère·s, pharmacien·ne·s constitue une source d'informations précieuses qui pourrait mieux être consultée pour éclairer la prise de décision.

Quant à la nature des données de santé récoltées, la majorité des personnes interrogées souligne le manque crucial de données qui ne répondent pas à une acception purement médicale. Il existe des lacunes en termes de collecte de données au niveau de la santé mentale mais également un manque d'indicateurs non médicaux et sociaux, ainsi qu'un manque de logiciels libres d'intégration des données sociales et de santé, à même de documenter le gradient social de santé.

Pendant la crise sanitaire, un grand nombre de recherches empiriques et d'enquêtes émanant de scientifiques en sciences humaines et sociales, d'associations et d'organisations non gouvernementales se sont attachées à démontrer et illustrer le poids des facteurs sociaux (logement, profession, origine ethnique, statut socio-économique, etc.) dans l'exposition au Covid. Ces études rejoignent ainsi le constat, mis en évidence depuis de nombreuses années (Pickett and Wilkinson, 2015 ; Marmot, 2005), selon lequel **les inégalités sociales impactent la santé des individus**. En effet, les maladies cardiovasculaires, l'obésité, l'asthme ou le diabète sont plus fréquents dans les groupes socio-économiquement défavorisés et socialement vulnérables. Ces éléments sont souvent liés aux conditions d'existence, à la qualité du travail exécuté, aux styles de vie, aux facteurs environnementaux néfastes et aux logements insalubres (Reames, 2019). **Ainsi, au cours de la crise, une conscience croissante des inégalités sociales de santé s'est imposée dans le débat public, sans pour autant impacter significativement les mesures politiques :**

*« Ce qui m'a marquée, c'est pour beaucoup de personnes, ça a été la découverte des inégalités sociales de santé. C'est un peu la découverte de la plupart des gens et même des experts, en fait, de ces inégalités sociales de santé et des choses de base comme le « gradient social de santé ». Le fait que les populations précaires soient beaucoup plus touchées par certaines maladies. Toutes ces connaissances qui, en promotion de la santé ou en santé publique, sont connues. En fait, ce qui m'a surprise, c'est que ça a été révélé au grand public (...) J'étais contente qu'enfin, qu'on parle des inégalités sociales de santé, mais surprise que des personnes connues ou des experts politiques ne les aient pas pris en compte. » (Entretien du 18/01/2022)*

**La prise en considération des effets des inégalités sociales sur la diffusion, la contamination du Covid et ses formes graves, enjoint à adopter une conception élargie de la santé, ce que fait et documente l'épidémiologie sociale, qui a demeuré fort absente du processus de consultation, de décision et de gestion de crise.**

## Le poids de la nature des données sur les décisions politiques

Il y a lieu de s'interroger sur les tableaux de bord dont disposent les autorités politiques. La nature des données et connaissances qui servent la prise de décision et leur légitimation est cruciale pour comprendre le processus de gestion de crise.

En l'occurrence, le recours premier à l'expertise de l'épidémiologie médicale semble avoir participé à façonner des récits liés aux statistiques et aux chiffres, qui ont eux-mêmes justifié une gestion de crise basée sur des épistémologies « evidence-based ». Cela signifie que la représentation publique de la crise et les pistes de solution apportées tiennent à un primat des données quantitatives sur les données qualitatives. Ceci s'explique notamment par l'incapacité des organismes de gestion de crise à absorber l'ensemble des questions sanitaires, ce qui a conduit à la rationalisation des indicateurs autour des indicateurs hospitaliers.

En effet, force est de constater que les deux baromètres communiqués par les autorités politiques à la population belge se basent sur des données statistiques, sur des chiffres de corrélation. Le baromètre Covid de la motivation initié par le groupe scientifiques « Psycho & Corona » se fonde sur une méthodologie statistique, qui attire la considération politique :

*« On peut corrélér la perception du risque et, la motivation à se faire vacciner, et donc c'est evidence-based. Et je pense qu'il y a un discours qui s'apparente un peu à la façon dont une épistémologie médicale se légitimise. En disant c'est 'evidence based.', c'est vrai que c'est la même façon, un peu le même genre d'épistémologie. On peut utiliser cette même rhétorique pour que ça ait l'air peut être plus sérieux que si on disait qu'on avait fait 10 entretiens qui sont en fait peut être beaucoup plus informatifs avec des gens qui ne se vaccinent pas, par exemple. (...) on a des grands échantillons, mais ce ne sont pas des échantillons représentatifs. (...) on reconnaît ses limites dans les rapports. (...) je pense que malgré tout le poids du nombre et le fait de pouvoir, finalement, utiliser cette rhétorique statistique qui s'apparente un peu à l'épistémologie médicale, ça aide vraiment à faire passer le message.» (Entretien du 20/01/22)*

**La crise sanitaire nous rappelle ainsi une réalité de taille : le poids du nombre et le primat des données quantitatives sur les données qualitatives dans les considérations politiques.** Les explications chiffrées servent facilement un travail politique qui s'attache à l'élaboration de solutions qui se traduisent en mesures. Et c'est d'autant plus vrai en période d'urgence, lorsque les prises de décision doivent être rapides et des protocoles rapidement établis. Les expert·e·s rencontré·e·s témoignent d'un statut différentiel accordé aux propositions basées sur des données qualitatives et à celles qui répondent d'une rationalité quantitative.

*« C'est très difficile quand on est dans l'urgence de faire transiter des données qualitatives. (...) Au sein du groupe d'experts, ça ne parlait que chiffre. McKinsey faisait des présentations données à toutes les réunions. Il y avait les épidémies qui présentaient le nombre de lits, du nombre de morts et du nombre de contaminations.(...) Le directeur de la Banque Nationale disait combien on perdait par semaine tant que tel ou tel secteur était fermé. Ca ne causait que chiffres, en fait. » (Entretien du 10/12/2021)*

**Le poids accordé aux données quantitatives conditionne une gestion des impacts et des besoins qui s'apparentent à des situations quantifiables, et sous-utilise les données qualitatives qui démontrent des impacts qui tiennent à l'ordre des processus (troubles de santé mentale, reports de soins, décrochage scolaire, burn-out, précarisation économique, etc.).**

Dans le même temps, la majorité des intervenant·e·s rencontré·e·s soulignent **des failles en termes de tableau de bord disponible, permettant de répertorier et de lister les moyens disponibles et activables par les différents gouvernements pour pallier les besoins urgents.** En effet, les personnes rencontrées soulignent **le manque de rigueur organisationnelle des appareils d'État dans les répertoires et listings des ressources logistiques, des stocks de matériels stratégiques, des carnets d'adresse, des contacts de personnes clés, etc.** « On devait distribuer des masques aux infirmier·ère·s indépendant·e·s mais on n'avait pas de listing des personnes ayant ce statut », nous explique-t-on lors d'un entretien.

L'idée du tableau de bord renvoie à une logique classificatoire organisationnelle. Il présente des failles dans ses instruments de répertoires, et donc de connaissances de ressources stratégiques. Il semble crucial de rappeler qu'il ne garantit pas non plus la représentativité de toutes les personnes présentes sur son territoire. En effet, les statistiques publiques appréhendent difficilement les situations de grande précarité, souvent aux frontières de la légalité (sans statut de séjour, sans numéro de registre national, sans adresse de référence, en situation d'irrégularité de travail, en situation de non-recours aux droits et aux prestations sociales, etc.). A titre d'exemples, le monitoring sur le nombre de personnes sans abri n'est pas harmonisé au niveau belge, et il n'existe pas de recensement officiel du nombre de personnes en situation irrégulière de séjour qui vivent sur le territoire :

*« Parler des données, c'est pouvoir s'attaquer réellement à la problématique à laquelle on s'intéresse et on ne traite pas un problème de la même manière que quand il concerne plus de 100.000 personnes ou moins de 20.000 personnes. Et donc, ici, il y a tout plein d'idées et de fantasmes autour du nombre de personnes sans papiers. Et c'est au moins une fois par mois qu'un journaliste, un chercheur ou quelqu'un de la société civile me demande et combien il y a de sans-papiers en Belgique. Et je dois toujours dire 'mais en fait, il n'y a pas de comptabilisation, c'est des croisements de bases de données, c'est des projections qui valent ce qu'elles valent.' Mais on sait qu'ils sont plus que 100 000, probablement moins de 150 000. La marge d'erreur est énorme. » (Entretien du 02/02/2022)*

La logique classificatoire des administrations et du politique tient à une volonté étatique de rendre « lisibles » les sujets reconnus et gouvernés. (Scott, 1998). Elle constitue un instrument de gouvernement. Les publics qui en sont invisibles se retrouvent de facto exclus ou à la marge des catégories traditionnelles de l'action publique, de facto oubliés de la gestion d'urgence.

## 5. Une absence de politique PREVENTIVE des crises.

Si on pose un regard transversal sur les différents apprentissages de la crise du Covid, nous constatons qu'il existe une capacité limitée de gestion institutionnelle et organisationnelle de crise mais surtout, que les dimensions préventives et d'apprentissage collectif de cette gestion restent des impensés.

En effet, lors de nos entretiens, **la dimension préventive de la crise est largement absente** : il y a bien des organes de veille sanitaire comme le RAG ou le RMG, mais **il n'existe pas de politiques publiques préventives des crises**. C'est-à-dire différents instruments qui organisent et informent la population des réactions ou des réflexes à adopter si une crise se présente ; peu d'outils de suivi de différents indicateurs sanitaires, socio-économiques ou même environnementaux qui permettent de prévenir certaines épidémies ou autre type de crise ; peu de moyens financiers également. A titre d'illustration, des vaccins avaient été achetés pour lutter contre une éventuelle épidémie d'H1N1 en Belgique. Comme cette épidémie n'a pas eu lieu, les vaccins ont été détruits et les autorités politiques ont considéré que cela avait été une dépense publique inutile, nous explique-t-on en entretien. Il en va de même pour les réserves de masques qui ont été détruites. La prévention de crise, de n'importe quel type, est néanmoins une dépense publique absolument nécessaire pour prévenir d'autres coûts nettement plus importants.

## Un processus d'apprentissage collectif quasi absent !

La plupart des personnes interrogées expliquent qu'au sein de leur administration ou leur organisation, un processus d'apprentissage va être mis en place... s'ils et elles en ont le temps. Enormément d'initiatives nouvelles, de collaborations et de manières de faire sont nées pendant la crise et pourraient être pérennisées. Mais **les organismes publics et associatifs ont très peu de temps de travail collectif pour réaliser cet apprentissage**. Ceux qui ont des services études ou d'évaluation analysent les effets de leurs actions, la cartographie de leurs publics mais **rare sont les organismes qui s'auto-analysent et deviennent des organisations apprenantes**.

Si cet apprentissage est rare au niveau des organisations publiques ou associatives, il est carrément absent au niveau sectoriel, territorial ou politique. En effet, mis à part la commission d'enquête parlementaire fédérale, rare sont les initiatives d'apprentissage collectif. Comme nous l'avons évoqué, la Sixième réforme de l'Etat ne facilite pas ce processus d'apprentissage, mais **cette culture est difficile à faire émerger dans une structure institutionnelle aussi fragmentée en compétences et en niveaux de pouvoirs**. Il existe paradoxalement en Belgique énormément de lieux de collecte de données avec des potentiels importants d'apprentissage, mais pas de mise en commun.

**De manière transversale, analyser, apprendre, et prévenir les risques sont des missions impensées de la gestion de crise**. Pourtant, les crises sont actuellement permanentes, de nature variées et parfois violentes. Il est donc nécessaire de dépasser un modèle de planification par type de crise pour penser une gestion collaborative et intégrée des futurs risques collectifs.

- ▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris ..... 2.
  
- ▶ La pandémie vécue et perçue par :
  - ↳ Les citoyens, les 12 constats ..... 7.
  - ↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats ..... 76.
  
- ▶ Les pistes d'actions proposées concernant : ..... 95.
  - ↳ Les citoyens ..... 98.
  - ↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche ..... 115.
  
- ▶ Contacts ..... 124.





*Pandémies, migrations, climat, trois crises globales qui se télescopent sous nos yeux. Toutes nous montrent le chemin de la solidarité et de la mobilisation collective (...) sans précédent pour rencontrer les causes structurelles et ne plus chercher à y répondre par des rustines qui ne rencontrent que l'urgence, la vague suivante, d'eau, de chaleur, de réfugiés ou d'infections"*

Marius GILBERT



*Le traumatisme peut être un choc positif, si je puis dire : pas uniquement résister à ce qui nous mine mais inventer autre chose"*

Michel WIEVIORKA



*Il faudra se remettre à vivre mais pas comme avant (...) on aura le choix entre vivre mieux ou subir une dictature"*

Boris CYRULNIK



*Un monde sans espoir est irrespirable"*

André MALRAUX

- ▶ **Avant d'aborder des pistes d'actions spécifiques à l'égard de chaque public, précisons le cadre général de ces pistes d'actions.**

**Un constat transversal apparaît dans les investigations auprès des divers publics ( les citoyens, les institutionnels ) : la présence d'une anomie.**

**Ce concept développé à l'origine par Emile Durkheim signifie une désorganisation sociale résultant de l'absence de normes et de valeurs communes à l'échelle d'une société ( « nous ne faisons plus société »), d'une administration ou de toute organisation. Un cercle vicieux de la défiance généralisée.**

**Dès lors, l'intention qui guide la conception de nos pistes d'actions est de tenter de recréer du lien social, de refaire société. De refonder une capacité de penser et d'agir collectivement.**

**Et cela, à partir « d'en bas », de l'horizontalité, de la base de la société.**

**Ce qui compte est la manière dont on va trouver des « solutions », des programmes et des mesures de prévention.**

**C'est cette façon de faire qui déterminera des chances de passage à l'acte réel et d'adhésion.**

**Amorcer un cercle vertueux de la confiance. Sans elle, rien ne sera possible.**

▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris	2.
▶ La pandémie vécue et perçue par :	
↳ Les citoyens, les 12 constats	7.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats	76.
▶ Les pistes d'actions proposées concernant :	95.
↳ Les citoyens	98.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche	115.
▶ Contacts	124.

**Abordons successivement trois points:**

- **une question et des hypothèses,**
- **un constat,**
- **une stratégie d'actions.**

### UNE QUESTION ET DES HYPOTHESES

**Plus que jamais, tout le monde a compris qu'il était urgent d'agir et... RIEN ne se passe !**

**Du moins rien de suffisant pour empêcher l'érosion grandissante des conditions d'habitabilité de la planète.<sup>1</sup>**

**Les scientifiques lancent des alertes, les individus ont à présent senti les risques et puis... quasi rien.**

**Comment rendre compte de cette énigme ?**

**Quelques hypothèses.**

<sup>1</sup> Selon le GIEC et divers organismes scientifiques, les impacts du dérèglement climatique s'aggravent et leur coût augmente. Même s'il est mis un terme à toutes les émissions de gaz à effet de serre, nous ne parviendrions pas à supprimer les effets du changement climatique qui se manifestent déjà. Selon les calculs du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), "les engagements actuels de réduction d'émissions, s'ils sont respectés, permettront de réduire les émissions de 7,5% par rapport à aujourd'hui alors qu'il faudrait les réduire de 30% si on veut que l'élévation de la température reste sous 2°C et de 55% si on veut rester sous 1,5°C. La trajectoire actuelle nous emmène en réalité vers une augmentation de la température de 2,7°C".

- ▶ La première hypothèse est que la quasi certitude de la catastrophe paralyse. La peur n'a jamais mobilisé. Au contraire, elle fige, elle tétanise. La pandémie a accentué des angoisses diverses. Le sentiment que l'enjeu n'est rien moins que de préserver l'habitabilité de la planète face aux puissantes menaces produit davantage de paralysie que d'actions. D'autant qu'on ne voit pas spontanément sur quel(s) levier(s) agir et à quel(s) niveau(x) - micro / macro ? -, même si dans les imaginaires, il n'y a pas de résignation.
- ▶ La seconde hypothèse est le pressentiment qu'agir suppose des sacrifices. Et donc une très forte résistance au changement.
- ▶ La troisième hypothèse est que nous sommes dans des contextes sociétaux très atomisés, fragmentés. Comment mobiliser alors que nous ne faisons plus société ? D'une part ni acteurs/ ni institutions légitimes qui prescriraient un programme mobilisateur à hauteur des enjeux, donc une **absence d'offre politique, absence d'un nouveau récit**. D'autre part une « archipellisation » du contexte sociétal **et une atomisation des individus**. Dans les sociétés que nous quittons et qui étaient intégrées, la compréhension des enjeux et l'identification d'un adversaire suffisaient à mobiliser car il y avait des acteurs qui donnaient une direction à une société intégrée.
- ▶ La quatrième hypothèse est qu'une mobilisation vers des actions suppose une compréhension fine de la complexité. C'est une révolution copernicienne qu'il convient d'entreprendre pour penser des programmes d'actions. Un renversement de la représentation du monde. Il s'agit de passer du paradigme de la production comme finalité et centralité qui utilise des « ressources » au paradigme de « la production ré-encastree dans tout le vivant »<sup>2</sup>. La production n'étant alors qu'un élément du vivant qui ne bouscule pas tous les écosystèmes en détruisant les conditions d'habitabilité de la planète. Il s'agit de s'extraire du productivisme qui régit les activités humaines depuis deux siècles ! "Nous ne sommes plus des humains dans la nature mais des vivants au milieu d'autres vivants"<sup>3</sup>.

Cette révolution copernicienne des esprits ne se décrète pas.

L'inertie vient du fait que la mutation culturelle indispensable est logiquement très lente.

Il faut du temps.

Les Lumières ont préparé la Révolution française durant un siècle !

Le drame est que, selon les scientifiques, nous n'avons pas un siècle pour préparer les esprits car les destructions exponentielles du vivant menacent déjà les conditions d'habitabilité.

<sup>2</sup> Bruno LATOUR, Ibidem

<sup>3</sup> Bruno LATOUR, Ibidem

- ▶ Enfin, la cinquième hypothèse part d'une question : les opinions exprimées lors d'enquêtes sont-elles du déclaratif volatil, gazeux, peu stable ? Il serait donc logique qu'aucune action ne s'en suive si les opinions sont très mouvantes. En effet, il s'agit évidemment de déclaratif mais celui-ci a changé dans le temps. Et il est corrélé à des faits, à des comportements. Par exemple la défiance à l'égard du système politique se traduit par des scores électoraux très fragmentés et un volume de plus en plus important de citoyens n'allant même plus voter alors que le vote est obligatoire. La défiance déjà mesurée il y a plus de 20 ans et qui n'a fait que s'accroître se traduit de plus en plus dans la réalité des comportements. Ces représentations mesurées étaient donc du déclaratif structurant NON volatil.

A présent, nous avons appréhendé des représentations du monde qui conduisent à la conviction largement partagée qu'il est urgent d'agir. Cette prise de conscience ne suffit pas pour créer mécaniquement un passage à l'acte. Nous venons d'évoquer plusieurs aspects qui sont autant de freins à la mobilisation ferme et à hauteur des enjeux. Ce sont ces obstacles qui rendent compte de la difficulté et non pas que ces opinions seraient volatiles.

Nous nous trouvons face à un paradoxe brutal : conscience qu'il faudrait agir en profondeur afin de préserver les conditions d'habitabilité de la planète mais une très forte inertie.

Une capacité d'agir à l'échelle adéquate vraiment introuvable.

Comment penser la prévention des futurs grands risques collectifs sur nos santés dans ce contexte ? Qu'est-il possible néanmoins d'envisager ?

## UN CONSTAT

**Dans toutes les tragédies (génocides, guerres, épidémies/pandémies, chocs climatiques, etc.), il n'y a jamais de déficit d'analyses, d'anticipations et de scénarios préventifs mais il y a toujours un déficit de médiatisation approfondie (non spectaculaire) de ces travaux et de prise en compte de ceux-ci pour les traduire en décisions politiques.**

**Un vrai déficit de gouvernance préventive.**

**Tout se passe toujours comme si la prévention était pensée en termes probabilistes par des chercheurs/ des scientifiques mais que la mise en pratique de mesures pour éviter les drames ne paraissent pas "rentables" aux yeux de décideurs.**

**Car si la prévention est bien conduite, il ne se passera pas grand-chose et donc les individus (électeurs, clients) pourraient sanctionner les décideurs ayant investi des budgets importants pour tenter d'éviter ce que l'on redoute et qui n'est pas survenu.**

**Si les mesures de prévention ne sont pas efficaces, les drames surviennent. Et les individus pourraient pénaliser les décideurs ayant mal investi, mal organisé.**

**Pour tenter de justifier l'inaction se développe l'idéologie "le risque zéro n'existe pas", "hélas, nos sociétés n'acceptent plus le risque". Posons qu'au-delà d'une évidence, en effet le risque zéro n'existe pas et la prévention ne vise nullement cet objectif, cette idéologie sert surtout à masquer une attitude passive.**

**La prévention est une démarche ingrate.**

**Nécessité de tenter de dépasser ces impasses et de penser une gouvernance préventive.**

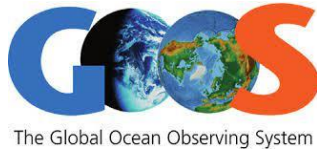
**La page suivante illustre ce « gap ».**



Le monde de la RECHERCHE



Réseau G6



Programme Mondial de Recherche sur le Climat



LANCEURS D'ALERTE,  
APPELS A LA PREVENTION

La GESTION DES SOCIETES



PREVALENCE DU CURATIF  
SUR LE PREVENTIF,  
PAS DE GOUVERNANCE PREVENTIVE



## UNE STRATEGIE D' ACTIONS

Quelques balises pour déboucher sur une stratégie d'actions.

- **A ce jour, aucune des causes de la pandémie n'a été réglée. Il y aura encore d'autres pandémies.**

Sans jouer exagérément les Cassandre on peut formuler l'hypothèse que d'autres crises majeures surviendront (liées à la destruction de la biodiversité, aux pollutions diverses, aux dérèglements du climat, à de nouveaux agents infectieux produisant de nouvelles zoonoses, etc.).

**Première balise : penser la prévention est un impératif.**

- Une pandémie a submergé la planète et des événements climatiques extrêmes s'accélérent. Des chercheurs du Global Preparedness Monitoring Board (GPMB) actent en octobre 2021 que « *Un an et demi après l'éclatement de la pandémie de Covid-19, le monde a encore trop peu réagi et n'a pas appris de ses erreurs. La première année de la pandémie a été définie par un échec collectif à prendre au sérieux la préparation et à agir rapidement sur la base de la science* »<sup>4</sup>.

Déjà en 2020, le GPMB déclarait que *"la pandémie avait révélé à quel point le monde s'était peu préparé à de telles catastrophes, malgré les avertissements selon lesquels de grandes épidémies étaient inévitables"*.

Et le G6, qui regroupe les principaux organismes pluridisciplinaires de recherche européens, note en décembre 2021 que *"La pandémie de COVID-19 a montré « qu'il restait beaucoup à faire pour améliorer la préparation et la résilience des sociétés. Les défis qui en résultent ne peuvent être relevés seuls par des régions ou des États, mais imposent des structures décisionnelles, la mise à disposition d'expertises, des bases juridiques pour garantir une réponse rapide et, surtout l'accroissement des connaissances »*<sup>5</sup>.

**Seconde balise : la pandémie a révélé que la gouvernance verticale est en échec face à de grands risques collectifs sur nos sociétés et nos santés. Son rapport à la science est problématique.**

- **Le contexte sociétal étant devenu très atomisé, « archipelisé », la pratique démocratique actuelle, une forme de « représentation », est mise en question. Il n'y a pas un malaise par rapport à la démocratie mais par rapport à la forme actuelle de la démocratie. C'est la « représentation » qui est en crise. La démocratie est dévitalisée. Les individus ne se reconnaissent plus dans leurs représentants. Certains parlent de « fatigue démocratique ». Diverses théories tentent de rendre compte de cette crise<sup>6</sup>. Selon Jürgen Habermas « *la démocratie restera forcément un projet, à la fois à réaliser et à reformuler au moyen de paradigmes qui tiennent compte de ce que les modèles antérieurs de la démocratie ont révélé d'insuffisant et de contradictoire avec leurs propres principes* ». La démocratie c'est la production d'un monde commun. Actuellement, c'est une non représentation qui alimente la défiance et le désarroi. Mais il n'y a pas de résignation, au contraire, une forte demande sociale de s'impliquer, encore faut-il une méthode.**

**Troisième balise : la forme actuelle de la démocratie donne le sentiment aux individus d'être privés d'une capacité d'agir notamment face aux grands risques futurs. Mais pas de résignation.**

- **On ne refait pas société si la gouvernance est verticale. Au cercle vicieux de la défiance à l'égard des institutions et particulièrement à l'égard des systèmes politiques, il s'agit d'opposer la construction d'un cercle vertueux de la confiance.**

**La confiance ne se décrète pas, elle se construit.**

**Nécessité d'un « bigbang des institutions ».**

**Quatrième balise : refaire société et refonder des institutions signifient recréer de la confiance mais à partir de l'horizontalité.**

### **Ces balises conduisent à dessiner les contours d'une stratégie d'actions vers une GOUVERNANCE PREVENTIVE.**

Pour penser et mettre en œuvre une prévention le plus en amont possible des risques systémiques, l'enjeu est de refaire société et de refonder la démocratie.

Il ne s'agit pas d'un catalogue de mesures qui serait élaboré dans une démarche verticale technocratique. Notre hypothèse est que vu le contexte de défiance et d'atomisation, agir ainsi ne permettrait pas une mobilisation pour la prévention.

L'enjeu est que la société civile organisée, les citoyens, les acteurs de terrain retrouvent du pouvoir, une capacité à s'exprimer, à débattre, à dialoguer, à chercher ensemble des solutions.

Repartir de l'horizontalité.

Penser la prévention « d'en bas ».

A partir de la base, que les individus définissent des objectifs à atteindre pour prévenir les futurs grands risques, produisent leurs propres analyses ( et d'abord l'auto-diagnostic de ce que nous venons de vivre ), imaginent des stratégies et des mesures, pratiquent le retour d'expériences, développent des récits, créent un nouvel imaginaire / un récit d'émancipation à l'égard des sur déterminations qui pèsent sur nos santés.

Changer la gouvernance.

**C'est la manière dont on va trouver des « solutions », des programmes et des mesures de prévention, qui déterminera des chances de passage à l'acte réel et d'adhésion.**

**En tant qu'incubateur d'idées et changements, Solidaris propose de prendre en compte une grande diversité de lieux où l'on vit, travaille, étudie.**

Il s'agirait d'y recréer de la citoyenneté démocratique. Récupérer du pouvoir. Chercher ensemble des solutions. Evidemment y impliquer tous les corps intermédiaires. Saisir l'opportunité de la pandémie pour proposer d'amorcer ce travail de refondation de la démocratie par « en bas » par une auto-analyse locale de la façon dont la pandémie a été gérée, quelles leçons ? qu'en retenir ? que mettre en place ? et si c'était à refaire ? etc.

Ces divers lieux sont les hôpitaux, les maisons de repos, les maisons médicales, les entreprises, les communes, les quartiers, les administrations, les écoles, les universités, les associations, etc.

**Il s'agit d'y insuffler des démarches de démocratie narrative et délibérative.**

**La démocratie narrative** signifie se raconter, décrire sa vie, être écouté, ressentir une appartenance, se sentir considéré, respecté, retrouver une dignité et une solidarité. Rompre l'atomisation.

La démarche de la **démocratie délibérative** consiste en une méthode : une forme de partage et d'exercice du pouvoir fondée sur le renforcement de la participation de citoyens à la décision Politique. Concrètement, il s'agit de réunir des citoyens qui sont d'abord informés des enjeux par des chercheurs. Il s'agira donc aussi de soutenir le développement de la « science ouverte » qui est essentielle pour se préparer aux futurs grands risques. La science comme médiation, en appui de tous ceux qui ont besoin d'être aidés dans l'exploration de leurs nouvelles conditions de vie pour préserver l'habitabilité de la planète. Ensuite ces citoyens élaborent ensemble des idées d'actions locales/ globales. Selon Jürgen Habermas, « *une décision Politique est réellement légitime lorsqu'elle procède de la délibération publique de citoyens égaux* ». Les démarches de démocratie délibérative répondent à cette définition. Repolitiser les enjeux et les problématiques.

***Comme le note Bruno Latour<sup>7</sup>, « reprendre par le bas, c'est-à-dire par la description du monde matériel dans lequel se trouvent les habitants, chassés de leur ancienne cosmologie dans une autre qu'ils n'ont pas encore appris à explorer (...) Repassons à l'envers toute la chaîne : pour voter, il faut des partis; pour qu'il y ait des partis, il faut que les doléances aient été rassemblées, stylisées et stabilisées en des sortes de programmes; pour qu'il y ait des doléances, il faut que chacun puisse définir ses intérêts qui lui permettent de tracer le front des alliés potentiels et des adversaires, mais comment avoir des intérêts si vous ne pouvez pas décrire avec assez de détails les situations concrètes où vous vous trouvez plongé ? Si vous ne savez pas de quoi vous dépendez, comment sauriez-vous ce qu'il faut défendre ? Or cette première étape manque, à cause de la rapidité et surtout de l'ampleur de la mutation en cours. Du coup, le reste ne suit pas. C'est donc par ces racines qu'il faut commencer (...) La description des conditions de vie est d'abord une auto description qui révèle le porte-à-faux entre le monde où vous vivez et le monde dont vous vivez, et donc redessine qui vous êtes, sur quel territoire, à quelle époque et vers quels horizons vous vous préparez à agir ».***

<sup>7</sup> Bruno LATOUR, Ibidem pages 85 à 88.

Dans ces démarches effectuées à la base, « en-bas », deux niveaux seront à considérer dans deux perspectives qui dessinent quatre champs de réflexions et d'actions :

	Agir pour S'ADAPTER	Agir sur les CAUSES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau MICRO local (circonscrit à l'entité où se trouvent les individus)</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Niveau MACRO sociétal global = plaidoyers vers l'Etat</li> </ul>		

Plusieurs idées d'actions vers une gouvernance préventive ont déjà été évoquées dans ce rapport et sont souhaitées par de très larges majorités :

### AGIR POUR S'ADAPTER

Que l'Etat :

- dispose désormais de plans détaillés, élaborés avec l'aide d'experts, testés concrètement et impliquant toutes les parties concernées (hôpitaux, écoles, pouvoirs locaux, associations, etc.), pour faire face à une nouvelle pandémie ou à d'autres grands risques émergents, et que l'Etat le fasse savoir,
- investisse massivement dans des projets **d'adaptation aux conséquences** du dérèglement climatique qui est déjà présent, par exemple : mieux nous protéger des inondations en modifiant les infrastructures - gestion des rivières, des égouts -, en travaillant avec les agriculteurs pour que les sols retiennent l'eau, etc. Et en rende compte aux citoyens.
- maintienne en permanence divers stocks stratégiques (masques, médicaments, tests, vêtements de protection pour le personnel soignant, respirateurs, etc.), sans y renoncer pour des raisons budgétaires,
- mette dès aujourd'hui vraiment des moyens financiers supplémentaires pour que le système de santé en Belgique soit mieux adapté à des situations comme de nouvelles pandémies, des chocs climatiques et l'explique aux citoyens,
- rende obligatoire de mesurer l'impact de chaque nouvelle mesure en faveur du climat sur les inégalités sociales (quels publics vont être impactés ? quelles mesures d'aides pour les plus précaires ? etc.),
- mette vraiment des moyens à la disposition des écoles et des associations pour sensibiliser et préparer aux divers risques collectifs et aux mesures à prendre,
- associe dès maintenant les citoyens, les associations et le Parlement afin qu'ils débattent **ensemble** des mesures à prendre pour le climat et en cas de pandémies notamment pour fixer les droits et les libertés qui pourraient être suspendus en cas de futures situations comme celle que nous venons de connaître avec le Covid. A ce jour une loi « pandémie » a été votée mais il semble que la société civile n'ait pas été associée or pour adhérer aux mesures, vu le niveau de défiance, la co-production de décisions est aussi importante et paraît un véritable impératif : **c'est la manière dont la décision est prise qui déterminera le succès de sa mise en œuvre.**



### AGIR A LA RACINE SUR LES CAUSES

Cela signifie de réduire drastiquement l'énorme pression que l'humain fait peser sur tous les écosystèmes du vivant.

Souhait que les responsables politiques :

- agissent sur les causes, c'est-à-dire ne se limitent pas à décarboner l'économie mais modifient structurellement l'offre et la production de biens et de services.
- mettent des moyens très importants pour la transition écologique c'est-à-dire : réduire l'usage du charbon, du pétrole, du gaz, limiter les émissions de CO2 par l'isolation des bâtiments et en favorisant une mobilité douce, encourager le recyclage des objets, lutter fortement contre la déforestation, taxer les gros pollueurs, favoriser la culture bio, etc.
- luttent contre le dérèglement climatique, c'est vraiment d'abord la production de biens que les Etats doivent réguler (c'est-à-dire ce que font les entreprises, surtout les plus grandes d'entre elles) et cela avant de mettre la pression sur les consommateurs.
- soutiennent vraiment les initiatives des citoyens et des associations pour une agriculture plus saine et plus locale, pour des habitats moins gourmands en énergie, etc.
- placent la question climatique et le maintien de la biodiversité comme une politique transversale touchant toutes les matières gérées par l'Etat et en rendent compte régulièrement aux citoyens,

Mais nous nous contredirions en dressant un catalogue plus étendu de mesures car l'idée majeure que Solidaris développe est que la prévention des futurs grands risques sur nos santés, pour être efficace en produisant une implication forte et une adhésion à tous les niveaux, **ne peut faire l'économie de refonder l'institution démocratique.**

**Il s'agit donc de stimuler, de soutenir, de démultiplier les initiatives à partir de l'horizontalité.**

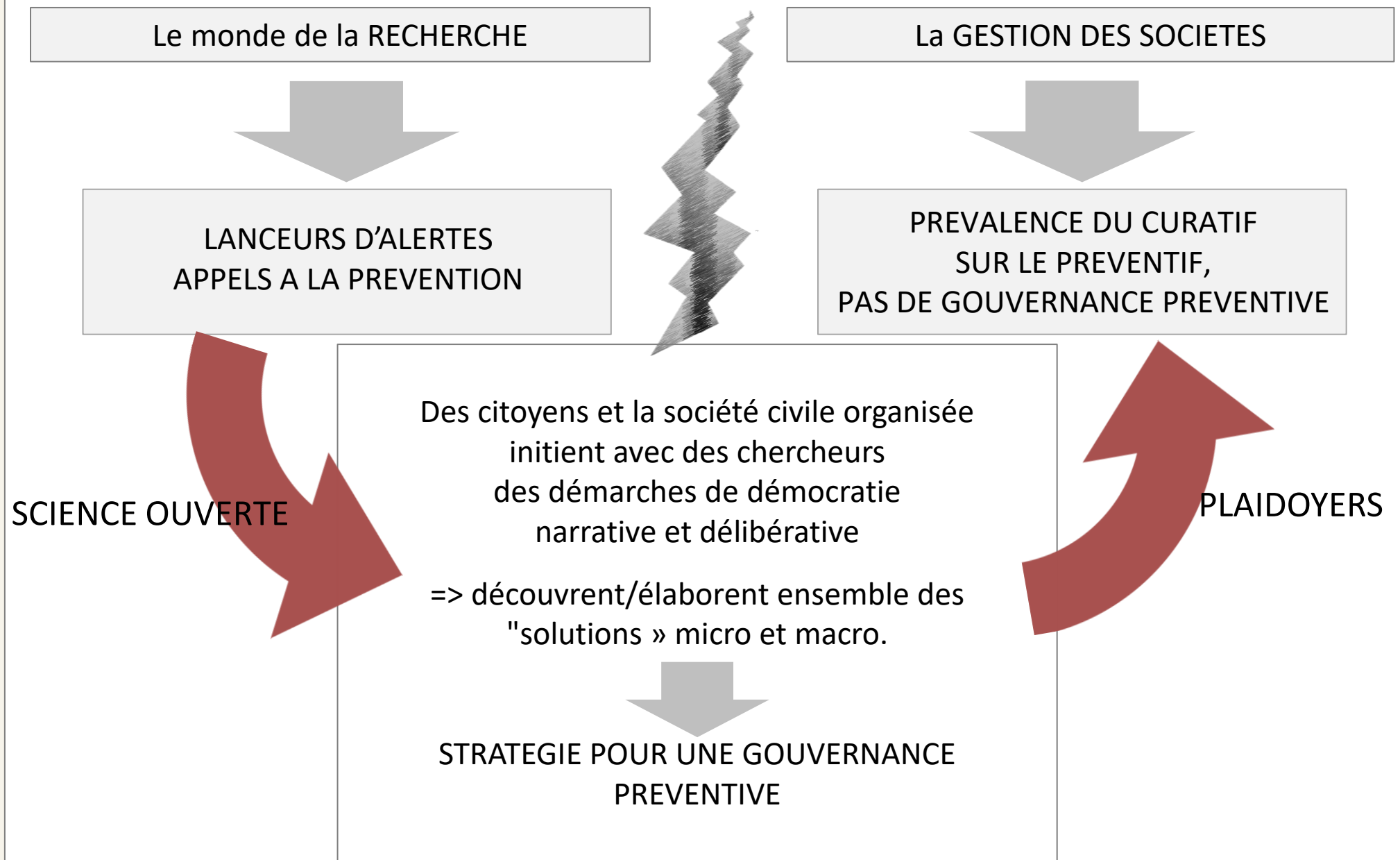
**Impulser partout des « micros G 1000 » pour reprendre le modèle développé par David Van Reybrouck.**

**Et, en cela, contribuer à produire l'offre politico-sociétale qui semble absente.**

**Offrir un récit, un nouvel imaginaire, une méthode.**

**L'important est la MANIERE dont les stratégies d'actions sont élaborées.**

Si l'on reprend le schéma de l'impasse actuelle de la relation entre le monde de la recherche et celui de la gestion des sociétés pour penser et mettre en pratique une gouvernance préventive, la proposition de Solidaris vise à combler ce « gap » par l'intervention de nouveaux acteurs : la société civile organisée et les citoyens.



## AGENDA

---

▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris	2.
▶ La pandémie vécue et perçue par :	
↳ Les citoyens, les 12 constats	7.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats	76.
▶ Les pistes d'actions proposées concernant :	95.
↳ Les citoyens	98.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche	115.
▶ Contacts	124.

## 1. Créer des comités de liaison territoriaux et un support interfédéral

Nos constats nous invitent à concevoir un dispositif alternatif au cadre classique de planification d'urgence et de gestion de crise.

Ce dispositif permanent d'intégration et d'organisation du monitoring et de la vigilance se conçoit comme un système multiniveaux et intersectoriel, focalisé sur les flux d'information et de communication, le recueil et l'analyse des données socio-économiques et sanitaires construit par un réseau d'acteurs et d'actrices territoriaux.

Ce dispositif alternatif a pour objectif de développer une politique de gestion des risques permanente qui articule des processus de veille, de monitoring, de gestion et d'apprentissage.

Ce dispositif repose sur deux leçons centrales de la gestion de crise Covid :

- le manque d'interactions systématiques entre les niveaux de pouvoirs,
- la faible capacité de gestion et d'organisation des données.

Notre dispositif s'attache tout à la fois à se prémunir des failles et à intégrer les innovations pertinentes relevées dans la gestion récente de crise sanitaire. Ce dispositif est ancré territorialement, il reprend en effet les mêmes niveaux que ceux prévus dans les arrêtés de planification d'urgence : le niveau communal, provincial et fédéral.

À chacun de ces différents niveaux, l'objectif est de créer un ou des comités de liaison permanents et interdisciplinaires.

Ces comités sont composés de représentant·e·s :

- du secteur sanitaire,
- du secteur social,
- du secteur économique,
- des organismes environnementaux,
- des services d'urgence.

**Les organismes membres de ce comité sont aidés dans la mise en place de réunions de liaison.**

**La récolte de données est assurée par un·e coordinateur·rice de Comité.**

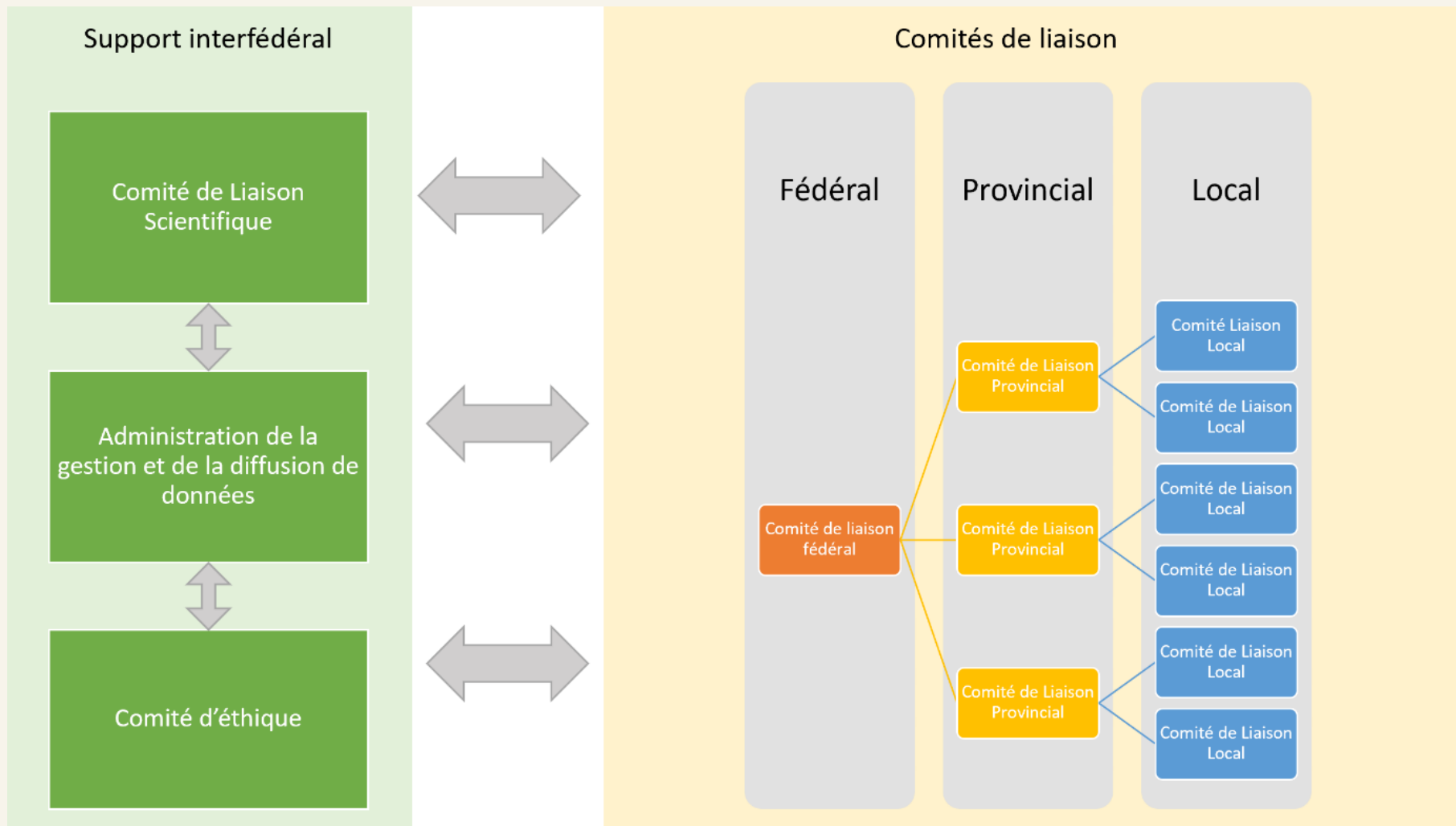
**L'objectif de ces Comités de liaison territoriaux est triple :**

- **Informar au mieux la population du territoire sur les risques éventuels dans une approche permanente et préventive ;**
- **Récolter différentes données qualitatives et quantitatives pour nourrir un tableau de bord de veille vigilante des risques sociaux, sanitaires, environnements, et économiques ;**
- **Créer un réseau local, provincial et fédéral de ressources et d'acteur·trice·s qui puissent mutualiser savoirs et pratiques, et discuter d'enjeux sociaux, sanitaires, environnements, et économiques du territoire.**

**Ces comités de liaison seraient établis de manière permanente. Ils se réuniraient à intervalle régulier avec la mission de mettre en commun certaines données et de discuter d'éventuels anomalies, risques ou crises à venir.**

**Les différents niveaux de Comités de liaison seraient en interaction verticale : une structure claire entre les différents niveaux permet d'organiser et d'assurer des flux de communication, d'informations et de données fluides et systématiques.**

Schéma des comités de liaison et de leur support interfédéral :



Si ces Comités de liaison territoriaux récoltent et diffusent des données, il importe que celles-ci soient traitées, analysées et surveillées sur le plan éthique afin d'éviter des abus ou des formes de contrôles sociaux. Dès lors, ceux-ci seront soutenus dans leurs **missions par trois organes de support interfédéraux** :

- **Une administration des données récoltées et diffusées.** C'est-à-dire un organe administratif interdisciplinaire dont les missions tiennent à la récolte, et au traitement des données recueillies par les Comités de liaison. Il s'assure de leur qualité et de leur comparabilité ; et dans l'autre sens, il diffuse certaines analyses et plusieurs outils de prévention des risques.
- **Un comité de liaison scientifique.** Ce comité a pour objectif de rassembler des scientifiques des différentes disciplines, du pôle santé, des Sciences et des Sciences humaines et sociales. Les membres de ce comité interprètent les données préparées et agrégées par l'administration des données récoltées et diffusées. Si les tableaux de bord des différents comités de liaison montrent des variations d'indicateurs particuliers, ce comité peut les observer de manière plus spécifique et faire appel si besoin à d'autres scientifiques hyperspécialisés qui ont des connaissances spécifiques sur ce sujet.
- **Un comité d'éthique.** C'est-à-dire un groupe indépendant qui vérifie les processus de récolte, de traitement et d'utilisation des données récoltées par les différents comités de liaison. Il travaille à la protection des données. Il assure que le processus de production des données et de savoirs demeure indépendant de tout intérêt privé. Il neutralise les jeux politiques d'utilisation des données.



**Il nous semble intéressant d'envisager la composition des comités de liaisons locaux au regard du maillage social-santé des territoires. Une diversité dans la composition est cruciale à maintenir afin de garantir le croisement des points de vue (membres de maisons médicales, d'hôpitaux, de maisons de repos, de structures de soins de première ligne, personnels de soins à domicile, pharmaciens, travailleurs de services sociaux publics et privés, membres d'établissements scolaires, etc.).**

**Chaque comité se réunirait en présentiel régulièrement (par exemple, une matinée par mois), et serait accompagné par un-e coordinateur-ice de Comité.**

**Par ailleurs, un logiciel virtuel coordonné et harmonisé permettrait d'encoder les données qualitatives et quantitatives en temps réel.**

**Les réunions présentielles permettent une réflexion et une analyse collective sur les données brutes. Ce système de comités de liaison bénéficierait de subventions publiques permettant sa mise en œuvre et son déroulement pérenne.**

**Il représenterait une veille collective permanente, tournée vers le local et le bien commun.**

**Il est également crucial de noter que nombre de plans et de dispositifs similaires, à échelles diverses, sont actuellement en gestation voire en phase de test dans différents organismes comme la Fédération des Services Sociaux, la Ville de Bruxelles, la Région-Bruxelles Capitale ou encore dans certaines mutualités. Il serait dès lors particulièrement pertinent de développer ce type de dispositif de manière concertée et coordonnée afin d'éviter le morcellement et/ou la superposition d'initiatives qui travaillent à l'intégration territoriale du social-santé, sous peine de provoquer une démultiplication et une superposition de structures ou d'organes locaux attachés au travail et/ou à la réflexion intersectoriels sur base territoriale locale.**

### 2. Valoriser les métiers de la prévention

La majorité des personnes rencontrées souhaitent valoriser et élargir les domaines, métiers et fonctions dédiés à la prévention.

De façon transversale à tous les domaines, les démarches d'outreaching sont préconisées : une offre de services social-santé qui se déplace vers les publics, une action de détection proactive de problèmes de sécurité civile, ou encore une éducation publique à la prévention.

Nombre de métiers font face à une démultiplication des risques que leur fonction n'a pas intégrée, si bien que les missions réactives et les missions réparatrices prennent le pas sur les missions de prévention. **Un travail de cadastre des fonctions, métiers et domaines dédiés à la prévention est souhaitable dans le but de leur revalorisation.**

**Concernant le domaine de la santé, une majorité de personnes rencontrée-s appellent à inverser la tendance actuelle, c'est-à-dire le primat du curatif sur le préventif.**

**Ils et elles soutiennent une augmentation des financements dédiés à la promotion à la santé, à l'éducation à la santé, à la santé communautaire, notamment avec un argument de calcul coûts/bénéfices :**

*« Il coûte plus cher à la société de guérir que de prévenir ».*

**De plus, les personnes rencontrée-s aspirent non seulement à un système de soins de santé plus intégré localement et plus coordonné institutionnellement parlant, mais aussi à une approche préventive de la santé qui englobe les déterminants biologiques et les déterminants non médicaux (dont les déterminants sociaux, les déterminants environnementaux, etc.).**

**C'est donc bien une conception OneHealth qui est prônée pour la prévention et le recueil de données épidémiologiques.**

**Par ailleurs, les personnes interrogées soulignent la nécessité de consolider et de créer des fonctions/missions qui allient prévention et management de crise, et ce dans toutes les structures publiques et privées (institutions, administrations, entreprises, organisations) du pays.**

**Les bonnes pratiques initiées en temps d'urgence et de crise doivent être répertoriées et réappries pour être intégrées au fonctionnement des structures. La grande majorité des personnes rencontrées estime que « tirer les leçons de la crise » serait crucial dans leur sphère professionnelle, mais la tâche est si chronophage, énergivore et coûteuse que sans une institutionnalisation d'une fonction/mission de cet ordre, le souhait restera inopérant.**

### 3. Créer des réservistes de crise

Enfin, la gestion de la crise Covid nous enseigne que les missions/fonctions de prévention et de gestion de crise représentent une condition sine qua non au développement d'une capacité de montée en puissance en cas de crise.

Il serait donc nécessaire de former des réservistes de crises dans toutes les organisations publiques et privées du pays, capables d'agir dans l'urgence, de renforcer d'autres structures et d'apporter un soutien pertinent aux services publics qui seraient impactés par une crise.

En ce sens, chaque structure devrait nommer une ou plusieurs personnes pouvant prendre cette responsabilité de préparation/gestion de crise, tout à la fois :

- en suivant des formations annuelles en procédures de gestion de crise et en expertise des instruments institutionnels et législatifs existants (code bien-être, plan urgence catastrophe nucléaire, plan urgence catastrophe sanitaire, environnementale, etc.) ;
- en se préparant aux situations de secours (brevet secourisme, etc.) ;
- en développant et en actualisant des outils et répertoires d'urgence internes (numéros et contacts des membres du personnel, ressources matérielles et logistiques,...) ;
- en consignnant des contacts des ressources locales voisines et partenaires (listing partenaires ; structures-clés sur le territoire proche, etc.).

Ces missions de réservistes polyvalents de crise pourraient être encadrées par le Ministère de l'Intérieur.

## AGENDA

---

▶ Le contexte et l'objectif de ce Cahier Solidaris	2.
▶ La pandémie vécue et perçue par :	
↳ Les citoyens, les 12 constats	7.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche, les 5 constats	76.
▶ Les pistes d'actions proposées concernant :	95.
↳ Les citoyens	98.
↳ Les professionnels des institutions politiques, du socio-sanitaire, de l'associatif et du monde de la recherche	115.
▶ Contacts	124.

- ▶ **Jean-Pascal LABILLE** – Secrétaire général Solidaris  
jean-pascal.labille@solidaris.be
- ▶ **Delphine ANCEL** – Responsable des études Institut Solidaris  
[delphine.ancel@solidaris.be](mailto:delphine.ancel@solidaris.be)  
0496 29 44 21
- ▶ **Bruno DEBLANDER** – Directeur communication Solidaris,  
Bruno.Deblander@solidaris.be



RUE SAINT-JEAN 32-38 - 1000 BRUXELLES